

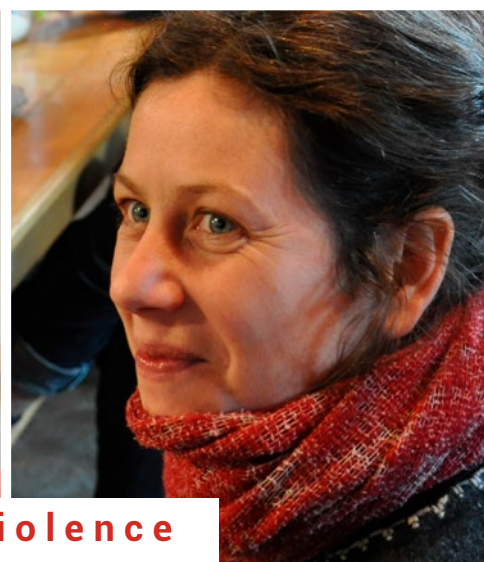
n° 469
ÉTÉ
2018
4,80 €

Silence

**ALTERNATIVES
DANS LA LOIRE**

ÉLOGE DES ZAD

LE BRUIT TUE



écologie • alternatives • non-violence

Pubs interactives, la résistance s'organise !

Où en est-on aujourd'hui de l'invasion de l'espace public par les panneaux publicitaires numériques interactifs ?

Depuis juillet 2012, la France a connu un recul majeur avec la légalisation des publicités numériques dans l'espace public. Ces dispositifs sont derrière des vitrines de magasin, dans les jardins privés, dans la rue et les transports en commun. Ils sont dans l'espace public de plusieurs villes de France. Des décrets

différenciés ont été pris selon la taille des villes concernées. En 2016, nous avons réussi, avec d'autres, à faire retirer des décrets d'application de la loi Macron qui allaient autoriser ces dispositifs dans les villes de moins de 10 000 habitants.

Quels sont les problèmes et les pollutions spécifiques que cela pose ?

La consommation énergétique de ces écrans amène un gaspillage énergétique contraire aux défis écologiques du 21^e siècle. Un panneau numérique consomme 7 à 13 fois plus que le plus énergivore des mobiliers non numériques, soit environ l'équivalent d'1 à 2 foyers de 4 personnes. En plus de la pollution induite par la consommation électrique et la fabrication des dispositifs, la publicité lumineuse dans l'espace public est nocive pour la biodiversité. L'industrie publicitaire est basée sur l'économie de l'attention, tout est fait pour l'attirer, y compris jouer sur nos automatismes. Cette agression additionnelle dans l'espace public va à l'encontre de notre liberté de réception. De plus, les écrans sont en partie responsables de

maladies modernes comme la surcharge cognitive. Nous passons déjà beaucoup de temps devant les écrans dans les espaces privés. La surexposition des jeunes enfants aux écrans est un enjeu de santé publique. Ils sont considérés comme dangereux en particulier pour les enfants de 0 à 4 ans.

Du fait de leur caractère animé, les écrans publicitaires vidéos attirent le regard des conducteurs, les déconcentrent et constituent un risque d'accident. Aux États Unis d'Amérique, des études montrent leur caractère accidentogène. Les écrans publicitaires sont interdits en bords de route en Belgique pour le danger qu'ils représentent pour les conductrices.

Quelles sont les résistances actuellement et les perspectives pour les personnes qui veulent refuser cette agression ?

Au niveau national, nous avons lancé une campagne qui vise à faire interdire les dispositifs publicitaires vidéos dans les espaces communs et notamment à la SNCF (outils de mobilisations et pétitions à signer sur stop-pub.video).

Au niveau local, les municipalités et les intercommunalités peuvent empêcher la prolifération des publicités numériques grâce à 2 outils. Le premier est le règlement local de publicité. Il s'agit d'un document d'urbanisme permettant d'interdire les dispositifs numériques comme c'est par exemple pour l'instant encore le cas à Paris. Le second, une mesure courageuse mais très "limitée" serait que la ville refuse de faire un contrat avec des mobiliers urbains numériques comme c'est le cas à Grenoble.

Que les décideurs politiques soient de notre bord ou pas, il faut mobiliser les citoyens pour les aider à ne pas répondre au chant des sirènes émis par les lobbies publicitaires. S'organiser, rejoindre et créer un groupe de résistance à l'agression publicitaire devient nécessaire.

À l'heure où je réponds à ces questions un nouveau projet de décret du gouvernement d'Édouard Philippe propose d'autoriser la publicité numérique sur mobilier urbain dans les plus petites villes de France. Une nouvelle bataille démarre mais nous sommes déterminés à la gagner afin d'aller vers la sobriété publicitaire.

■ **Pour en savoir plus :** *Résistance à l'agression publicitaire, "La Teinturerie", 24 rue de la Chine, 75020 Paris, tél. : 01 43 66 02 04 (les mardis et mercredis de 10h à 13h et de 14h à 18h), <https://antipub.org>*

MIGRANTS : DES MILITANTS D'EXTRÊME DROITE BLOQUENT UN COL DES ALPES



LASSERPE.

LE GOUVERNEMENT LANCE UN PLAN ANTI-GASPIPAGE



LASSERPE.

EMMANUEL MACRON EN AUSTRALIE



LASSERPE.

UNE MARCHÉ POUR LES MIGRANTS



LASSERPE.

■ DOSSIER ALTERNATIVES DANS LA LOIRE

05 Saint-Étienne : Crêt de Roc, un quartier en transformation

Dans une ville ayant 10 000 logements vides, quelles peuvent être les stratégies d'urbanisme pour redynamiser certains quartiers ? Quels bénéfices peut-on tirer d'approches comme les écoquartiers, le développement durable ? L'expérience du Crêt de Roc en montre les potentiels et les limites.

09 Les Castors : un immeuble collectif à chauffage humain

Créé en 2007, les Castors est le premier projet stéphanois collectif de construction de maisons passives. Dans la zone d'aménagement concerté du nord du Crêt de Roc, 33 personnes logent dans cet habitat groupé depuis 2015.

11 Saint-Julien-Molin-Molette : un nid culturel en voie d'essaimage

La petite commune de Saint-Julien-Molin-Molette, riche d'un patrimoine industriel important, est connue pour son intense activité artistique.

14 La Rivoire : un centre agroécologique dans le sud de la Loire

Associer la permaculture, l'agroécologie, l'accueil touristique et la formation... le tout dans une ferme magnifique disposant de 58 hectares, c'est le projet d'un groupe récemment constitué autour d'un accueil touristique préexistant.

16 Ambiance à Ambierle : La Scierie, un atelier partagé en effervescence

Une ancienne scierie a été transformée en groupement d'ateliers pour une douzaine de professionnel·les. Un lieu où les dynamiques alternatives s'additionnent.

18 Alternatives dans la Loire

■ CHRONIQUES

21 Bonnes nouvelles de la Terre : Manger moins de viande : comment réussir sa révolution culinaire

24 Chroniques terriennes : Nanos partout...

30 Non-violence : mode d'emploi : Bloquer un lieu

31 En direct de nos colonies : La "pédagogie" de la puissance coloniale

32 Un lieu à soi : Les étés entre femmes des Circauds

■ BRÈVES

21 Alternatives • 24 Environnement • 26 Nucléaire

27 Climat • 27 OGM • 28 Politique • 29 Société

29 Agri-bio • 30 Paix • 31 Nord/Sud

32 Femmes, hommes, etc. • 33 Santé

33 Annonces • 34 Agenda • 49 Courrier • 50 Livres

■ ARTICLES

36 Le bruit tue

16 600, c'est le nombre de décès prématurés causés par le bruit chaque année en Europe.

39 Aude Vidal, pour une écologie de combat

Le livre *Ecologie, écologie, individualisme et course au bonheur*, d'Aude Vidal lance un pavé dans la mare. Il dénonce la récupération de l'écologie au profit d'une course au bonheur individualiste. L'autrice, militante écologiste, tente, en dénonçant ces dérives, de redonner corps à la dimension politique de l'écologie.

42 Depave : sous les pavés la verdure

Depave est une association étasunienne qui débétonne ! Elle accompagne des habitant·es de quartiers dans la transformation de leur environnement quotidien, notamment en remplaçant des zones goudronnées par des parterres fleuris ou cultivés.

44 Éloge des Zad

La Zad de Notre-Dame-Des-Landes, outre la violence physique du démantèlement, a subi et subit encore la violence symbolique des discours d'un incroyable mépris de la part de nos "élites", président en tête. D'où l'importance de reconsidérer la dimension politique des luttes pour la défense de territoires.

46 La Maison commune de la décroissance

La Maison commune de la décroissance est née à la fin de l'année 2017. Il ne s'agit pas d'un bâtiment mais d'un processus collectif. Thierry Brulavoine explique comment a émergé cette initiative et quels sont ses objectifs.

48 Chanter la contestation

Dans son livre *Blues et féminisme noir*, Angela Davis s'intéresse à l'héritage du Blues dans l'élaboration de la conscience féministe noire, à travers les portraits de trois chanteuses de blues, Ma Rainey, Bessie Smith et Billie Holiday.

56 Protéger l'eau, défendre la terre

En 2017, le Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan) organisait une exposition itinérante composée d'œuvres d'artistes amérindiens et chicanos, en soutien à la lutte menée dans la réserve de Standing Rock (Dakota du Nord, États-Unis) contre la construction de l'oléoduc DAPL par Energy Transfer Partners.

Prochain dossier
Autogérons les coop' alimentaires !



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 30 mai 2018.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 3^e trimestre 2018 - Tirage : 5100 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Jean-Marc Pineau - Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Natacha Gondran, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Claire Cordel, Las-serpe, Nardo - Correctrices : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes : Jardins Volpette, Marie Clem's - Et pour ce n° : Marie Bazin, Michel Bernard, Isabelle Cambourakis, Romane Dubrulle, Danièle Gonzalez, Stéphane Kerckhove, Lorène Lavocat, Pascal Martin, Serge Perrin, Jocelyn Peyret, François Veillerette - Couverture : Marie Clem's - Internet : Damien Bouveret, Maud, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorisée, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · Rédaction : Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFRRPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

La désindustrialisation comme opportunité !

Après un siècle faste de fort développement industriel et minier, le département de la Loire est frappé dans les années 1970-1990 par une désindustrialisation massive. Celle-ci produit son cortège de tristes conséquences : chômage et paupérisation d'une partie de la population, dégradation de l'immobilier, effondrement démographique (1). C'est que, dans une société ne vivant que par la croissance, l'arrêt des activités économiques produit d'abord des effets douloureux.

Toutefois, le reflux industriel laisse place à des opportunités. À commencer par tout un ensemble de bâtiments désaffectés susceptibles d'accueillir de nouvelles activités, mais aussi des logements à bas prix pour des foyers modestes ou des étudiant-es. Reste à savoir qui saisit ces opportunités : le système politico-économique dominant ou les personnes désireuses d'alternatives ? Il semblerait que ce soit un peu les deux.

Ainsi, à Saint-Étienne, dans le quartier du Crêt de Roc, on peut observer les mécanismes habituels du marché de l'immobilier, les stratégies d'urbanisme des pouvoirs publics, des signes de gentrification, mais aussi des dynamiques populaires, l'installation de familles à faibles revenus dans des logements agréables, la vivacité des jardins ouvriers... En milieu rural, sur des lieux industriels désertés, au nord et au sud de Saint-Étienne, anciennes et nouvelles populations cherchent en tâtonnant, entre discordes et alliances, à accueillir activités artistiques et artisanales, écovillages, modes de vie décroissants... Un fourmillement d'initiatives dont quelques-unes seulement sont présentées dans ce dossier : une invitation à aller découvrir les autres sur le terrain ?

La rédaction

(1) Après une forte baisse dans les années 1990 puis une faible remontée, le département a aujourd'hui la même population qu'en 1980. Mais les grandes villes (Saint-Étienne, Roanne, Saint-Chamond et Firminy) continuent à se dépeupler.

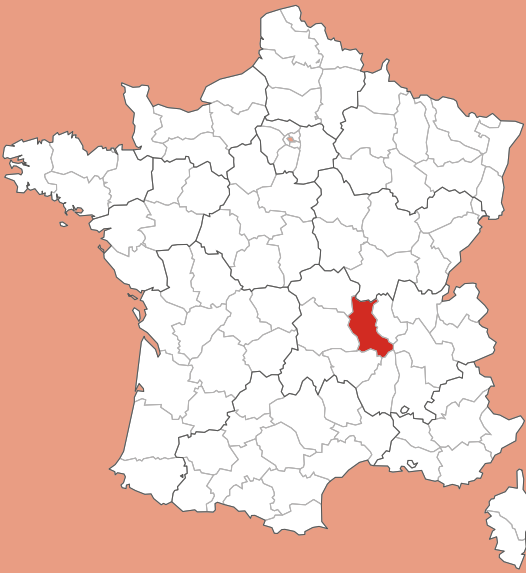
Couverture :

En haut : habitat groupé "Les Castors" au Crêt de Roc (Saint-Etienne).

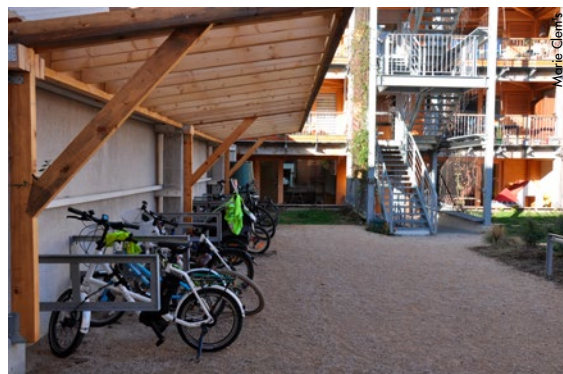
En bas :

- Nils Svahnström, urbaniste à l'association *Rue du Développement durable* (Saint-Étienne)
- Jean-Pierre Huguet, éditeur (Saint-Julien-Molin-Molette)
- Sandrine, luthière à *la Scierie* (Ambierle)

© Marie Clem's



La cuisine du Réfectoire de Rues du développement durable à Saint-Etienne.



L'un des deux parkings vélos des Castors, habitat groupé à Saint-Étienne.



Le hangar de stockage de la Scierie (photo faite lors des reportages en février).



▲ Une vitrine des locaux de Rues du développement durable.



▲ La Maison rouge, auberge dans un immeuble rénové.



▲ Un passage entre deux rangées d'immeubles rendant très difficile les restaurations.

Saint-Étienne : Crêt de Roc, un quartier en transformation

Dans une ville ayant 10 000 logements vides, quelles peuvent être les stratégies d'urbanisme pour redynamiser certains quartiers ? Quels bénéfices peut-on tirer d'approches comme les écoquartiers, le développement durable ? L'expérience du Crêt de Roc en montre les potentiels et les limites.

FICHE D'IDENTITÉ

Lieu : Saint-Étienne • Population : 170 000 habitantes (223 000 en 1968) • Quartier Crêt de Roc : 6 100 habitantes • Projet de rénovation : 250 logements • Projet de reconstruction : 240 logements neufs • Création d'un écoquartier de 120 logements. Réalisés : 40. • Redynamisation d'une rue commerçante : 10 boutiques rouvertes.

LA POPULATION DE SAINT-ÉTIENNE, 14^e plus grande ville de France, est en baisse depuis le début des années 1970, conséquence de la fermeture des mines de charbon et de la désindustrialisation. Les nouvelles habitantes préfèrent s'installer dans les communes périphériques. Conséquence : une situation immobilière en grande difficulté, plusieurs milliers de logements vides en centre-ville, des prix si bas que les loyers ne permettent pas d'entretenir les bâtiments et que les ventes ne se font presque plus, puisque la tendance est à la baisse du prix du mètre carré. Cela se traduit par des quartiers de plus en plus délabrés et la fermeture des petits commerces. Près de l'hôtel de ville, le Crêt de Roc est une colline dominée par un immense cimetière. Dans les rues basses commerçantes, jusqu'à 30 % des vitrines sont à l'abandon. Un peu partout, des

immeubles anciens se détériorent. D'anciens ateliers et usines restent vides. Le relief ne facilite pas les choses.

LES ENJEUX DE LA REDYNAMISATION DU QUARTIER

Hervé Ménard, urbaniste de la *Société d'équipement et de développement de la Loire (SEDL)*, qui est chargé de coordonner les opérations dans le quartier, montre les principales transformations lancées depuis 2006 (1). Dans la zone d'habitation, les propriétaires ont été incités à remettre certains immeubles aux normes et, quand cela ne leur était pas possible financièrement et que les bâtiments présentaient des risques, il y a eu obligation de vendre les biens à la SEDL. Celle-ci a alors choisi soit de faire les travaux avant de revendre à un promoteur, soit d'abattre la construction quand elle était trop délabrée. En revanche, l'avantage des bas prix du foncier permet à des familles aux revenus modestes d'accéder à des logements bénéficiant de beaux espaces (anciens ateliers de passementerie), parfois même d'un petit jardin collectif. Dans une grande zone industrielle voisine, autour de la rue Desjoyaux, un écoquartier a été planifié.

Douze ans après, alors que le programme arrive à son terme, les ambitions ont dû être revues à la baisse :

(1) Il est par ailleurs co-président de *La Maison rouge* (voir encart) et habitant du quartier.



▲ Une friche résultant d'une démolition d'immeuble avec le panneau publicitaire annonçant un programme immobilier qui n'a jamais vu le jour.

"La crise financière de 2008 a fait fuir les promoteurs privés, et la baisse des prix de l'immobilier a limité les initiatives." La SEDL a procédé à la démolition de 244 logements insalubres, à la réhabilitation de 16 immeubles, à la réhabilitation lourde de 31 immeubles en haute qualité environnementale

avec création de 142 logements, a rénové une école, aidé à l'ouverture de l'auberge de *La Maison rouge*, reconstruit la maison de quartier. L'écoquartier a été viabilisé avec une ligne de bus, des pistes cyclables, des voies piétonnes... Un habitat coopératif y a vu le jour à l'initiative d'habitantes :

Les fameux jardins ouvriers de Saint-Étienne

Saint-Étienne est parcouru par 89 ha de jardins ouvriers. Une tradition ancrée dans la population depuis 124 ans et son introduction par le jésuite Félix Volpette. L'idée est née dans le nord de la France, à Hazebrouck : l'abbé Jules

entretenir le potager correctement et à payer une adhésion de 20 euros plus leur consommation d'eau (une vingtaine d'euros par an). En cours de réhabilitation, les parcelles sont uniformisées à une taille de 200 m². Le reste des jardins est partagé entre les associations regroupées au sein de la *Fédération des associations des jardins ouvriers et familiaux de la Loire*.

Serge Tonoli constate que "le jardinage était au départ économique, puis ludique. Aujourd'hui, il y a un retour au jardinage économique, même si ce n'est pas la majorité". Il constate aussi une volonté grandissante chez les jardinières de "manger plus sainement". En effet, l'utilisation de tout produit chimique est interdite. Le président voit ainsi d'un bon œil l'arrivée de plus en plus de jeunes "qui veulent prendre soin de la planète". Une diversification des jardinières qui, "pendant longtemps, étaient surtout des retraitées et pères de familles". Ça crée du lien entre les plus jeunes et les plus expérimentés. "On leur met le pied à l'étrier, comme d'autres l'ont fait pour nous." L'intergénérationnel est aussi présent dans l'association par des interventions dans les écoles et les maisons de retraite de la ville.

À Saint-Étienne, jardins ouvriers et partagés cohabitent. Il y a assez de terrains pour tout le monde, car beaucoup ne sont pas constructibles à cause de l'exploitation des mines. La municipalité et le département sont aussi attachés à ce patrimoine et leur accordent de nombreuses subventions.

Romane Dubrulle

- Jardins Volpette, 21 rue de la Paix, 42000 Saint-Étienne
Tél. : 04 77 32 98 56 (permanence le mardi de 14 à 18 heures)
www.jardins-volpette.net
Fédération des associations des jardins ouvriers et familiaux de la Loire, 2 rue des Adieux, 42000 Saint-Étienne



Jardins Volpette

▲ La section rénovée des Fougères à Saint-Étienne.

Lemire souhaitait sortir les gens de la pauvreté, du chômage et de l'alcoolisme. Un concept, à l'origine, empreint d'un certain paternalisme. Comme le Nord, région industrielle et minière, Saint-Étienne bénéficie d'un terrain favorable à l'implantation de ces jardins. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, on compte 7 000 parcelles rien que dans la ville intra-muros, aujourd'hui, il en reste 3 000, un chiffre stable depuis un certain nombre d'années. "Ces jardins, c'est l'enfance de tout stéphanois, ont les a toujours vus, on a toujours vécu avec", raconte Serge Tonoli, président de l'association *Les jardins Volpette*.

Les 1 300 parcelles gérées par cette association sont réservées en priorité aux personnes qui n'ont pas accès à un terrain. La liste d'attente est longue, chacun-e s'engage, en échange, à



▲ Nils Svahnström expliquant sur un plan cadastral les modifications apportées au quartier.

les Castors (13 logements, voir p. 9). Un immeuble locatif de 27 logements a été construit par une agence de l'État... mais, ici comme dans le reste du quartier, plusieurs parcelles sont en attente. Initialement, 240 logements étaient prévus dans le seul écoquartier. Un deuxième plan d'habitat coopératif est à l'étude.

Dans le quartier, la population reste très mixte. Familles, jeunes et personnes âgées cohabitent plutôt sereinement, le relief favorisant la marche à pied et les échanges entre les gens. Une cinquantaine de familles fréquentent l'AMAP du Crêt de Roc, une des premières créées à Saint-Étienne. Des associations demandent le droit d'utiliser les espaces libérés : quelques-uns ont été transformés en parc public, de nouveaux escaliers ont vu le jour, mais la ville est réticente à laisser s'implanter des jardins partagés qui intéressent pourtant beaucoup de monde.

EN ROUTE POUR DE NOUVELLES DEVANTURES

En 2007, Carole Timstet, qui travaille dans un service de l'État, veut changer d'activité. Alors que se lance le projet de réhabilitation du quartier, elle envisage de lancer un restaurant "au pied des marches", c'est-à-dire face à un escalier monumental qui dessert toutes les rues du quartier. Elle achète un local mais il s'avère difficilement aménageable en restaurant classique, et la copropriété freine le projet. Celui-ci évolue alors vers la création d'un lieu associatif comportant une zone de bureaux partagés et un "réfectoire" : une salle offrant une petite restauration le midi et autorisant les personnes du quartier qui le veulent à venir avec leur repas pour discuter autour d'une vaste table commune. Pour gérer le lieu, l'association *Rues du développement durable (RDD)* voit le jour en 2009 en lien avec différents acteurs du quartier (notamment *Solicoop42* et *Artisans du*

monde) (2). L'association se définit comme ayant "un but solidaire, écologique, s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire, dans le développement durable, la participation citoyenne et la créativité culturelle". Après un début de travail d'animation au niveau local, elle note que de nombreuses associations, des artistes, des personnes exerçant diverses professions... sont à la recherche de locaux, mais ne savent pas comment s'y prendre.

L'association *RDD* se lance alors dans un projet plus urbanistique : faire revivre les rez-de-chaussée à l'abandon en devenant le maillon manquant entre les propriétaires et les personnes cherchant des locaux. *RDD* se concentre surtout sur la rue Roger-Salengro, qui borde le bas du quartier, où se trouvent la plupart des anciens locaux commerciaux.

Les propriétaires hésitent à louer car cela les obligerait à faire les travaux de mise aux normes. *RDD* pense, dans un premier temps, à négocier l'achat de ces locaux pour les restaurer (notamment en profitant de la proximité des *designers* dont une école renommée se trouve à Saint-Étienne), et lance pour cela *Crêt de liens*, qui fonctionne sur le même principe que *Terre de liens* (3) pour les terres agricoles. Si cela permet d'acheter un premier local, à 20 000 euros, cela reste insuffisant pour être dynamique (avec des parts à 50 euros, la gestion est ensuite complexe).

Nils Svahnström, urbaniste, a été embauché pour amplifier cette dynamique. Il nous explique le nouveau fonctionnement sous forme de "portage locatif" : "RDD loue les locaux, finance la rénovation en fonction des souhaits du futur locataire, négocie avec le propriétaire un report des loyers jusqu'au remboursement des frais engagés, puis sous-loue au même prix que le loyer, sans marge. Cela évite des frais importants à la fois au propriétaire et à la structure locataire."

Ainsi, de 2010 à 2013, trois locaux ouvrent, puis trois autres entre 2014 et 2016, et quatre

(2) Depuis, *Solicoop42* et *Artisans du monde* ne participent plus trop à la dynamique du fait de changements de bénévoles.

(3) Sur *Terre de liens*, voir notre dossier dans *Silence* n° 396, décembre 2011.



Marie Clémis

▲ Origam'île, magasin qui propose des ateliers partagés d'origami, mais également des objets, des vêtements orientaux, a bénéficié de l'aide de Rues du Développement Durable.

C'est une Maison rouge...

...a dossée à la colline. Cette auberge de jeunesse a vu le jour grâce à Carole Timst, fondatrice de RDD. Cette maison, très visible car située à un carrefour, était comme beaucoup d'autres à l'abandon. La Société d'équipement de développement de la Loire l'a achetée puis a rénové la petite place située devant et a ravalé la façade. Une société civile immobilière s'est mise en place pour la racheter et l'aménager. En autoréhabilitation participative, avec l'aide d'une coopérative du bâtiment qui animait des sessions de formation-action et des designers de Captain Ludd, le bâtiment a été rénové au plus énergétique avec des matériaux biosourcés. Le premier étage a été transformé en un dortoir coloré comprenant douze lits et des zones de rangements. Au rez-de-chaussée se trouve un café avec une cuisine en libre-service pour les résident·es, en sous-sol, les sanitaires, enfin, sous les combles, une salle commune avec notamment ordinateur et internet. Elle est aujourd'hui animée par une association. Aux heures d'accueil des résident·es, de 18 h à 21 h, le café est ouvert pour les gens du quartier, avec un brunch le dimanche matin. L'auberge a ouvert en juin 2016. La première année, elle a réalisé 2 000 nuitées : jeunes en formation en alternance, ouvrièr·es, équipes de sporti·ves, visiteu·ses de la biennale de design, cyclistes de passage et touristes.



Marie Clémis

▲ Le dortoir de la Maison rouge conçu par les designers de Captain Ludd.

autres en 2017. Au total, ce sont donc une dizaine de vitrines qui ont repris vie dans le quartier : un atelier de design, Captain Ludd, (qui va contribuer à la restauration de la plupart des locaux), une créatrice de design textile, une épicerie bio, un magasin d'origami, un garage à vélos collectif, un local qui sert d'extension à RDD et accueille les bureaux de trois associations, un lieu d'intervention chorégraphique et, dernièrement, un local commun d'ostéopathes, naturopathes, soins énergétiques et réflexologie. Toutefois, tout n'est pas encore gagné car, pendant ce temps, d'autres magasins de la rue ont mis la clé sous la porte. Ces projets s'adressent par ailleurs à un public plutôt instruit et avec des revenus, qui s'implique dans la vie du territoire, au risque d'imposer un niveau de vie trop élevé pour d'autres et de chasser des initiatives plus marginales.

La dynamique pourrait être plus ample, mais la complexité des montages financiers et administratifs ralentit considérablement les initiatives. Il faut veiller à ce que ces projets ne rejettent pas une partie de la population, moins au fait de ces dynamiques. Toutefois, en 2017, et pour la première fois, un nouveau commerce s'est installé dans la rue, juste à côté de RDD, sans passer par le portage locatif : un caviste. Enfin, deux des projets ont maintenant choisi de gérer directement leur bail. En 2017, RDD a commencé à travailler dans un autre quartier où se pose la même problématique, et un premier local y a ouvert début 2018. Au-delà de l'installation de commerces, ce sont les liens entre les habitant·es et les commerçant·es d'un quartier qui sont à valoriser.

Michel Bernard ■



▲ Les appartements en duplex mitoyens vus depuis la terrasse de l'un des deux immeubles.

Les Castors

Un immeuble collectif à chauffage humain

Créé en 2007, *Les Castors* est le premier projet stéphanois collectif de construction de maisons passives. Dans la zone d'aménagement concerté du nord du Crêt de Roc, 33 personnes logent dans cet habitat groupé depuis 2015.

FRANK LEBAIL, URBANISTE, PARTICIPE dès 2006 au programme de rénovation du quartier Crêt de Roc à Saint-Étienne. Dans la ZAC Desjoyaux, à l'emplacement aplani d'une ancienne usine qui nécessite un gros travail de dépollution, la ville envisage au départ un mixte entre maisons de villes et immeubles construits par des promoteurs immobiliers. Frank Lebaill, architecte, vient de suivre une formation d'un an pour devenir urbaniste. Dans ce cadre, il a visité le quartier Vauban (1) de Fribourg (Allemagne), où l'articulation entre l'habitat et l'environnement lui semble particulièrement réussie. Il a aussi découvert des immeubles gérés en coopérative ainsi que des bâtiments aux performances énergétiques excellentes.

Il intervient dans les plans de rénovation du Crêt de Roc et propose que la ZAC devienne un écoquartier avec de bonnes performances énergétiques. Pour lancer le projet, un premier immeuble locatif de 27 appartements à base de matériaux classiques voit le jour, financé par *Foncière logement*, organisme d'État. À partir de 2008, les projets des promoteurs privés tombent à l'eau.

DE L'AMAP À L'HABITAT COOPÉRATIF

Avec quelques personnes rencontrées au sein de l'AMAP du Crêt de Roc (2), Frank Lebaill lance l'idée d'un habitat coopératif. Le bouche-à-oreille fonctionne et, en quelques mois, dix-huit familles sont intéressées. Elles visitent alors des logements coopératifs nés dans les années 1970 à Saint-Étienne, initiés par des amicales ouvrières, et qui fonctionnent toujours. Elles rencontrent aussi l'association des *Castors*, qui a mis en place un système d'entraide pour l'autoconstruction (3). Pour éviter tout conflit d'intérêt, Frank Lebaill refuse d'être l'architecte et, après quelques rencontres, c'est Jean-Pierre Genevoix, de Lyon, qui semble le plus motivé. La ville accepte de vendre aux familles un terrain qui peut permettre d'accueillir 13 logements. Il y a une liste d'attente. Les études préparatoires nécessitent un premier budget de 40 000 euros (3 000 euros par famille). Ceci arrive au moment de la crise financière de 2008 et provoque une fonte des postulantes. Seules trois familles restent et, après un moment de flottement, il faut de nouveau faire de la publicité pour le projet. Douze familles se lancent enfin, dont trois acceptent d'avancer les frais pour le treizième

(1) Le quartier Vauban est un exemple internationalement reconnu d'écoquartier. Maisons passives et à énergie positive, rues sans voitures, habitats groupés, systèmes de récupération d'eau de pluie, etc., en font un quartier très visité... dont *Silence* a aussi montré les limites (n°358 et n°416).

(2) La coordination des 25 AMAP de la Loire est aujourd'hui domiciliée chez Jean-Marc Chazot, un habitant des *Castors*, tél. : 06 79 40 83 02.

(3) *Castors Rhône-Alpes*, 58 rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 72 37 13 19, www.castorsrhonealpes.fr

Contacts

Local du pied des Marches,
15 rue Robert, 42000 Saint-Étienne.

- Rues du développement durable, tél. : 04 77 41 74 93, www.ruesdu-developpementdurable.fr. Réinvestir les rez-de-chaussée du quartier du Crêt de Roc pour rendre la ville plus durable, plus solidaire, plus économe, plus participative, plus créative.

- Réfectoire du pied des marches, tél. : 04 77 41 74 93, refectoire@rdd-asso.fr salle d'accueil pour repas tirés du sac, repas les mercredis et jeudis midis, location possible.

- Crêt de liens, Emmanuel Baubeau, contact@rdd-asso.fr, investissement solidaire.

- Troc Talents, www.troctalents.fr, association d'échanges de savoirs qui préfigure une accorderie où les échanges se font sur la base 1 h = 1 h.

- Forum Eco-Cité, contact@forumecocite.fr. Association pour faire se rencontrer les actrices de la ville et accompagner des projets communs qui contribuent à rendre la ville plus durable et plus agréable. Organise des soirées à thèmes avec des invités.

Autres initiatives dans le quartier

- La Maison rouge, 7 rue Paul-Appel, lamaisonrouge-backpackerhostel.fr

- Les Castors, 31 impasse Dejoyaux

- Jardins partagés du Crêt de Roch, Amicale Laïque du Crêt de Roch, 16 rue Royet.

- Techniques et créations, 9 rue Roger-Salengro, creations@sfr.fr ateliers à destination des personnes handicapées neurologiques

- Le Lien, 18 rue Roger-Salengro, www.lelien42.org, monnaie locale.

- Artisans du monde, 17 rue Michel Servet, tél. : 04 77 46 60 15, saint-etienne@artisansdumonde.org, réseau de commerce équitable et d'informations sur les relations Nord-Sud.

- Solicoop42, 10 rue Francis-Garnier, tél. : 04 77 21 64 72, <http://www.solicoop42.org>, l'association anime le secteur de l'économie sociale et solidaire.



▲ Un des deux immeubles de l'habitat groupé encadrant un immeuble plus ancien, vu depuis la rue qui longe la parcelle.

appartement. Les difficultés seront encore nombreuses : les banques ne concèdent que des prêts individuels et obligent à prendre des assurances coûteuses. Heureusement, la mairie prend deux mesures positives : elle reporte de 10 ans le règlement du prix du terrain et des taxes (200 000 euros au total) et prend en charge le coût des fondations (4). Par ailleurs, elle assure la dépollution des terrains (on y trouve notamment de l'arsenic provenant de remblais des mines). Une couche de 50 cm de terre nouvelle est étendue par-dessus pour rendre possible la culture d'un potager, les arbres fruitiers étant exclus. Huit des familles ayant des revenus en dessous des limites financières fixées par l'État bénéficient d'un taux de TVA réduit à 5,5 %, soit une économie de 10 000 euros pour chacune.

À l'arrivée, deux petits immeubles encadrent un autre immeuble préexistant et, de l'autre côté du terrain, cinq maisons mitoyennes sont construites autour d'un jardin de 500 m². L'un des immeubles comprend cinq logements et un monte-charges, et il accueille les personnes les plus âgées. Le deuxième loge trois familles. L'ensemble est en ossature bois, isolation en ouate de cellulose, double vitrage au Sud, triple vitrage au Nord, avec des appartements traversants Nord-Sud. Les maisons disposent d'une terrasse et d'un petit jardin privatif, les appartements ont une vaste terrasse. L'ensemble est riche en couleur et très lumineux.

ATELIER DE BRICOLAGE ET SALLE DE RÉUNION

Au pied de l'immeuble de 5 logements se trouvent des parties communes : un atelier de bricolage, une buanderie et une salle de réunion, dans laquelle un canapé permet éventuellement de loger des invités. Cet étage et le jardin central sont gérés collectivement. L'architecte a fait les aménagements intérieurs selon les demandes de

chaque famille : il n'y a donc pas deux logements semblables. Certaines finitions ont été faites par les habitant-es. Un garage à vélo avait été prévu seulement sur un côté du jardin, mais l'arrivée du vélo électrique a changé la donne : depuis l'inauguration, en 2016, un deuxième parking a été construit, avec récupération des eaux de pluie pour le jardin. Si le nombre de vélos est important, il n'y a toutefois que trois familles qui n'ont pas de voiture.

DES LOGEMENTS SANS CHAUFFAGE !

Ces logements ont une particularité : il n'y a pas de chauffage. C'était un pari car en France, cela ne se fait pratiquement pas, alors que c'est déjà développé dans d'autres pays (Allemagne, Suisse, Autriche). L'isolation est excellente (normes passives) et les sources de chaleur pour compenser les pertes sont fournies par les habitant-es, via les douches et la cuisine. Cela suffit, sauf dans des cas extrêmes : en secours, il est possible d'actionner une résistance de 1000 W (équivalent d'un petit radiateur de salle de bains) pour compléter les apports de calories en provenance de l'échangeur, situé au niveau de la ventilation double flux (5).

Après deux ans de vie commune, les habitant-es sont globalement satisfait-es. Les factures sont réduites (du fait des normes passives). Seul problème : un déficit d'isolation phonique entre les niveaux, dû à une mauvaise réalisation des dalles en béton du sol (6). Une reprise des travaux est actuellement en discussion avec les assureurs.

Alors que les projets des promoteurs privés ne trouvent pas preneurs, *Les Castors* ont réussi à faire venir des familles de l'extérieur de Saint-Étienne. Les visites sont nombreuses, et des personnes enthousiastes lorgnent sur les terrains voisins pour un deuxième immeuble du même genre.

(4) Sous le terrain se trouvent d'anciennes mines de charbon et de grès, et il faut planter des pieux de 12 m pour stabiliser les bâtiments.

(5) Ce type d'échangeur permet d'utiliser la chaleur de l'air sortant pour chauffer l'air entrant.

(6) Ces dalles permettent de stocker la chaleur du soleil qui passe à travers les larges baies vitrées exposées au Sud, principe du solaire passif.



▲ Au premier plan, trois des usines de Saint-Julien-Molin-Molette reconverties en résidences artistiques. Au fond, les habitations plus traditionnelles.

Saint-Julien-Molin-Molette

Un nid culturel en voie d'essaimage

La petite commune de Saint-Julien-Molin-Molette, riche d'un patrimoine industriel important, est connue pour son intense activité artistique.

FICHE D'IDENTITÉ

Lieu : Saint-Julien-Molin-Molette • Localisation : Sud du département de la Loire • 1 160 habitantes • 16 anciennes usines reconverties en lieu d'habitation et résidences d'artistes • 150 personnes en lien avec le milieu culturel

LA COMMUNE DE SAINT-JULIEN-MOLIN-Molette dispose d'un ruisseau avec un fort débit qui permet une industrialisation avec la création de fabriques alimentées par la force hydraulique. La première fabrique de soie s'installe en 1669. Au 19^e siècle, cette industrie, en lien avec les canuts de la région lyonnaise, connaît un grand essor : d'immenses bâtiments sont construits et jusqu'à 2 000 emplois sont créés (la main-d'œuvre est majoritairement féminine, les hommes étaient employés à l'entretien des machines et des propriétés). La mondialisation met fin progressivement à cette industrie, la première ferme en 1952. En 1976, une usine fermée est louée par un collectif parisiens de cinq jeunes dont Jean-Pierre Huguet, 27 ans à l'époque, qui y installe une imprimerie et une maison d'édition d'art. À l'époque, "Il y a un grand nombre de

personnes âgées dans le village, dont beaucoup d'anciennes ouvrières restées célibataires".

La population baisse depuis le début du 20^e siècle passant de 2 500 en 1900 à 1 000 en 1985. Sans clientèle sur place, l'imprimerie va chercher des marchés dans les villes voisines : Lyon, Saint-Étienne et Annonay. L'usine est ensuite achetée en indivision par quatre familles dont la chanteuse engagée Michèle Bernard.

DE LA SOIE AUX ACTIVITÉS CULTURELLES

En 1989, l'avant-dernière grosse usine ferme laissant vides d'énormes bâtisses au cœur du village. Le conseil municipal en lien avec le Parc naturel régional du Pilat, lance alors un appel à projet pour trouver de nouveaux entrepreneurs. Il y a cinq candidatures initiales, mais au bout d'un an, rien ne se concrétise. Jean-Pierre Huguet suggère alors aux différents partenaires de proposer les usines à des artistes et les maisons vides du village à des artisans d'art. Dans un premier temps, le conseil municipal vote en faveur du projet à l'unanimité. Avec l'aide de l'Union européenne, de la Direction régionale des affaires culturelles (État), de la région et du parc du Pilat, un appel est lancé : une quarantaine d'artistes, de collectifs, de compagnies se



Marie Clem's

▲ Dans la dernière usine fermée, un étage a été conservé tel quel. C'est là qu'à été tourné le film de Gérard Mordillat "Mélancolie ouvrière" en 2017.

Pendant ce temps à Burdignes

Burdignes, commune de 356 habitant-es à 900 mètres d'altitude, à la limite de l'Ardèche, a su, avec l'impulsion d'un maire dynamique, Vincent Thomas, offrir aujourd'hui un cadre agréable pour l'accueil de nouveaux projets.



Marie Clem's

Par exemple, Emilie Brouin, céramiste, et Mathieu Rousseaux, ferronnier et créateur de portails, terrasses, tonnelles, ont acheté en 2010, une ancienne bergerie pour la transformer en deux grands ateliers. Les deux ne regrettent pas leur choix : ici, pas de carrière et une école dans le village.

La mairie a lancé en 2012 un projet d'éco-village toujours en cours de construction. Deux maisons sont habitées, quatre autres sont en construction, il reste quatre emplacements

▲ Emilie Brouin et un autre associé céramiste.

disponibles. Un des nouveaux habitants est Philippe Heitz, un journaliste de la revue *La Maison écologique*.

En 2008, une société s'est mise en place pour installer un parc de dix éoliennes dans un cadre de financement citoyen, avec le soutien de la Communauté de commune. Le projet prévoit 50 % de financement par l'industriel (Quadran), 25 % par les citoyen-nes, 25 % par les collectivités publiques.

- Eco-Hameau de Mirose : ma-burdi@wanadoo.fr ou 09 63 68 64 41 (de préférence le mardi toute la journée ou le samedi matin, jours de présence des élus).
- SAS Les Ailes de Taillard, CCMP, place de l'Hôtel-de-ville, 42220 Bourg Argental, <http://www.ailesdetailard.fr>.
- Coolfabrick, création métal, Mathieu Rousseaux, Le Coutelier, 42220 Burdignes, tél. : 06 88 95 76 47, <http://www.coolfabrik.eu>
- Emilie Brouin, Le Coutelier, 42220 Burdignes, tél. : 04 77 51 20 61 ou 06 10 20 81 38, <http://www.emiliebrouin.eu>

disent intéressées. Les surfaces disponibles sont importantes. Mais alors que tout semble sur les rails, le maire renonce, subitement intimidé par l'importance des investissements en jeu. Ce blocage va provoquer une coupure durable entre les ancien-nes et les nouve-ll-es. Selon Jean-Pierre

Huguet "il y a un choc de cultures, on passe du monde ouvrier aux artistes".

Les artistes, artisan-es, collectifs et compagnies qui sont venues voir les lieux s'organisent alors à une échelle plus modeste. Des SCI, sociétés civiles immobilières, permettent des achats collectifs, certaines usines sont achetées par un seul artiste... Des festivals voient le jour, les usines sont transformées en ateliers, studios de danse ou d'enregistrement, salle de spectacles et lieux de vie. La dynamique est moins visible qu'avec le projet européen initial, mais globalement il y a une effervescence culturelle importante : au moins 150 personnes viennent progressivement vivre sur place. La population remonte en 2010 à 1 243 personnes.

L'installation sur place réserve souvent des surprises. Jean-Pierre Huguet rappelle qu'"une usine est construite autour d'une fonction, alors que maintenant on a l'usine et on cherche les fonctions". Il donne l'exemple du chauffage : "alors qu'avant machines et présence humaine assuraient l'essentiel du chauffage, les grands espaces d'aujourd'hui sont très difficiles à chauffer" : jusqu'à 300 € par jour d'hiver pour chauffer sa partie d'usine. Cela a de quoi refroidir, c'est le cas de le dire. La solution consiste souvent à installer de petits bureaux de travail bien isolés et chauffés et de grands ateliers ou salles de spectacles non chauffées, les spectacles se faisant plutôt à la belle saison.

LA CARRIÈRE DE LA DISCORDE

Tout pourrait donc contribuer à un village qui draine un tourisme culturel, mais la présence d'une carrière de pierres dans le haut de la commune provoque des conflits : les nouve-ll-es arrivant-es demandent que les camions de la carrière ne traversent plus le centre du bourg et que la carrière respecte les normes en terme de bruits et de poussières. Une partie de la population



▲ Vue sur l'imprimerie de l'éditeur Jean-Pierre Huguet.

semble craindre de perdre de nouveaux emplois alors que seulement 25 personnes travaillent sur le site et pour le transport des matériaux, dont seulement 2 vivent sur la commune.

Le conseil municipal s'avère très timide et n'ose pas affronter la préfecture qui, quant à elle, manœuvre pour l'extension du site (1). Alors que l'industriel demande une extension sur 18 nouveaux hectares, une association de défense de l'environnement intervient pour rappeler que ce serait contraire à la charte du parc naturel. Des procès s'ensuivent. L'association obtient l'annulation d'un arrêté du préfet, celui-ci en prend un provisoire, fait appel et gagne... Bruits, poussières, camions et procès font que la situation se tend dans la commune. Cela lasse des personnes et depuis quelques années des artistes et des artisans s'en vont vivre dans des communes voisines (Burdignes, Bourg-Argental, Pelussin) où il y a aussi des usines à reconquérir et des situations plus accueillantes. Beaucoup d'artistes n'ont plus de démarches collectives. La baisse des aides dans le domaine culturel provoque aussi un appauvrissement pour beaucoup. La population de Saint-Julien-Molin-Molette est de nouveau en baisse (une centaine de personnes en moins entre 2010 et aujourd'hui).

DISPERSION ?

Avec le soutien du parc du Pilat, les installations dans la région se multiplient et contribuent finalement à élargir l'offre culturelle, mais aussi le nombre des démarches alternatives : brasserie biologique, AMAP, etc. Tout l'extrême-Sud du département de la Loire est aujourd'hui un terrain d'expérimentation social et les anciennes se rendent compte que l'avenir est sans doute de ce côté. Mais sans remise en cause de la carrière, Saint-Julien Molin-Molette risque de perdre sa position centrale. Le tournage du film de Gérard

Mordillat "*Mélancolie ouvrière*" dans une des usines en 2017 a beaucoup contribué à rapprocher les personnes, anciennes et nouvelles. Tout comme les "Ateliers du futur" mis en place par le parc du Pilat pour que les communes se projettent en 2025. Un virage vers l'apaisement ?

MB ■

Quelques contacts

- **Essaim de Julie**, 4 chemin des tissages, tél. : 04 77 51 56 46. *Usine rachetée en 2001 puis réhabilitée pour devenir un lieu d'accueil de résidences artistiques ouvert depuis 2006. Spectacles vivants, arts plastiques, théâtre, danse, cirque, promotion des métiers d'art avec "l'Objet qui parle", dix jours d'exposition en décembre. Activité de restauration pour les artistes mais aussi pour le public en période de résidences, logements.*
- **Le Rez-de-Chaussée**, 2 montée des fabriques, rdcsju@gmail.com, *Espace de rassemblement, d'échange, de création et de diffusion, dédié à tout type d'événements et de projets et ouvert à toutes les formes ou presque (écriture, photographie, vidéo, collage, arts graphiques, cinéma, musique, lecture, jeux, couture, cuisine, DIY, partage de savoirs, etc.).*

Au faubourg

- **Atelier Ocrement**, Christine Blanchet, Le taillis vert, tél. : 04 77 51 51 71, <http://www.ocrement.com>, poteries... arrivée ici en 1998.

Usine Sainte-Marthe

- **Magali Stora**, 2 chemin des Tissages, www.magalistora.com, photographe.
- **Christophe Gonnet**, 2 chemin des Tissages, <http://chris.gonnet.free.fr>, artiste plasticien.
- **Gisèle Jacquemet**, 2 chemin des Tissages, <https://fr-fr.facebook.com/gisele.jacquemet>, artiste plasticienne et graphiste.

Moulinage "Chez Baptiste"

- **Jean-Pierre Huguet**, 4 chemin du Pré Battoir, tél. : 04 77 51 52 27, www.editionhuguet.com, éditeur d'art et imprimeur depuis 1976. *Édite la revue semestrielle "Dés]génération" qui interroge sur les questions de sociétés en animant des débats entre politiques et philosophes.*

(1) Il se pourrait que l'extension du site soit liée au projet de doublement de l'autoroute Lyon Saint-Etienne, projet suspendu par le gouvernement début 2018.

- **Musiques à l'Usine**, Michèle Bernard, 4 chemin du Pré Battoir, www.musikalusine.fr, chanteuse, anime le festival des Oiseaux rares, festival de chanson tous les deux ans qui en est à sa 18^e édition (la prochaine en juillet 2019).

Et également

- **Patrimoine Pirailon**, Hubert et Denise Sage, 5 montée des Fabriques, tél. : 04 77 51 53 06, www.patrimoinepirailon.fr Association qui travaille à valoriser le patrimoine de la commune
- **Radio d'ici**, Louis Perego, 6 rue de la Modure, tél. : 04 77 51 57 45, *radio généraliste de proximité en lien avec la protection de l'environnement (parc du Pilat), accueille des personnes qui veulent s'initier à la radio.*
- **Brasserie artisanale du Pilat**, ZA du Grand Pré, tél. : 04 77 51 56 17, www.brasseriepilat.com, dans un bâtiment en ossature bois, isolé en fibre de bois, utilisant le solaire thermique et l'électricité Enercoop, production de huit bières artisanales biologiques.
- **Cinémolette**, montée des Fabriques, Rachel Paty, tél. : 04 77 51 58 51, <http://www.cinemolette.com>, *cinéma associatif, alternance de films de fictions et de films documentaires, 4-5 séances par mois. Salle d'une centaine de places dans une ancienne fabrique.*
- **Festival In et off**, Artolette, tél. : 04 77 51 53 32. *Tout l'été, des artistes exposent dans une vingtaine de lieux publics ou privés.*
- **La Trisande**, 4 rue Peyronnet, tél. : 04 77 51 59 25, Franck Besson et Delphine Gaud, *compagnie de danse contemporaine, venue de Lyon et installée dans la dernière fabrique arrêtée en 2004. Dispose encore d'un étage "en l'état" qui a servi en 2017 au tournage d'un film historique de Gérard Mordillat.*



▲ Le centre agroécologique est installé dans un véritable château.

La Rivoire

Un centre agroécologique dans le Sud de la Loire

Associer la permaculture, l'agroécologie, l'accueil touristique, la formation... le tout dans une ferme magnifique disposant de 58 hectares, c'est le projet d'un groupe récemment constitué autour d'un accueil touristique pré-existant.

FICHE D'IDENTITÉ

Lieu : Saint-Julien-Molin-Molette (mais à l'écart du village) • Date de création : 2014 pour la reprise en gérance du gîte, 2017 pour le projet collectif • Achat en SCIC (28 sociétaires) • Activités professionnelles indépendantes (8 personnes) • Budget d'investissement : 650 000 euros.

ALEXANDRA ET GUILLAUME, LA TRENTAINE, ont tenu une auberge au Mexique pendant deux ans. Après la naissance de leur premier enfant, le couple a eu envie de revenir en France. Il cherche à s'installer en milieu rural et découvre une bâtisse du 16^e siècle déjà aménagée en chambres d'hôtes, avec une capacité d'accueil de 15 personnes. Il prend le lieu en location-gérance en 2014. Alexandra fait le tour des productrices et du voisinage pour se présenter et l'accueil est bon partout. Le bâtiment est loué avec 2000 m² de jardin maraîcher et 25 ha de forêts (qui servent pour le bois de chauffage).

BOURGEONNEMENT DE PROJETS

En 2015, l'ensemble du domaine est mis en vente après le départ à la retraite de leur voisin. Il y a 24 ha de terres cultivables en plus, d'un seul tenant, et 400 m² de

bâtiments agricoles. Alexandra et Guillaume lancent alors des appels dans différents réseaux pour s'associer avec d'autres porteurs de projets. Pendant une année, une vingtaine de personnes et de familles viennent sur place, pour des périodes de 1 à 3 mois. Les réunions sont nombreuses et, peu à peu, des projets se mutualisent. Sur le projet touristique existant (Alexandra et Guillaume) se greffe un projet de maraîchage sur 3 ha et 3000 m² de serre, mêlant permaculture et agroécologie (Guillaume et Julien), et un autre de paysan boulanger (Cédric). Arrivent ensuite Philippe et Fabienne, paysagistes, avec un projet autour des plantes vivaces et mellifères et, enfin, Michel et Guillaume pour un projet de formation autour de la grimpe d'arbres (éducation à l'environnement, sports et loisirs, sciences) et de la permaculture. Avec les conjoint-es, cela fait un collectif de neuf personnes.

ÉQUILIBRE ENTRE COLLABORATION ET ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Pour bénéficier des aides à l'installation de jeunes agricultrices, il est nécessaire d'avoir déclaré cette profession. Chaque activité est donc portée par une ou deux personnes ayant ce statut professionnel, et un collectif permet de se coordonner. Après un appel à financement pendant l'été 2017, les fonds nécessaires à l'achat



▲ De gauche à droite : Guillaume, Alexandra et Julien, trois des animat-rices du lieu.

de l'ensemble sont réunis : une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) (1) est créée avec 22 sociétaires : les neuf du projet, des parents, des ami-es et une *Biocoop* locale. Le montage juridique s'inspire de *Terre de liens* (2). Ce premier groupe, qui permet de réunir environ la moitié du budget, est complété par une convention d'avance remboursable de la communauté de communes de 30 000 euros (sans intérêts) et un prêt de *La Nef* de 330 000 euros remboursable en 20 ans. Le projet global coûte 650 000 euros. L'ensemble est finalisé en décembre 2017. Parmi les organismes de soutien figurent quatre *Cigales* (3) présentes dans le mont du Pilat, le parc naturel régional du Pilat et un "conseil des amis du projet".

La SCIC tient une assemblée générale par an pour fixer les orientations et élire un conseil d'administration (CA) qui vérifie ensuite le respect des engagements. Les statuts précisent que le CA doit comprendre une majorité de travailleu-ses. Un bureau assure le suivi juridique (Julien), l'étude des chantiers et de la communication (Michel) et la gouvernance (Guillaume). Une douzaine de commissions permet d'aborder tous les sujets.

Selon Guillaume, "le but du centre est de créer un lieu vivant, respectueux de la nature, permettant des expérimentations et transmissible aux prochaines générations". Il est ouvert sur l'extérieur via les chambres d'hôtes, les stages et les loisirs. Pour les activités, le collectif entend s'inspirer du *Centre agroécologique des Amanins* (4) et de la *Ferme du Bec-Hellouin* (5). Pour le projet agricole, une journée portes ouvertes est organisée, à laquelle sont convié-es les paysans et les paysannes du voisinage. Une quinzaine d'entre eux ont visité les lieux. L'activité d'hébergement a adhéré au réseau *Accueil paysan* (6).

Au niveau du logement, pour le moment il n'y a qu'Alexandra et Guillaume qui vivent sur place, mais des négociations ont été réalisées dans le cadre du plan local d'urbanisme pour créer une zone de loisirs, qui permettra dans un

premier temps d'accueillir des structures légères (roulottes, yourtes) et, dans un deuxième temps, d'envisager des constructions en dur.

DES ACCORDS DE PAIX

Norbert Fond vient sur place depuis maintenant trois ans pour faire des formations en permaculture. Il travaille sur le côté agricole mais englobe aussi des réflexions sur les relations interpersonnelles. Il a ainsi proposé de reprendre une méthode venue des Amérindien-nes : adopter des "accords de paix", chartes de conduite liées à la communication non-violente. Un tel accord repose sur quatre piliers :

- être en paix avec soi-même avant de prendre la parole ;
- utiliser les meilleurs mots pour parler ;
- aller dans le sens de l'unité ;
- si ça ne fonctionne pas, revoir les 3 premiers points.

DÉVELOPPER UN RÉSEAU ANCRÉ LOCALEMENT

Le maraîchage est destiné aux tables d'hôtes, à un marché hebdomadaire sur place et également à fournir deux restaurants voisins et la cantine du Collège du Pilat, qui alimente plusieurs petites écoles voisines et une maison de retraite pour qu'elles passent progressivement en bio. On envisage d'installer un point de vente léger sur la route importante (Annonay-Saint-Étienne) qui passe à 500 m.

Le fait qu'il y ait déjà deux activités économiques viables (1 000 nuitées par an pour les chambres d'hôtes et stages de permaculture depuis trois ans) permet au projet d'avoir une certaine assise. Reste à bien coordonner l'ensemble des envies pour que tout le monde y trouve sa place.

• Centre agroécologique et touristique, La Rivoire, 42220 Saint-Julien-Molin-Molette, tél. : 04 77 39 65 44, www.larivoire.net, larivoire@hotmail.fr

(1) Société coopérative d'intérêt collectif : société permettant d'associer des professionnel-les à d'autres personnes physiques (clients, voisin-es, fournisseur-es, ami-es) ou morales (communes, parc naturel, etc.)

(2) *Terre de liens*, voir dossier dans *Silence* n° 396, décembre 2011.

(3) *Cigales*, Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, voir <http://cigales.asso.fr>

(4) *Centre agroécologique des Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

(5) *Ferme du Bec-Hellouin*, 1 sente du Moulin au Cat, 27800 Le Bec-Hellouin, tél. : 02 32 44 50 57, www.fermedubec.com

(6) *Accueil paysan*, 9 avenue Paul-Verlaine, 38100 Grenoble, tél. : 04 76 43 44 83, www.accueil-paysan.com



Marie Clem's

▲ Repas collectif et réunion d'organisation entre les différentes professionnel·les de la Scierie.

Ambiance à Ambierle La Scierie, un atelier partagé en effervescence

Une ancienne scierie a été transformée en groupement d'ateliers pour une douzaine de professionnels, une partie en salle commune et salle d'activités. Un lieu où les dynamiques alternatives s'additionnent.

FICHE D'IDENTITÉ

Lieu : Ambierle, 2 000 habitant·es, à 20 km de Roanne • Date de création : 2010 • Surface des bâtiments : 1500 m² • Achat par une société civile immobilière (SCI) • Gestion par deux associations : une qui regroupe des activités professionnelles (12 personnes) et une autre, La Distillerie, qui gère une salle d'activités (400 adhérent·es)

UN HANGAR FLAMBANT NEUF JOUXTE une vieille usine : la *Scierie*, 1500 m² de bâtiments avec des ateliers pour différentes activités professionnelles, et la *Distillerie*, salle commune où on se retrouve pour faire la fête, accueillir un groupement d'achat, une chorale, un atelier de sérigraphie ou pour débattre (1).

QUELS COMPROMIS FAIRE AVEC LA SOCIÉTÉ ?

Au début, l'appel précisait : *"Si le mot d'ordre de nos activités est 'écologie', nous l'entendons comme un domaine d'action œuvrant pour une production locale basée sur le respect de la dignité humaine autant que sur une utilisation intelligente de nos ressources."*

Aujourd'hui, même si tout le monde est engagé dans une démarche de moindre consommation et de lutte pour la qualité des produits, plusieurs personnes n'arrivent pas à dégager un revenu suffisant. Le débat porte sur le niveau de compromis à faire avec la société. Faut-il un peu plus rentrer dans le rang pour mieux gagner sa vie ? Comment concilier des demandes financières différentes selon les personnes ? Comment s'articulent l'individuel et le collectif ? Doit-on plus se spécialiser chacun·e dans un métier ou continuer à essayer de rester collectif ?

Jusqu'à maintenant, une partie du travail collectif a consisté à restaurer le bâtiment principal. Aujourd'hui, l'activité extérieure se développe de plus en plus. Or, le travail du bâtiment est encadré par des normes qui laissent peu de places aux envies. *"Si on peut utiliser le bois local en charpente, on n'a guère le choix pour le zinc, par exemple"*, rappelle Jean-Charles.

Au départ, la volonté était de pouvoir vivre simplement mais correctement, de partager les savoir-faire, de s'entraider. Ceci reste le lien central, les divergences se situent (peut-être) sur la place à laisser au travail. Beaucoup d'activités artisanales reposent sur des savoirs anciens. Il faut souvent faire des recherches pour trouver les machines spécialisées et les pièces de rechanges qui vont avec.

(1) Le bâtiment était une scierie de 1880 à 1950, puis une distillerie jusqu'en 2000. Il a été racheté après dix ans de vacance.



▲ Didier, forgeron-ferronnier, présent depuis le début est aujourd'hui sur le départ.



▲ Vincent, charpentier et architecte, se passionne pour les roulottes, les habitats légers et les constructions de petite taille.



▲ Édouard, aujourd'hui proche de la retraite, est autoentrepreneur. Il fait de la récupération pour se procurer des éléments réutilisables sur les chantiers des autres.



▲ Sandrine, luthière, fréquente les lieux depuis deux ans et envisage de s'y installer. Elle travaille pour le moment avec deux autres personnes dans un atelier partagé à Roanne.



▲ Outre les entrepreneuses, le lieu est fréquenté par de nombreuses personnes qui assurent le fonctionnement associatif de la Distillerie.

Si certaines personnes sont attachées à un atelier, rien n'est figé : certaines machines appartiennent à la SCI, d'autres sont perso. Contrairement aux initiatives de mutualisation des outils en milieu associatif, ici les personnes sont des professionnelles. Cela pose des problèmes de responsabilités (certains outils sont dangereux). Modifier le fonctionnement actuel (la SCI pour les locaux, une association de professionnels et une association pour la gestion de la Distillerie) est un gros chantier que certains rechignent à engager.

Bénéficiant de l'énergie d'un fort réseau, l'aventure devrait sans doute évoluer un peu, mais pas sur les principes initiaux.

Au-delà de ces activités professionnelles, la salle commune, gérée par une association, permet d'être au centre d'un réseau intéressant : en 2017, plus de 400 personnes ont adhéré, ce qui signifie qu'elles ont participé à au moins un événement. S'il y a plus d'hommes que de femmes dans les ateliers de la Scierie, c'est équilibré au niveau de la Distillerie.

Contact

- La Scierie, Les Bessons, 42820 Ambierle, scierie@laposte.net, <http://lascierie.eklablog.fr>
- EntrePOTE, Entreprise paysans ouvriers travailleurs équitables, 99 rue de Clermont, 42300 Roanne, tél. : 09 54 47 25 16, www.entrepote.org.

MB ■

Alternatives dans la Loire

GLOBE 42. إحتفال الجمعية
 Inauguração do espaço da associação Globe42
INAUGURATION DU LOCAL GLOBE 42
 الجمعة 13 مارس 2015
 Santa-leira, dia 13 de Março
 Vendredi 13 Mars 2015
 الإحتفال على الساعة الخامسة بتوقيت
 نترق لطاق حلاوة
 عرض كوميدي
 أوقات من 17h
 19h30
 21h
 23h
 25h
 27h
 29h
 31h
 33h
 35h
 37h
 39h
 41h
 43h
 45h
 47h
 49h
 51h
 53h
 55h
 57h
 59h
 61h
 63h
 65h
 67h
 69h
 71h
 73h
 75h
 77h
 79h
 81h
 83h
 85h
 87h
 89h
 91h
 93h
 95h
 97h
 99h
 101h
 103h
 105h
 107h
 109h
 111h
 113h
 115h
 117h
 119h
 121h
 123h
 125h
 127h
 129h
 131h
 133h
 135h
 137h
 139h
 141h
 143h
 145h
 147h
 149h
 151h
 153h
 155h
 157h
 159h
 161h
 163h
 165h
 167h
 169h
 171h
 173h
 175h
 177h
 179h
 181h
 183h
 185h
 187h
 189h
 191h
 193h
 195h
 197h
 199h
 201h
 203h
 205h
 207h
 209h
 211h
 213h
 215h
 217h
 219h
 221h
 223h
 225h
 227h
 229h
 231h
 233h
 235h
 237h
 239h
 241h
 243h
 245h
 247h
 249h
 251h
 253h
 255h
 257h
 259h
 261h
 263h
 265h
 267h
 269h
 271h
 273h
 275h
 277h
 279h
 281h
 283h
 285h
 287h
 289h
 291h
 293h
 295h
 297h
 299h
 301h
 303h
 305h
 307h
 309h
 311h
 313h
 315h
 317h
 319h
 321h
 323h
 325h
 327h
 329h
 331h
 333h
 335h
 337h
 339h
 341h
 343h
 345h
 347h
 349h
 351h
 353h
 355h
 357h
 359h
 361h
 363h
 365h
 367h
 369h
 371h
 373h
 375h
 377h
 379h
 381h
 383h
 385h
 387h
 389h
 391h
 393h
 395h
 397h
 399h
 401h
 403h
 405h
 407h
 409h
 411h
 413h
 415h
 417h
 419h
 421h
 423h
 425h
 427h
 429h
 431h
 433h
 435h
 437h
 439h
 441h
 443h
 445h
 447h
 449h
 451h
 453h
 455h
 457h
 459h
 461h
 463h
 465h
 467h
 469h
 471h
 473h
 475h
 477h
 479h
 481h
 483h
 485h
 487h
 489h
 491h
 493h
 495h
 497h
 499h
 501h
 503h
 505h
 507h
 509h
 511h
 513h
 515h
 517h
 519h
 521h
 523h
 525h
 527h
 529h
 531h
 533h
 535h
 537h
 539h
 541h
 543h
 545h
 547h
 549h
 551h
 553h
 555h
 557h
 559h
 561h
 563h
 565h
 567h
 569h
 571h
 573h
 575h
 577h
 579h
 581h
 583h
 585h
 587h
 589h
 591h
 593h
 595h
 597h
 599h
 601h
 603h
 605h
 607h
 609h
 611h
 613h
 615h
 617h
 619h
 621h
 623h
 625h
 627h
 629h
 631h
 633h
 635h
 637h
 639h
 641h
 643h
 645h
 647h
 649h
 651h
 653h
 655h
 657h
 659h
 661h
 663h
 665h
 667h
 669h
 671h
 673h
 675h
 677h
 679h
 681h
 683h
 685h
 687h
 689h
 691h
 693h
 695h
 697h
 699h
 701h
 703h
 705h
 707h
 709h
 711h
 713h
 715h
 717h
 719h
 721h
 723h
 725h
 727h
 729h
 731h
 733h
 735h
 737h
 739h
 741h
 743h
 745h
 747h
 749h
 751h
 753h
 755h
 757h
 759h
 761h
 763h
 765h
 767h
 769h
 771h
 773h
 775h
 777h
 779h
 781h
 783h
 785h
 787h
 789h
 791h
 793h
 795h
 797h
 799h
 801h
 803h
 805h
 807h
 809h
 811h
 813h
 815h
 817h
 819h
 821h
 823h
 825h
 827h
 829h
 831h
 833h
 835h
 837h
 839h
 841h
 843h
 845h
 847h
 849h
 851h
 853h
 855h
 857h
 859h
 861h
 863h
 865h
 867h
 869h
 871h
 873h
 875h
 877h
 879h
 881h
 883h
 885h
 887h
 889h
 891h
 893h
 895h
 897h
 899h
 901h
 903h
 905h
 907h
 909h
 911h
 913h
 915h
 917h
 919h
 921h
 923h
 925h
 927h
 929h
 931h
 933h
 935h
 937h
 939h
 941h
 943h
 945h
 947h
 949h
 951h
 953h
 955h
 957h
 959h
 961h
 963h
 965h
 967h
 969h
 971h
 973h
 975h
 977h
 979h
 981h
 983h
 985h
 987h
 989h
 991h
 993h
 995h
 997h
 999h
 1001h
 1003h
 1005h
 1007h
 1009h
 1011h
 1013h
 1015h
 1017h
 1019h
 1021h
 1023h
 1025h
 1027h
 1029h
 1031h
 1033h
 1035h
 1037h
 1039h
 1041h
 1043h
 1045h
 1047h
 1049h
 1051h
 1053h
 1055h
 1057h
 1059h
 1061h
 1063h
 1065h
 1067h
 1069h
 1071h
 1073h
 1075h
 1077h
 1079h
 1081h
 1083h
 1085h
 1087h
 1089h
 1091h
 1093h
 1095h
 1097h
 1099h
 1101h
 1103h
 1105h
 1107h
 1109h
 1111h
 1113h
 1115h
 1117h
 1119h
 1121h
 1123h
 1125h
 1127h
 1129h
 1131h
 1133h
 1135h
 1137h
 1139h
 1141h
 1143h
 1145h
 1147h
 1149h
 1151h
 1153h
 1155h
 1157h
 1159h
 1161h
 1163h
 1165h
 1167h
 1169h
 1171h
 1173h
 1175h
 1177h
 1179h
 1181h
 1183h
 1185h
 1187h
 1189h
 1191h
 1193h
 1195h
 1197h
 1199h
 1201h
 1203h
 1205h
 1207h
 1209h
 1211h
 1213h
 1215h
 1217h
 1219h
 1221h
 1223h
 1225h
 1227h
 1229h
 1231h
 1233h
 1235h
 1237h
 1239h
 1241h
 1243h
 1245h
 1247h
 1249h
 1251h
 1253h
 1255h
 1257h
 1259h
 1261h
 1263h
 1265h
 1267h
 1269h
 1271h
 1273h
 1275h
 1277h
 1279h
 1281h
 1283h
 1285h
 1287h
 1289h
 1291h
 1293h
 1295h
 1297h
 1299h
 1301h
 1303h
 1305h
 1307h
 1309h
 1311h
 1313h
 1315h
 1317h
 1319h
 1321h
 1323h
 1325h
 1327h
 1329h
 1331h
 1333h
 1335h
 1337h
 1339h
 1341h
 1343h
 1345h
 1347h
 1349h
 1351h
 1353h
 1355h
 1357h
 1359h
 1361h
 1363h
 1365h
 1367h
 1369h
 1371h
 1373h
 1375h
 1377h
 1379h
 1381h
 1383h
 1385h
 1387h
 1389h
 1391h
 1393h
 1395h
 1397h
 1399h
 1401h
 1403h
 1405h
 1407h
 1409h
 1411h
 1413h
 1415h
 1417h
 1419h
 1421h
 1423h
 1425h
 1427h
 1429h
 1431h
 1433h
 1435h
 1437h
 1439h
 1441h
 1443h
 1445h
 1447h
 1449h
 1451h
 1453h
 1455h
 1457h
 1459h
 1461h
 1463h
 1465h
 1467h
 1469h
 1471h
 1473h
 1475h
 1477h
 1479h
 1481h
 1483h
 1485h
 1487h
 1489h
 1491h
 1493h
 1495h
 1497h
 1499h
 1501h
 1503h
 1505h
 1507h
 1509h
 1511h
 1513h
 1515h
 1517h
 1519h
 1521h
 1523h
 1525h
 1527h
 1529h
 1531h
 1533h
 1535h
 1537h
 1539h
 1541h
 1543h
 1545h
 1547h
 1549h
 1551h
 1553h
 1555h
 1557h
 1559h
 1561h
 1563h
 1565h
 1567h
 1569h
 1571h
 1573h
 1575h
 1577h
 1579h
 1581h
 1583h
 1585h
 1587h
 1589h
 1591h
 1593h
 1595h
 1597h
 1599h
 1601h
 1603h
 1605h
 1607h
 1609h
 1611h
 1613h
 1615h
 1617h
 1619h
 1621h
 1623h
 1625h
 1627h
 1629h
 1631h
 1633h
 1635h
 1637h
 1639h
 1641h
 1643h
 1645h
 1647h
 1649h
 1651h
 1653h
 1655h
 1657h
 1659h
 1661h
 1663h
 1665h
 1667h
 1669h
 1671h
 1673h
 1675h
 1677h
 1679h
 1681h
 1683h
 1685h
 1687h
 1689h
 1691h
 1693h
 1695h
 1697h
 1699h
 1701h
 1703h
 1705h
 1707h
 1709h
 1711h
 1713h
 1715h
 1717h
 1719h
 1721h
 1723h
 1725h
 1727h
 1729h
 1731h
 1733h
 1735h
 1737h
 1739h
 1741h
 1743h
 1745h
 1747h
 1749h
 1751h
 1753h
 1755h
 1757h
 1759h
 1761h
 1763h
 1765h
 1767h
 1769h
 1771h
 1773h
 1775h
 1777h
 1779h
 1781h
 1783h
 1785h
 1787h
 1789h
 1791h
 1793h
 1795h
 1797h
 1799h
 1801h
 1803h
 1805h
 1807h
 1809h
 1811h
 1813h
 1815h
 1817h
 1819h
 1821h
 1823h
 1825h
 1827h
 1829h
 1831h
 1833h
 1835h
 1837h
 1839h
 1841h
 1843h
 1845h
 1847h
 1849h
 1851h
 1853h
 1855h
 1857h
 1859h
 1861h
 1863h
 1865h
 1867h
 1869h
 1871h
 1873h
 1875h
 1877h
 1879h
 1881h
 1883h
 1885h
 1887h
 1889h
 1891h
 1893h
 1895h
 1897h
 1899h
 1901h
 1903h
 1905h
 1907h
 1909h
 1911h
 1913h
 1915h
 1917h
 1919h
 1921h
 1923h
 1925h
 1927h
 1929h
 1931h
 1933h
 1935h
 1937h
 1939h
 1941h
 1943h
 1945h
 1947h
 1949h
 1951h
 1953h
 1955h
 1957h
 1959h
 1961h
 1963h
 1965h
 1967h
 1969h
 1971h
 1973h
 1975h
 1977h
 1979h
 1981h
 1983h
 1985h
 1987h
 1989h
 1991h
 1993h
 1995h
 1997h
 1999h
 2001h
 2003h
 2005h
 2007h
 2009h
 2011h
 2013h
 2015h
 2017h
 2019h
 2021h
 2023h
 2025h
 2027h
 2029h
 2031h
 2033h
 2035h
 2037h
 2039h
 2041h
 2043h
 2045h
 2047h
 2049h
 2051h
 2053h
 2055h
 2057h
 2059h
 2061h
 2063h
 2065h
 2067h
 2069h
 2071h
 2073h
 2075h
 2077h
 2079h
 2081h
 2083h
 2085h
 2087h
 2089h
 2091h
 2093h
 2095h
 2097h
 2099h
 2101h
 2103h
 2105h
 2107h
 2109h
 2111h
 2113h
 2115h
 2117h
 2119h
 2121h
 2123h
 2125h
 2127h
 2129h
 2131h
 2133h
 2135h
 2137h
 2139h
 2141h
 2143h
 2145h
 2147h
 2149h
 2151h
 2153h
 2155h
 2157h
 2159h
 2161h
 2163h
 2165h
 2167h
 2169h
 2171h
 2173h
 2175h
 2177h
 2179h
 2181h
 2183h
 2185h
 2187h
 2189h
 2191h
 2193h
 2195h
 2197h
 2199h
 2201h
 2203h
 2205h
 2207h
 2209h
 2211h
 2213h
 2215h
 2217h
 2219h
 2221h
 2223h
 2225h
 2227h
 2229h
 2231h
 2233h
 2235h
 2237h
 2239h
 2241h
 2243h
 2245h
 2247h
 2249h
 2251h
 2253h
 2255h
 2257h
 2259h
 2261h
 2263h
 2265h
 2267h
 2269h
 2271h
 2273h
 2275h
 2277h
 2279h
 2281h
 2283h
 2285h
 2287h
 2289h
 2291h
 2293h
 2295h
 2297h
 2299h
 2301h
 2303h
 2305h
 2307h
 2309h
 2311h
 2313h
 2315h
 2317h
 2319h
 2321h
 2323h
 2325h
 2327h
 2329h
 2331h
 2333h
 2335h
 2337h
 2339h
 2341h
 2343h
 2345h
 2347h
 2349h
 2351h
 2353h
 2355h
 2357h
 2359h
 2361h
 2363h
 2365h
 2367h
 2369h
 2371h
 2373h
 2375h
 2377h
 2379h
 2381h
 2383h
 2385h
 2387h
 2389h
 2391h
 2393h
 2395h
 2397h
 2399h
 2401h
 2403h
 2405h
 2407h
 2409h
 2411h
 2413h
 2415h
 2417h
 2419h
 2421h
 2423h
 2425h
 2427h
 2429h
 2431h
 2433h
 2435h
 2437h
 2439h
 2441h
 2443h
 2445h
 2447h
 2449h
 2451h
 2453h
 2455h
 2457h
 2459h
 2461h
 2463h
 2465h
 2467h
 2469h
 2471h
 2473h
 2475h
 2477h
 2479h
 2481h
 2483h
 2485h
 2487h
 2489h
 2491h
 2493h
 2495h
 2497h
 2499h
 2501h
 2503h
 2505h
 2507h
 2509h
 2511h
 2513h
 2515h
 2517h
 2519h
 2521h
 2523h
 2525h
 2527h
 2529h
 2531h
 2533h
 2535h
 2537h
 2539h
 2541h
 2543h
 2545h
 2547h
 2549h
 2551h
 2553h
 2555h
 2557h
 2559h

Alternatives dans la Loire

Roisey, la commune la moins polluée de France ?



Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la commune de Roisey, entre le Rhône et le parc naturel du Pilat, serait la moins polluée de France. Ce classement repose seulement sur l'analyse des particules fines provenant de l'industrie, de la circulation et du chauffage au bois : on n'en compterait que 4 microgrammes par mètre cube contre 14 à Lyon ou 11 à Saint-Étienne... Le vent d'ouest la protège de la

pollution toute proche, dans la vallée du Rhône. Espérons qu'il soufflera en cas d'accident à la centrale nucléaire de Saint-Maurice-l'Exil, à seulement 10 km à vol d'oiseau. Le rapport ne précise pas non plus ce qu'il en est des pesticides.

Autour de Feurs, un plan climat

Depuis 2004, la communauté de communes des Collines du matin (autour de Feurs) observe un plan de maîtrise de l'énergie. En 2006, l'opération "Coup de soleil" permet l'installation de 130 chauffe-eau solaires. En 2007, 300 m² de photopiles sont installés sur des bâtiments communaux. En 2009, un plan climat est adopté sur le principe de 3 x 20 : 20 % de baisse de la consommation, 20 % d'énergies renouvelables, 20 % de baisse des gaz à effet de serre, le tout avant 2020. Il s'ensuit, à partir de 2010, des travaux de rénovation énergétique dans les bâtiments communaux, des aides à la rénovation thermique, la mise en place de "Forez énergie citoyenne" qui assure le lien avec le public. Cette association a aidé à créer une AMAP et à mettre en place un système de récupération des eaux de pluie. Elle anime un débat sur la place de la voiture individuelle.

♦ Plan climat des Collines du matin, <http://www.collinesdumatin.fr>

Cause commune

Depuis 1984, *Cause commune Roanne* a pour objectif de susciter des expérimentations économiques et sociales, de promouvoir l'innovation, d'offrir conseil et assistance aux initiatives individuelles ou collectives visant à enrichir le patrimoine local et aussi la vie de la population. *Cause commune Roanne* a ainsi contribué à créer plusieurs structures associatives sur le territoire roannais : le cinéma d'art et d'essai *Ciné rivage*, la *Crèche des petits Mickey*... À partir de 1992, *Cause commune* s'est donné pour nouvelle mission d'employer et d'accompagner des personnes en grande difficulté socioprofessionnelle en s'appuyant sur des dispositifs d'insertion.

♦ *Cause commune Roanne*, 10 rue Jean-Jaurès, 42300 Roanne, tél. : 04 77 70 58 04

Et également

» 42000 Saint-Étienne et environs...

♦ **APIEU Mille feuilles**, 11 rue René-Cassin, 42100 Saint-Étienne, tél. : 09 60 54 62 66, <http://www.apieumillefeuilles.org>. *Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain, association née en 1984. Avec 4 salarié-es, elle réalise environ 450 animations par an, principalement dans les écoles.*

♦ **Le Baraban**, Z. A. de la Goutte, 42390 Villars, tél. : 04 77 92 38 38, www.baraban.fr *Magasin biologique membre du réseau Biocoop.*

♦ **Association pour la communication non-violente (ACNV)**, Geneviève Bouchez Wilson 2 rue Camille-Colard, 42000 Saint-Étienne.

♦ **Amicale laïque de Tardy**, 86 rue Vaillant-Couturier, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 32 47 51. *Lieu de rencontres populaires (Migrant'scènes, festival des solidarités).*

♦ **La Ferme en chantier**, 19 rue Charles-Floquet, 42000 Saint-Étienne. *Association de permaculture qui travaille sur la création de jardins, l'urbanisme et prochainement l'habitat, investie dans le quartier Beaubrun-Tarentaise de Saint-Étienne.*

♦ **Atelier éphémère**, <https://atelierphemere.org>. *Atelier de réparation de vélos qui se déplace à la demande, à Saint-Étienne ou plus loin.*

♦ **Café-lecture Le Remue-Méninges**, 59 rue Désiré-Claude, 42100 Saint-Étienne, tél. : 04 77 37 87 50, <http://www.remue-meninges.com>

♦ **Chrysalide ressourcerie**, 11 rue Marey, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 37 95 36, www.chrysalide-ressourcerie.org

♦ **Club d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire (CIGALES)**, 10A rue Lassaigue, 42100 Saint-Étienne, tél. : 06 78 36 95 79.

♦ **Cinéma[s] Le France**, 8 rue de la Valse, 42100 Saint-Étienne, tél. : 04 77 32 76 96, www.abc-lefrance.com. *Salle d'art et d'essai et de recherche, gérée en SCOP, projetant des films en version originale, documentaires, animation, cinéma expérimental.*

♦ **Colibris du bassin stéphanois et Colibris de Loire-Haute-Loire**, rue Dumarest, 42000 Saint-Étienne, <http://www.colibris-lemouvement.org>

♦ **Compostons collectif !** Le Comptoir numérique, 7 place Foch, 42000 Saint-Étienne, www.compostons-collectif.fr. *Né en 2014 d'une rencontre de Loire en transition, action pour la mise en place de composts collectifs à Saint-Étienne.*

♦ **CTC 42**, <https://ctc42.org>. *Collectif pour la transition citoyenne dans la Loire, qui regroupe une cinquantaine d'associations dont 4 SELS, les Colibris, Attac ou encore la Nef.*

♦ **De la ferme au quartier**, 2 esplanade Bénévent, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 73 15 08, www.delafarmeauquartier.org. *Système similaire aux AMAP permettant de toucher plusieurs centaines de familles.*

♦ **Les Collines bleues**, 607 route de la Gare, 42370 Saint-Alban-Eaux, 04 77 64 35 32, contact@les-collines-bleues.fr. *École maternelle et primaire sans écrans ouverte en 2017, qui lutte contre la digitalisation du monde et des esprits, dans la suite de l'appel de Beauchastel (voir "Vers une école sans écrans", Silence n° 459, septembre 2017).*

♦ **FRAPNA-Loire, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature**, maison de la nature, 11 rue René-Cassin, La Cotonne, 42100 Saint-Étienne, tél. : 04 77 41 46 60, www.frapna.org/loire

♦ **G'Reine des prés**, www.greinedespres.fr. *Association de product-rices, cueille-ses, animat-rices de plantes aromatiques et médicinales, sauvages et cultivées en Rhône et Loire.*

♦ **L'Étincelle gourmande**, 112 rue Gabriel Fulchiron 42111 Saint-Thurin, www.letincellegourmande.fr *Association de promotion du territoire et de développement d'initiatives locales.*

♦ **Ligue pour la protection des oiseaux**, maison de la nature, 11 rue René-Cassin, La Cotonne, 42100 Saint-Étienne, tél. : 04 77 41 46 90, <https://loire.lpo.fr>

♦ **GaRage sans pétrodollars**, El'Ane l'Autonomie, rue Henri-Barbusse, 42000 Saint-Étienne, tél. : 06 52 38 14 50, <http://www.ga-rage.com>

♦ **Héliose**, 5 avenue Albert-Raimond, 42270 Saint-Priest-en-Jarez, tél. : 04 77 31 61 16, www.heliose42.org. *Association de promotion de l'efficacité énergétique, de l'écoconsommation et des énergies renouvelables.*

♦ **Maison de l'écologie**, 31 rue José-Frappa, BP 90082, 42002 Saint-Étienne cedex, tél. : 06 68 41 13 99, <http://maisondeleologie.free.fr>. *Depuis 1999, un relais pour le mensuel La Décroissance.*

♦ **Mégaphone**, Pépinière Montreynaud, 20 allée Henry-Purcell, 42000 Saint-Étienne, tél. : 09 70 24 10 03, www.megaphone.pro. *Association pour favoriser les échanges entre sourd-es et entendant-es.*

♦ **Terre Despres**, hameau des Sources, 42530 Saint-Genest-Lerpt, tél. : 06 14 28 06 19, www.terre-despres.net. *Architecture et rénovation de maisons en terre (pisé).*

Alternatives dans la Loire

♦ **La Maison solidaire, No Partiran**, M^{me} Valentin, 25 place Chavonelle, 42000 Saint-Étienne. *Projet de maison d'accueil pour 18 réfugiés (novembre 2017).*

♦ **Le Couac**, couac@riseup.net. *Journal d'enquête critique lancé en octobre 2016 à Saint-Étienne.*

♦ **Numéro Zéro**, <https://lenumerozero.lautre.net>. *Site participatif d'informations indépendantes sur Saint-Étienne et sa région, né en 2003.*

♦ **Librairie Lune et l'autre**, 19 rue Pierre-Bérard, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 32 58 49, lune-et-lautre@hotmail.fr, lunetlautre.canalblog.com

♦ **Librairie Croquelinottes**, 23 rue de la Résistance, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 41 03 47, www.croquelinottes.fr (contactpro@croquelinottes.fr).

♦ **Librairie l'Étrange Rendez-vous**, 1 rue Faure-Belon, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 49 13 36.

♦ **Cyclable, La rue à vélo**, 5 rue Traversière, 42000 Saint-Étienne, tél. : 09 82 55 92 76, <https://saint-etienne.cyclable.com>. *Magasin de vélos.*

♦ **Le Dérailleur - Ocivélo**, 8 rue Calixte-Plotton, 42000 Saint-Étienne, www.ocivelo.fr. *Association de cyclistes et atelier de réparation participatif.*

♦ **Café-lecture Le Remue-Méninges**, 43 rue Michelet, 42000 Saint-Étienne, tél. : 04 77 37 87 50, remue-meninges.com. *Café associatif né en 2007, dispose d'un local mais assure aussi un café ambulancier, anime le festival littéraire "Les Mots délivrent".*

♦ **Collectif Truc-machin**, trucmachin@riseup.net. *Collectif politique au fonctionnement horizontal.*

♦ **Radio-Dio (89,5 MHz)**, 20 rue Henri-Dunant, 42100 Saint-Étienne, tél. : 04 77 43 88 95, <http://radiodio.axperia.net>. *Radio libre et impertinente de Saint-Étienne.*

♦ **Résistance verte**, <http://resistance-verte.over-blog.com>. *Site pour la qualité de vie et l'écologie libertaire à Saint-Étienne et dans les environs.*

♦ **La Dérive**, 91 rue Antoine-Durafour, 42000 Saint-Étienne, <http://laderive.info/>. *Regroupement de différents collectifs : la Barricade (chorale militante), le Cabas noir (coopérative de distribution de produits agricoles respectueux de l'environnement et des personnes), une cantine un jeudi sur deux, des soirées à thème, une bibliothèque, etc.*

♦ **Mouvement pour une alternative non-violente**, 19 rue Grua-Rouchoise, 42100 Saint-Étienne, tél. : 04 77 41 96 47, <http://mon.42.free.fr>

» 42110 Feurs

♦ **Accueil paysan Loire**, 4 rue Philibert-Mottin, 42110 Feurs, tél. : 07 89 67 82 10.

♦ **Centre culturel de Goutelas**, Château de Goutelas, 42130 Marcoux, tél. : 04 77 97 35 42, www.chateaugoutelas.fr. *La restauration du château démarre en 1962 sous forme associative. Plus de 100 000 heures de travail bénévole. Donné à la communauté de communes, le château accueille des activités culturelles depuis 1968 et, depuis 2015, le festival des conférences gesticulées.*

» 42160 Andrézieux-Bouthéon et environs

♦ **Graines**, rue Charles-de-Gaulle, Le Chambosca, 42330 Chambœuf, tél. : 06 07 74 75 86, www.chamboeuf42.fr. *Éducation à l'environnement.*

♦ **La Bariole**, 4 avenue Martouret, 42160 Andrézieux-Bouthéon, tél. : 06 88 04 69 67, labariole.fr. *Projet d'habitat groupé dans un ancien château sur un terrain de 13 000 m².*

♦ **Loire en transition**, Joël Marty, 34 rue du Perrot, 42160 Andrézieux-Bouthéon, <http://loiretransition.com>

♦ **Jardin d'Oasis**, chemin des Muots, route de Chambles, 42170 Saint-Just-Saint-Rambert, tél. : 04 77 52 13 98, www.jardins-oasis.fr. *Jardin de Cocagne.*

♦ **Vélo en Forez**, 97 rue Pierre-Frénéat, 42210 Montrond-les-Bains, veloenforez.fr

» 42300 Roanne et environs

♦ **Association Pollens**, 2 rue Brison, 42300 Roanne, tél. : 04 26 24 92 53 ou 06 86 32 91 96, www.pollens-roannais.org. *Pôle local pour une économie nouvelle sociale et solidaire.*

♦ **Jardin de Cocagne de Roanne**, 5 place d'Elbeuf, 42300 Roanne, tél. : 04 77 68 70 34, <http://jardindecocagneroanne.e-monsite.com>

♦ <http://alternatives-en-roannais.over-blog.fr>

♦ **SEL du Roannais**, maison des Sociétés, 13 rue de la Glacière, 42120 Le Coteau, <http://www.selduroannais.com>.

♦ **À petits pas**, 40 rue Jules-Massenet, 42300 Roanne, tél. : 06 27 55 66 76, <http://apetitspas-roanne.fr>. *Association portant le projet de création d'un foyer de l'Arche de Jean Vanier, pour l'accueil d'adultes porteurs d'un handicap.*

♦ **Association roannaise des amis de Maria Montessori**, M. et M^{me} Rombaut, Le Poteau, 42120 Perreux, tél. : 06 83 80 19 06. *Projet d'école alternative dans le Roannais.*

♦ **Artisans du monde**, 35 route de Clermont, 42300 Roanne, tél. : 04 77 67 86 82.

♦ **Ferme de la Plagne**, 103 avenue de la Libération, 42340 Veauche, <http://fermedelaplagne.blogspot.fr>. *Permaculture et conservatoire de centaines de fruits, légumes et aromatiques avec Terre de liens, interventions sur la biodiversité en collèges et lycées.*

♦ **Garage associatif de la Cote**, impasse du Clos-Copéré, 42300 Roanne, tél. : 09 83 89 88 93, <http://garage-associatif-de-la-cote.e-monsite.com>

♦ **La Commune**, chez Lay t'motiv', 6 rue du Point-du-jour, 42470 Lay, tél. : 06 31 34 90 91, <http://monnaielocaleroannais.org>. *Monnaie locale lancée en 2015. Lay t'motiv' est un café culturel associatif.*

♦ **Le Treuil**, 42330 Chambœuf. *Projet de centre de ressources sur l'agriculture paysanne, conférences, etc.*

♦ **Ys et Eaux**, 607 route de la Gare, 42370 Saint-Alban-les-Eaux, tél. : 04 77 62 10 13, yseteaux@gmail.fr. *Projet d'habitat groupé coopératif.*

♦ **L'Engrenage**, 16 rue des Moulins, 42190 Charlieu, lengrenage.charlieu@gmail.com. *Bar associatif alternatif autour duquel gravitent de nombreuses activités : recyclerie l'Engrenier, groupement d'achats, événements culturels (L'Engreneuse), ateliers, etc.*

♦ **Entrepote**, 99 rue de Clermont, 42300 Roanne, <http://www.entrepote.org>. *Local qui héberge de nombreuses activités dont un café associatif, une cuisine, un groupement d'achats, des produits de saison des producteurs en ventes dans des épiceries bio, un coin documentation, etc.*

» 42600 Montbrison et ouest du département

♦ **L'Esperluette**, Le Bourg, 42560 Gumières, tél. : 04 77 97 33 59, <http://esperluette.org>. *Créée en 2012, l'association vise le développement culturel en milieu rural dans le respect de l'environnement et de l'éducation populaire.*

♦ **Maison de la semence de la Loire**, Les grandes rases, 42130 Marilly-le-Châtel, tél. : 04 77 97 51 01, www.brasserielacanaille.com. *Échange de semences libres.*

♦ **Le refuge**, les Charmettes 42430 Champoly, tél. : 04 77 62 22 14, www.refuge42.org. *Association qui accueille à la campagne des personnes en difficulté psychologique.*

♦ **La grange du Phaux**, Hélène et Jean-Paul Dussupt, 42440 Noirétable, tél. : 04 77 97 80 33, www.lagrangeduphaux.fr. *Accueil paysan entre avril et novembre, concerts de jazz et de musiques du monde.*

» 42700 Firminy

♦ **Convergences**, 32 rue Dorian, 42700 Firminy, tél. : 06 45 89 10 19, <http://altermonde.coop>. *Structure pour la convergence des luttes et des alternatives, projet de fermes en permaculture, de lotissement d'habitat social, de coopérative de production en énergie renouvelable.*

♦ **SCIC Les Artisans**, 32 rue Dorian, 42700 Firminy, tél. : 04 77 59 28 47, www.lesartisans-coop.eu. *Coopérative bio et paysanne, membre du réseau Biocoop.*

» 42800 Rive-de-Gier

♦ **Jardin de Valériane**, Antouilleux, 42800 Rive-de-Gier, tél. : 04 77 56 88 63, www.lejardindevaleriane.fr, *membre du réseau des Jardins de cocagne.*

♦ **Tressages pas sages**, Alexandra Ferdinande, 1^{re} cour Le Bourg, 42800 Sainte-Croix-en-Larez, www.tressages-pas-sages.com. *Réalisations artistiques en osier.*

» Parc naturel du Pilat (sud du département)

♦ **Centre d'études internationales paysannes et d'action locales (CEIPAL)**, chemin des Salettes, 42220 Saint-Sauveur-en-Rue, tél. : 04 77 39 21 14, <http://ceipal.rhonealpes.free.fr>. *Créée en 1983, l'association sensibilise les agriculteurs aux problèmes de développement en lien avec les pays du Sud.*

♦ **La Fourmière**, Usine le Local, 3 route de Burdigines, 42220 Saint-Sauveur-en-Rue. *Depuis 2012, l'association essaie de favoriser la relocalisation d'activités économiques en profitant de l'espace de l'ancienne usine de la commune.*

♦ **CPIE des monts du Pilat**, lieu-dit Aux Forêts, 42660 Marthes, tél. : 04 77 40 01 40. *Centre permanent d'initiation à l'environnement, accueil de classes nature, éducation à l'environnement.*

♦ **Le Truchet**, 42140 Pélussin, grumf@free.fr. *Projet d'habitat groupé dans le parc du Pilat, rénovation d'une ancienne usine de moulinage en cinq logements basse consommation et partie commune sur parcelle de 800 m².*

♦ **La Pie du Pilat**, les Quatre-Versants, 4, chemin de la Cholérie, 42410 Pélussin, <http://lapiedupilat.fr>. *Magazine d'expression citoyenne du Pilat.*

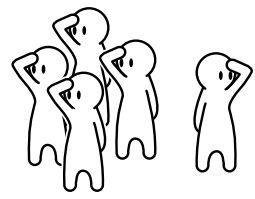
♦ **Pilavenir**, <http://pilavenir.canalblog.com>. *Association pour un avenir écologique, solidaire et citoyen dans le Pilat.*

» Et également

♦ **Barré**, redaction@barremag.info, <http://barremag.info>. *Jeune revue de contre-information*

♦ <http://www.loire-solidaires.org>

♦ **Opposition au doublement de l'autoroute Lyon-Saint-Étienne**, <http://nona45.fr>



BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Propos recueillis par **Lorène Lavocat**

Manger moins de viande : comment réussir sa révolution culinaire

Sarah Bienaimé écrit des livres et des articles sur le végétarisme. Elle est également consultante et formatrice en cuisine végétarienne et végane.

"Actuellement, la problématique, c'est le volume de viande consommé à l'échelle mondiale et notamment dans les pays occidentaux.

Si on veut demain que la viande cesse d'être une catastrophe écologique, il faut toutes et tous qu'on réduise très fortement notre consommation de produits carnés, mais aussi de poisson et de produits d'origine animale (fromages et œufs). Au kilo, un fromage à pâte dure comme le parmesan a plus d'impact qu'un kilo de volaille, car il demande énormément de lait. Plus il y a de litres de lait en jeu, plus la vache, la brebis ou la chèvre a été nourrie en amont, donc plus l'impact environnemental est important.

C'est bien de valoriser les petites filières, mais c'est un argument qui a tendance à biaiser le débat.

Une étude menée en Allemagne en 2009 a comparé différents modes de consommation, qu'elle a convertis en kilomètres parcourus en une année, en voiture. Pour les personnes qui ne consomment ni viande ni produits laitiers, le parcours est de 629 km (il tombe à 281 km si les produits sont bio). Pour les personnes qui consomment de la viande et des produits laitiers, ce chiffre monte à 4758 km (et presque autant si les produits sont bio : 4377 km), soit 7 fois et demie plus!

Mais l'alimentation végétarienne ou végétalienne peut aussi avoir un impact environnemental fort, si elle provient de pays étrangers ou si elle n'est pas bio..."

Consommer végétarien avant d'être locavore

"À tout prendre, entre une alimentation purement bio, locale, de saison et une alimentation complètement végétale, c'est cette dernière qui a un impact environnemental moindre. Un ménage qui voudrait réduire son impact sur le réchauffement climatique en adoptant une alimentation à 100 % locavore omnivore ne réduirait en fait que de 4 à 5 % ses émissions de gaz à effet de serre. Consommer 100 % végétal un jour par semaine seulement

permettrait une réduction d'impact équivalente. Attention, ça ne veut pas dire qu'il faut oublier la saisonnalité, le local et le bio.

Moins de viande, plus de local, avec une attention importante apportée à la saisonnalité, en privilégiant le biologique autant que possible. Quand on fait entrer dans son alimentation ces quatre critères ensemble, on a gagné au loto."

Le problème n'est plus le manque de viande, mais de fruits et légumes

"Toutes les viandes n'ont pas le même impact, donc on peut commencer par arrêter l'agneau, le veau, le bœuf, qui sont catastrophiques, et passer à de la volaille. Par contre le poisson est une catastrophe : on va laisser des océans dans un état de mort imminente à nos enfants.

Beaucoup d'élu-es sont contre l'idée d'introduire des repas végétariens dans les cantines scolaires parce qu'ils et elles estiment que c'est le seul repas de la journée qui puisse être équilibré — avec de la viande. Sauf que la problématique nutritionnelle des classes populaires n'est pas l'accès à la viande, mais l'accès aux fruits et aux légumes de qualité!"

» Sarah Bienaimé, *Cuisine pas bête pour ma planète*, éd. Terre Vivante, 2018.



Sarah Bienaimé



En partenariat avec: www.reporterre.net

Reporterre
la qualité de l'écologie



» Marseille

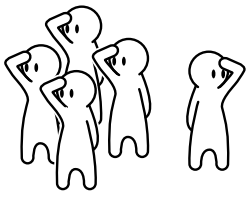
Kiosque autogéré

Les villes sont de plus en plus remplies de kiosques à journaux vides du fait de la baisse de la presse papier. Autant de locaux situés à des endroits souvent passants et qui ne demandent qu'à servir ! À Marseille, des personnes ont ouvert l'un de ces lieux, situé sur la Plaine, sans demander d'autorisation, pour le transformer en kiosque alternatif. Elles y ont amené des journaux, des revues et des livres proches des idées des libertaires et se relaient certains jours pour l'ouvrir, avec un principe de prix libre. On y trouve aussi parfois à manger et des concerts. Une idée qui ne demande qu'à être reprise ailleurs.

» Île-de-France

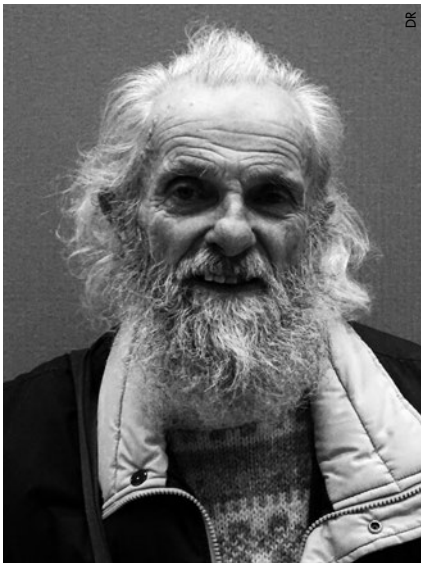
Paris a enfin sa monnaie locale !

Le 12 mai, *La Pêche*, créée à Montreuil en 2014, a été lancée dans huit premiers arrondissements parisiens : 10, 11, 12, 14, 15, 18, 19 et 20^e arrondissements. *Une monnaie pour Paris (Moppa)* : association@unemonnaiepourparis.org



Soutenir Alexis Robert, "meilleur ami breton" de Silence

Alexis Robert a sillonné la Bretagne sans relâche durant des décennies pour diffuser la revue *Silence* aux quatre vents. Si vous êtes breton-ne, vous l'avez sans doute rencontré au détour d'un stand. Militant dans une trentaine d'associations, adepte de la simplicité volontaire, il vit avec très peu d'argent et habite depuis longtemps dans un écolieu au cœur de la forêt de Brocéliande. Toilettes sèches, douche solaire, autonomie énergétique et cuisine collective y sont expérimentées au quotidien. Chaque année, il y accueille entre 800 et 2 000 personnes, avec une participation à prix libre : rencontre des *Ami-es de Silence*, *AlterTour*, assemblée régionale de *Nuit Debout*, groupes décroissants, ateliers de chant, d'écologie profonde, etc.

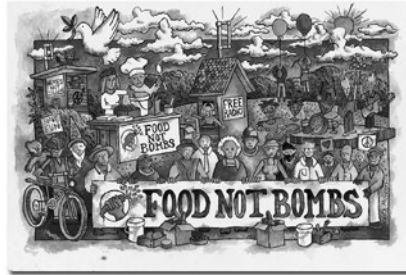


Le 4 mai 2018, sa maison a pris feu en l'absence de ses habitant-es. Elle n'était pas assurée. Il ne reste que les murs et la cuisine. Ses ami-es et autres habitant-es du lieu lancent un appel pour aider à la reconstruire et organiser un lieu encore plus accueillant pour toutes les alternatives, et parallèlement pour construire un kerterre, sorte d'igloo en terre composée de chaux, de chanvre et de sable, pour y loger Alexis. On peut soutenir économiquement ce projet via la plateforme internet www.cotizup.com/alexis-robert-la-guette, ou en envoyant un chèque à Alexis Robert, La Guette, 35380 Paimpont, à l'ordre d'Alexis Robert.

» Se nourrir

La récup', l'envers du gaspillage

"Le soir nous plongeons dans les poubelles des supermarchés et le lendemain nous distribuons gratuitement les denrées récupérées sur la voie publique à tout un chacun". En 2013, quelques personnes révoltées par le gaspillage alimentaire généré par notre société de consommation se sont



mis à récupérer des denrées dans les poubelles des commerces et à les distribuer largement à Lyon. 130 kg ont été distribués lors de la première distribution. Les *Gars'pilleurs* étaient nés. Il ne s'agit pas d'une association caritative ni d'une banque alimentaire. Le mouvement ne vise pas les plus démunies en particulier.

Le mouvement s'est étendu à Paris, et il met à disposition sur son site internet un manuel "Récup'/Distrib', mode d'emploi" pour en créer d'autres ailleurs.

À Grenoble, la *Fratrie des glaneurs solidaires Grenoblois*, créée en 2014, se présente comme "un collectif autogéré et autonome loin des institutions politiques, religieuses et étatiques", qui récupère les invendus périmés encore consommables dans les poubelles des supérettes, SCOP bios et grandes surfaces de l'agglomération. Ses membres avertissent : "En venant à nos récup', garder à l'esprit que ces dernières peuvent être considérées comme du vol aux yeux de la justice. Alors qu'en réalité, il faudrait condamner les magasins qui gaspillent et non les glaneurs et glaneuses. Pour nous, cet acte est certes de la désobéissance civile, mais il permet à de nombreuses personnes de subvenir à leurs besoins".

À Caen, *La Caentine* est une équipe de personnes qui mettent à disposition le butin de leurs récup' dans les poubelles des commerces, sur la terrasse du *Café Sauvage*, 36 rue Saint-Manvieu, chaque mardi soir à partir de 20 h. Elle organise également des repas et des événements ponctuels.

À Saint-Nazaire, des étudiant-es récupèrent depuis fin 2014 des denrées distribuées ensuite gratuitement sur le marché. Ils et elles créent aussi un blog pour montrer l'ampleur de ce qui est possible.

À Lille, *Poubelles en Nord* est un groupe qui distribue également le fruit de ses récup' de poubelles dans des lieux fixes qu'on peut trouver sur leur site internet.

Food not bombs (de la nourriture, pas des bombes) est l'aîné de ces collectifs. D'origine anglo-saxonne, il existe dans de nombreuses villes.

À noter que la plupart de ces initiatives peuvent être contactées uniquement, en dehors de la rencontre dans la rue, par les personnes qui jouissent d'un accès à internet :

- Lyon, Paris : lesgarspilleurs.org
- Grenoble : lafratriedesglaneursolidaire.over-blog.com
- Lille : <http://www.poubelles-en-nord.fr>
- Caen : www.facebook.com/pg/caentine
- Saint-Nazaire : joliepoubelles.tumblr.com
- Partout : <http://foodnotbombs.net>

» Irrintzina

Projections en milieu associatif et à la maison

Le film *Irrintzina, le cri de la génération climat*, dont *Silence* est partenaire, retrace la mobilisation pour la justice climatique de ces dernières années autour d'*Alternatiba* en particulier. Après trois ans de tournage et une tournée dans les cinémas, ce documentaire autoproduit et autodistribué a fait plus de 12 000 entrées en salles et plus de 15 000 personnes l'ont déjà vu avec les avant premières et les festivals.

C'est maintenant une autre étape qui commence : l'organisation de projections publiques en dehors des cinémas. Tout groupe, collectif informel ou association intéressé-es peuvent prendre contact avec l'équipe du film pour une projection publique.

L'équipe d'*Irrintzina* encourage en outre l'organisation de projections "à la maison" en petits groupes pour favoriser les échanges. Le film est également disponible pour des projections dans les universités et les écoles. C'est donc le moment de multiplier les occasions de faire connaître ce film stimulant sur le pouvoir que nous avons de relever le défi climatique en transformant la société.

Fokus 21, chez l'Équitable Café, 54 Cours Julien, 13 006 Marseille, www.irrintzina-le-film.com





» Alpes-de-Haute-Provence La Collective de Chalvagne

C'est un lieu qui se définit comme un centre d'entraide à l'autoresponsabilisation. Situé dans le sud des Alpes en moyenne montagne, *La Collective de Chalvagne* est issue des expérimentations menées au sein des *Gouttes d'O* de 2009 à 2012, collectif qui offrait des ressources de manière inclusive – et donc sans nécessairement de contrepartie – à toutes celles et ceux portant des initiatives émancipatrices. Depuis 2012, *La Collective de Chalvagne* est une association ouverte à toutes et tous et bénévolement autogérée. Le lieu propose plusieurs alternatives, notamment : *le Refuge*, lieu collectif de rencontres, de ressourcement ou d'apprentissages pour une résidence ou à l'année : la Ludothèque *Au temps des lutins* ; le Pôle agricole qui propose à tout-e porteur-se de projet agricole souhaitant mutualiser des terres, des moyens de production et des compétences pour y tester sa propre activité économique ou pour s'installer collectivement. Chacune de ses ressources est autogérée par les membres qui la mutualisent. Il est possible de se rendre sur le lieu pour des vacances en dortoir ou en camping, tout en participant aux repas et aux moments collectifs. Tél. : 04 89 77 90 34, *La Collective de Chalvagne*, 200 Route du Col du Buis, 04320 Val-de-Chalvagne, chalvagne@lesgouttesdo.net, <http://chalvagne.lesgouttesdo.net>

» Campagne de financement de *Silence* Merci de votre soutien !

S*ilence* a lancé ce printemps une grande campagne de financement pour pouvoir continuer à exister dans un contexte d'érosion des ventes et des abonnements qui touche l'ensemble de la presse (classique et alternative) ; pour pouvoir également lancer de nouveaux projets porteurs de sens, "pour faire de l'écologie sociale le moteur de la société".

L'association adresse un immense merci aux nombreuses personnes qui ont soutenu la revue par un don, un abonnement, un mot d'encouragement ou d'autres formes de soutien.

Grâce à vous, *Silence* a récolté via la plateforme internet Zeste (liée à la NEF) 31 810 € de fonds répartis en 368 dons et 540 abonnements. Nous approchons les 700 abonnements que nous nous étions fixés comme objectif pour assurer notre équilibre, car nous avons également reçu de nombreux abonnements et plus de 2 000 € de dons par courrier.

Des partenaires médias et associatifs ont apporté un soutien décisif en diffusant la campagne dans leurs réseaux ou par des contributions financières.

Grâce à votre soutien, la revue va continuer à vivre et à promouvoir les alternatives et les combats qui nous tiennent à cœur, dans un esprit décroissant, non-violent, féministe et ouvert.

Si la campagne Zeste s'arrête, le soutien peut se poursuivre !

Le soutien financier continue à être nécessaire : nous avons réussi à renflouer notre trésorerie mais nous restons malgré tout dans un équilibre très précaire. L'avenir à court terme est apaisé mais à moyen et long terme, rien n'est joué. *Silence* continue à avoir besoin de votre soutien pour trouver de nouveaux et nouvelles abonnées, de nouveaux dépositaires ou encore pour tenir des stands près de chez vous. Sachez également que les abonnements par prélèvement trimestriel automatique sont les plus confortables pour l'association.

Nous vous invitons également à vous impliquer dans la vie de la revue, à participer à la rédaction ou à la gestion bénévole de l'association. Si vous souhaitez mener des projets de tous poils en lien avec l'esprit de la revue, il est possible de les envisager ensemble dans le cadre de l'association *Silence*.

Silence est une revue participative, c'est votre revue et votre association ! Pour la faire vivre nous vous invitons à prendre contact pour agir ensemble.

L'équipe de *Silence*



» Suisse Un LAC suisse pas comme les autres !

Le *Laboratoire autogéré de création (LAC)*, créé en 2014, est un espace de liberté et de création dans le Jura suisse, à La Chaux-de-Fonds. Créé par un collectif d'artistes, le lieu est ouvert à toutes et tous à prix libre, que ce soit pour l'utilisation des ateliers ou la participation aux événements (concerts, spectacles, expositions, ciné club, brunchs, lectures).

En plus des cinq ateliers mis à disposition : menuiserie, bijouterie, moulage plâtre et silicone, électronique et illustration, peinture et graphisme, une chambre peut être prêtée à une personne désirant y travailler et présenter un projet artistique. Le loyer est lui aussi à prix libre, d'une semaine à un mois. À la fin de cette période, un vernissage est organisé. Présenter ses travaux publiquement est source de motivation qui s'ajoute à "l'ébullition d'une énergie commune".

Squatteur à l'origine, le collectif a pu trouver un terrain d'entente avec le propriétaire. Le statut du lieu – un cadre autonome, au fonctionnement participatif, et taillé sur mesure aux besoins de ses occupant-es – est au centre des réflexions. Le penser "revient à réfléchir sur les conditions d'émergence du dynamisme artistique". Matériel, outils et connaissances sont partagés ainsi que la nourriture via un frigo de quartier. Devant la maison, chacun-e peut se servir ou le remplir. Il permet aussi au collectif de ne pas jeter les surplus de ses récupérations.

Un espace ouvert qui fait vivre la tradition anarchiste de la ville, construite historiquement par "tous ceux qui ne voulaient pas entrer dans

le rang, artistes, chômeurs, asociaux..." et "bannis par les gens de la grande ville" de Neuchâtel. La Chaux-de-Fonds compte aujourd'hui 40 000 habitant-es qui tirent encore avantage de son enclavement dans les montagnes, en partie volontaire.

C.L.A.C (Collectif du Laboratoire Autogéré de Création), 21 rue de l'Hôtel-de-Ville, 2300 La Chaux-de-Fonds, Suisse, www.lac-cdf.ch, contact@lac-cdf.ch



» Notre-Dame-des-Landes

Zad de Notre-Dame-des-Landes : que restera-t-il ?

♦ **La deuxième phase d'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes s'est achevée vendredi 18 mai : 10 autres lieux ont été détruits.** Du côté de la résistance, on compte au moins deux blessé-es graves évacués-es en brancard, dont un à l'hôpital et une condamnation à un an de prison ferme. Mais aussi plusieurs dizaines d'autres blessé-es, des gardes à vue, des jugements en cours, d'autres peines de prison ferme, des OQTF (obligation de quitter le territoire français), etc.

♦ **Une amputation de la main.** Le 22 mai, un manifestant se fait arracher la main par une grenade GLI-F4, qui contient 25 grammes de TNT. Depuis 2014, aucune arme à disposition du maintien de l'ordre n'est plus puissante que les GLI-F4. Cette dernière a remplacé la grenade offensive OF-F1 (60g), interdite après le décès du militant écologiste Rémi Fraisse lors d'une manifestation contre le barrage de Sivens (Tarn). Le jour même où un manifestant perd sa main, le ministère valide une commande de grenades pour 17,5 millions d'euros.

♦ **Premiers retours sur les projets déposés.** Fin mai sur les 41 dossiers déposés, 15 projets sont validés, les autres sont en discussion. Une convention d'occupation temporaire des parcelles a été proposée aux projets acceptés.

♦ **Inscription de la ZAD à l'UNESCO.** Le Comité de soutien *Défendre-Habiter*, réunissant architectes, paysagistes, urbanistes, anthropologues, universitaires et habitant-es de la ZAD, a déposé fin mai un dossier pour demander l'inscription de la Zad au patrimoine mondial de l'Unesco. La Zad de NDDL satisfait en effet aux critères de sélection, qui sont notamment l'interaction humaine d'un territoire et de son environnement, et le maintien des habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation *in situ* de la diversité biologique.

» Sécurité routière

Donner du relief aux passages piétons

Initié en Inde avant d'être repris en Islande, un drôle de passage piéton est testé dans le Nord depuis octobre 2017. Non non, il ne flotte pas, il est en 3D ! En jouant sur la perspective et les nuances de blanc et de gris, le passage piéton semble prendre du relief. En test à Cysoing à côté d'une école, il incite les voitures à ralentir. Ces passages piétons coûtent deux fois plus cher qu'un passage piéton "classique", mais moins cher que les "dos d'âne". Des



communes en Isère, en Bretagne, à Rouen et près de Bordeaux seraient intéressées. Illusion d'optique pour plus de sécurité ? Pas d'études officielles pour le moment, mais il semble que cette initiative réactive l'attention sur les passages sensibles, et pousse les automobilistes à lever le pied.

Normes environnementales : le gouvernement recule

Un décret paru au journal officiel du 31 décembre 2017 donne à certains préfets, dans le cadre d'une expérimentation d'une durée de deux ans, la possibilité de déroger à des normes arrêtées par l'administration. Les préfets pourront user de cette possibilité de dérogation pour prendre des décisions non réglementaires dans plusieurs domaines parmi lesquels figurent l'environnement, l'agriculture, les forêts, l'amé-

nagement du territoire, la politique de la ville, la construction, le logement ou encore l'urbanisme. Le gouvernement justifie ce décret en invoquant la simplification des normes. La législation relative à la protection de l'environnement fait déjà pâle figure face aux multinationales. Dans ce contexte, reléguer les normes environnementales au statut préconisations non-obligatoires ne peut qu'inquiéter.

» Dordogne

Kafka au pays des grenouilles



espèces protégées. Annie et Michel Pécheras, propriétaires de cette mare qui se situe sur la propriété familiale, sont donc dans une situation impossible. D'un côté, la justice menace d'une lourde astreinte financière si la mare n'est pas asséchée. De l'autre, le code de l'environnement menace le couple de deux ans de prison et 150 000 euros d'amende s'il touche aux espèces protégées. Pour Annie et Michel, si le combat est rude, le choix est fait : ils vont continuer de protéger la mare et ses habitant-es. Mi-avril 2018, à l'appel de la *Convention vie et nature*, plus de 150 personnes sont venues soutenir le couple Pécheras installés dans la région il y a une quinzaine d'années. Pour sortir de ce conflit, début janvier 2018, la *Sepanso*, association protectrice de l'environnement, a proposé de faire une tierce opposition. Une procédure qui lui permet de demander un nouveau jugement devant la cour d'appel de Bordeaux. Les époux ont aussi interpellé le gouvernement. Début mai 2018, le conflit semble pourtant encore bien enlisé et les écologistes patagent face à la décision de justice...

Pour contacter le collectif de soutien au couple Pécheras : Association Puy Cherifel Nature (M. & Mme Pecheras) Puy Cherifel, 24110 Grignols.



Fukushima

♦ **Rentrée scolaire : au Japon, la rentrée se fait en avril.** Le gouvernement a essayé de rouvrir 14 écoles et collèges dans 5 communes "décontaminées". Seul-es 135 enfants se sont inscrit-es... contre 4 000 avant l'accident. Les communes offrent pourtant de l'argent pour ce retour (1 400 euros par an et par enfant). Sur ces 135 élèves, 75 bénéficient d'une nouvelle école construite à Litaté, dans une zone moins contaminée que le reste de la commune. Cela fait quand même 135 enfants exposés à des doses de radioactivité importantes : rappelons que la limite tolérée a été passée de 1 à 20 millisieverts/an et que plus on est jeune, plus on est sensible à la radioactivité. Mais tout est fait pour faire croire que l'accident est terminé.

♦ **Fin des indemnités.** 7 ans après le début de l'accident, le 31 mars 2018, le gouvernement a autorisé TEPCO à cesser d'indemniser les personnes et entreprises déplacées. Ces aides sont en fait avancées par l'État et se montent à environ 30 milliards d'euros.

♦ **Élu-es fantômes.** Le canton de Futaba qui comprend huit communes évacuées autour de Fukushima a vu sa population passer de 73 000 à 7 300 habitant-es fin 2015. Le nombre d'élu-es régionaux étant normalement proportionnel à la population, le canton ne devrait plus avoir de siège pour les élections de novembre 2019. L'assemblée régionale a remédié à cela en votant une motion disant que c'est le recensement de 2010 qui compte.

♦ **Le million !** Début mai 2018, TEPCO a annoncé avoir dépassé le million de m³ d'eau contaminée stocké sur le site. En cas de fort séisme, toute cette eau pourrait s'écouler en mer. Il s'y ajoute encore 72 m³ par jour et par réacteur.

♦ **Dispersion des déchets.** Pour ne pas avoir à stocker trop de déchets radioactifs, le gouvernement a modifié les niveaux de radioactivité. Ainsi, alors qu'avant, était considéré comme radioactif un déchet présentant plus de 100 becquerels par kilo, cette limite a été montée à 8 000. Les déchets inférieurs à cette nouvelle limite pourraient servir dans le bâtiment et la construction des routes. Le 29 avril 2018, le *Japan Times* a rapporté que des habitant-es de Nihonmatsu ont bloqué une réunion publique au cours de laquelle les autorités ont présenté comment elles vont stocker des déchets à 1 000 Bq/kg sous 500 m de route. De nombreuses personnes vérifient maintenant ce qui se passe lors de travaux un peu partout au Japon car le gouvernement entend développer la "solidarité" en répartissant les déchets sur tout le territoire.

» Belgique

Convergence des luttes : les animaux contre le nucléaire

L'Ensemble Zoologique de Libération de la Nature se définit comme "une convergence d'animaux, de légumes et d'éléments naturels en lutte pour la justice climatique et environnementale. Nous revendiquons la mise à l'écart des multinationales de tout espace de négociation portant sur le climat et l'environnement et la création d'un tribunal pénal international pour les crimes climatiques et environnementaux". Ces militant-es de tout poils ont l'habitude de faire voler les plumes ! Leur moyen d'action ? Perturber le train-train quotidien des industriels et lobbyistes responsables de la destruction du climat, grâce à des apparitions remarquées en costumes et grands coups de feuilles et de boucan. Dernière action en date : l'abandon d'une dizaine de faux barils nucléaires dans le hall d'entrée d'Engie Electrabel à Bruxelles pour lui "rendre ses déchets nucléaires" le 14 mai 2018. L'EZLN a déjà mené des actions similaires chez Bayer, Fluxys ou encore BNP Paribas Fortis.



» Fukushima

Les leçons de l'accident doivent servir pour refuser le démarrage de l'EPR

Le 12 mars 2011, suite aux tremblements de terre, la réaction nucléaire s'emballe dans plusieurs réacteurs et de l'hydrogène s'accumule sous la dalle en béton du toit du réacteur n°1 de la centrale de Fukushima. En explosant, cet hydrogène provoque l'effondrement de la dalle sur l'enceinte technique qui renferme le cœur du réacteur et la piscine de stockage des barres de combustibles. Le deuxième toit a heureusement résisté, ce qui a évité que l'effondrement de la piscine provoque une deuxième réaction nucléaire encore plus violente.

Des études récentes de TEPCO, publiées uniquement en japonais en mars 2017, montrent que les études de résistance concernant le béton du toit

étaient erronées. Le toit n'aurait normalement pas dû s'effondrer et retenir le nuage radioactif.

Un parallèle peut être fait avec l'EPR de Flamanville : là aussi un accident majeur pourrait provoquer un effondrement de la dalle supérieure, laquelle heurterait violemment la cuve du réacteur située en dessous. Or cette cuve présente des défauts de résistance, objet du débat actuel sur la possibilité de l'utiliser ou non dans le réacteur. Évidemment, aucun test grandeur nature n'a été fait pour savoir si une telle cuve peut résister à l'effondrement du toit : tout est fait par simulateur. L'exemple de Fukushima montre que ces simulations peuvent être totalement erronées... avec les conséquences que l'on sait.

» Bure

Un sanglier bien malade



⌘ Ce monumental sanglier nommé Woinic est le symbole de l'identité ardennaise... Mais il semble que le nucléaire le rende bien malade. Après avoir ingéré des déchets nucléaires, il s'apprête à rejeter ceux-ci par voies naturelles après avoir été contaminé par la radioactivité. Cette action spectaculaire a été organisée le 21 avril 2018 par le Comité ardennais de soutien à Bure contre la poubelle nucléaire, créé quelques jours plus tôt.

Contact : chouettes-et-hiboux@riseup.net

L'INRA et Syngenta se trouvent des gènes communs

Ce n'est pas aujourd'hui que l'Institut national de recherche agronomique (INRA) s'émancipera de l'influence des grandes firmes agro-chimiques. L'organisme public informe de la signature le 14 décembre 2017 d'un accord-cadre avec la multinationale des pesticides Syngenta pour une durée de 5 ans. Au menu selon l'INRA : "la physiologie, la génétique et la génomique

végétales ainsi que les approches de biocontrôle et de gestion des résistances et enfin l'agriculture numérique à l'ère du big data. Des rencontres régulières entre les scientifiques des deux établissements permettront de faire converger les recherches et intérêts communs". C'est donc cela, le fameux virage vers l'agro-écologie promis lors des États généraux de l'alimentation !



Il y a 10 ans, le 21 octobre 2008, le Collectif Nos Campagnes sans OGM commémorait le premier anniversaire de l'assassinat du dirigeant du Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terres au Brésil (MST) par la milice de la firme semencière Suisse Syngenta. Valmir Mota de Oliveira, 42 ans, père de trois enfants, a été assassiné de deux coups de feu.

» Europe

Le parlement s'oppose, la Commission dispose

Le Parlement européen s'est opposé à 22 reprises depuis novembre 2014 à des demandes d'autorisation d'importation de plantes OGM dans l'Union. L'affaire a été à chaque fois renvoyée à la Commission européenne, non élue par les citoyen·nes contrairement au Parlement, qui a autorisé ces importations. Ce scénario s'est encore répété début mars 2018 autour de deux variétés de maïs OGM. Dans le dernier cas en date, le Parlement relève "des lacunes dans l'évaluation toxicologique et conteste le fait que les demandes d'autorisation concernent des plantes génétiquement modifiées pour tolérer des herbicides contenant des substances actives classées 'cancérogène probable' (dont le glyphosate)", explique le site d'information indépendant Inf'OGM. Le Parlement critique également la procédure générale d'autorisation des OGM, jugée non démocratique.

Pour le moment, la voix populaire s'oppose aux OGM via les parlementaires mais quelques technocrates de la Commission liés aux intérêts privés font la loi : c'est cela, la démocratie que le monde entier est censé nous envier. Une révision de la procédure d'autorisation est actuellement en discussion.



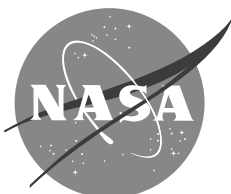
Climat

» États-Unis

Contre le réchauffement climatique : le déni

La revue Science publiait le 9 mai 2018 une triste nouvelle pour le climat : le président Donald Trump a supprimé le Carbon Monitoring System (CMS), un programme de la NASA destiné à surveiller dans l'atmosphère le dioxyde de carbone et le méthane, responsable en partie du réchauffement de la planète.

15 jours après, la chambre des représentants a voté un petit budget pour relancer en partie le programme de recherche sur le climat de la NASA.



Libérer Sciences Po de l'industrie fossile

"Stop au partenariat entre Sciences Po et Total", c'était l'une des banderoles brandies silencieusement par des étudiant·es de Sciences Po Paris le 11 décembre 2017 lors d'un forum international sur le développement durable organisé par la prestigieuse école de sciences politiques. Les membres de la campagne Sciences Po Zéro Fossile, l'UNEF et Solidaires dénoncent le partenariat de leur école avec le groupe pétrolier, qui intervient dans les programmes de Sciences Po en échange d'une modeste aide financière. "Notre futur est incompatible avec le développement de projets fossiles", affirment les plus de 1 000 membres de l'institution à avoir signé l'appel, qui estiment que Sciences Po contribue à légitimer les activités de Total et lui demandent de cesser ce partenariat "totalement irresponsable".



Petites phrases

"Si le salarié ordinaire travaillait quatre heures par jour, il y aurait assez de tout pour tout le monde, et pas de chômage (en supposant qu'on ait recours à un minimum d'organisation rationnelle). Cette idée choque les nantis parce qu'ils sont convaincus que les pauvres ne sauraient comment utiliser autant de loisirs. [...] De tels hommes sont naturellement indignés à l'idée que les salariés puissent connaître le loisir, sauf sous la forme d'une rude punition pour s'être retrouvé au chômage.

[...]

Les méthodes de production modernes nous ont donné la possibilité de permettre à tous de vivre dans l'aisance et la sécurité. Nous avons choisi, à la place, le surmenage pour les uns et la misère pour les autres : en cela, nous sommes montrés bien bêtes, mais il n'y a pas de raison pour persévérer dans notre bêtise indéfiniment."

Bertrand Russel, *Eloge de l'oisiveté*, 1932.



» Auvergne-Rhône-Alpes Sabotage des cantines bios

Au départ, c'est une bonne nouvelle. Au conseil régional, un amendement instaure "une gestion régionale bio, locale et de saison de la restauration dans les lycées". Une bonne nouvelle jusqu'à ce que le groupe *Rassemblement citoyen écologistes et solidaires (Rces)*, porteur de l'amendement, découvre des modifications du texte présenté à la préfecture. Est ajouté après le mot "bio", la mention "dans la mesure du possible". La présidence Wauquiez aurait vidé en douce toute la substance du texte. L'amendement voté en séance plénière en septembre 2017 ne peut plus faire l'objet d'un recours au tribunal administratif, le délai de deux mois étant passé. Reste la possibilité d'attaquer au pénal. Cet acte pourrait y être qualifié de faux en écriture publique, passible d'une peine de 10 à 15 ans d'emprisonnement.

Les routes nationales de Bretagne enfin bilingues !



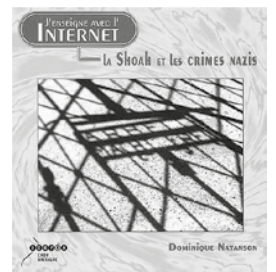
Dans son édition du mois d'avril (n°466 p. 24), *Silence* évoquait la lutte du collectif *Ai'ta* pour la défense de la langue bretonne, notamment via des actions de désobéissance civile de démontage de panneaux routiers unilingues. Le 18 avril 2018, *Ai'ta* annonçait avoir reçu un courrier de la Direction interdépartementale des routes ouest (DIRO) l'informant que la signalétique installée sur les routes nationales en Bretagne sera désormais

bilingue. Les premiers panneaux sont censés voir le jour au mois de juin 2018. Les panneaux seront paritaires, c'est-à-dire que les mentions en breton seront du même format que les mentions en français. Le collectif reste vigilant sur la mise en œuvre de cette décision et demande que la Loire-Atlantique soit incluse dans ce plan.

<http://aita.bzh>

L'antiracisme interdit au lycée

Dominique Natanson est membre de l'*Union française des juifs pour la paix (UFJP)*. Militant antiraciste de longue date, c'est un pédagogue reconnu de l'enseignement de la Shoah. Il est notamment l'auteur de *J'enseigne avec l'Internet la Shoah et les crimes nazis* et animateur du site internet *Mémoire juive et Éducation* qui répond aux questions des jeunes sur le génocide juif. Invité



en 2017 à intervenir dans deux lycées d'Aurillac dans le cadre d'une quinzaine contre le racisme, son intervention est alors validée par l'inspectrice d'académie du Cantal. Mais quatre jours avant la conférence au mois de mars 2018, la Préfecture interdit ces conférences par un appel téléphonique, au motif que la *DILCRAH (Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT)* en a demandé l'interdiction, demandant explicitement d'écarter l'*UFJP*, organisation juive hostile à la politique colonialiste d'Israël. Selon l'*UFJP*, "la *DILCRAH* effectue donc un tri entre les bons et les mauvais Juifs. Elle veut faire taire ceux qui ne soutiennent pas les crimes de l'État d'Israël, ceux qui ne hiérarchisent pas les différentes formes du racisme". Une dérive inquiétante pour l'organisme d'État dirigé par Frédéric Potier, un proche de Manuel Valls.

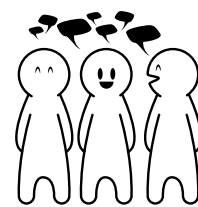
Des critères de naturalisation de plus en plus durs...

Mamoudou Gassama a porté secours à un petit garçon suspendu dans le vide, à Paris le 26 mai 2018. Son histoire a fait "le buzz", et comme Mamoudou Gassama est malien et sans-papier, le gouvernement s'est vite empressé d'en faire un outil de communication... Le président Emmanuel Macron l'a reçu à l'Élysée et lui a proposé la naturalisation française. Dans leur majorité, les médias ont brandi l'exemplarité de cet acte, reprenant le discours gouvernemental. Une réappropriation politique qui masque la dureté et l'indignité de la politique migratoire française.

Pour l'annulation de la "Saison France-Israël"

Silence a interrogé dans son numéro d'avril 2018 (n°466) une membre de la *Campagne BDS France* sur les raisons de s'opposer à la "Saison France-Israël 2018", série d'événements ayant pour but de promouvoir les liens entre les deux pays. Cette saison a débuté le 6 juin : calendrier bien mal trouvé, alors qu'au même moment l'extension des colonies se poursuit et que l'ambassade des États-Unis est transférée à Jérusalem. Une pétition, signée par une vingtaine de personnalités universitaires ou culturelles, dénonce cet événement et demande son annulation, dans un contexte de répression sanglante du peuple palestinien par l'armée israélienne.

<http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>



Société

Dérive effroyable de la politique anti-migratoire



Le 10 mars 2018, deux bénévoles du *Refuge Solidaire* prennent en charge une famille venant juste de traverser la frontière France-Italie à Montgenèvre. En pleine neige, le père, deux enfants de 2 et 4 ans et une mère sur le point d'accoucher, n'en peuvent plus de fatigue et de froid. Les bénévoles décident de les conduire au plus vite à l'hôpital de Briançon. En cours de route, ils sont arrêtés par un contrôle de la Police aux frontières (PAF) qui les retarde une heure alors que la maman se tord dans la douleur des contractions. Elle n'est sauvée que par un accouchement par césarienne d'urgence. Renvoyés en Italie pendant l'accouchement, le père et les deux enfants ne reviennent que sur sommation de l'hôpital. Benoît Ducos, l'un des deux bénévoles, est convoqué par la PAF le 14 mars (sauver la vie peut être illégal...) et le collectif "Tous migrants" appelle à une mobilisation massive contre une politique anti-migratoire qui fait perdre tout discernement aux services de l'État et les fait basculer dans une inhumanité monstrueuse.

MACRON :

4 TOURS DU MONDE ET 170 000 KILOMÈTRES PARCOURUS EN 1 AN



Les chiffres aberrants du CAC 40 :

- Entre 2009 et 2016, les entreprises du CAC 40 ont reversé en moyenne : 67,4% de leurs bénéfices aux actionnaires et 5,3 % aux salariés.
- Les revenus des premiers ont augmenté plus de quatre fois plus vite que ceux des seconds en 7 ans.
- Le montant des dividendes est deux fois plus élevé qu'en 2000.

(Sources : Rapport Oxfam mai 2018)

Agri-bio



Un petit coup de pouce à la bio

L'annonce du ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert était attendue. Le 5 avril 2018, il a présenté une enveloppe d'1,1 milliard d'euros de crédits sur la période 2018-2022, 15 % de la surface agricole en 2022 (contre 6 % actuellement) et une part de 20 % en restauration collective pour la bio. Ces aides sont bien maigres et les objectifs revus à la baisse depuis la loi de 2009.

(Source : Alternatives Économiques)

Le catalogue officiel, c'est fini pour le bio!

Le 19 avril 2018, le Parlement européen a voté l'autorisation pour les exploitations bio de vendre leurs semences à partir de 2021. Trente ans après l'interdiction, les semences paysannes pourront peut-être enfin regagner du terrain. Actuellement, 75% des aliments de la planète proviennent de seulement douze espèces végétales et cinq animales, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. En effet, payer de six à quinze mille euros l'inscription d'une semence au catalogue officiel n'était accessible qu'aux géants comme *Monsanto*, *DowDuPont* ou *Syngenta*, qui détiennent à eux-seuls 53% du marché mondial.

» Agriculture

Dénoncer les contrôles abusifs et meurtriers

Le 20 mai 2017, Jérôme Laronze, un éleveur de Saône-et-Loire, était abattu par les gendarmes suite à une série de contrôles administratifs qui ont mal tourné. Un an après, le 18 mai 2018, s'est déroulée une journée d'action nationale des *Collectifs contre les normes administratives et industrielles* afin de lui rendre hommage et de visibiliser la lutte contre ces normes. Les DDCSPP (Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) de l'Ariège, du Puy-de-Dôme, de la Saône-et-Loire, de l'Ille-et-Vilaine et des Hautes-Alpes ont été occupées, et il y a eu un rassemblement devant celle de l'Isère, pour raconter aux personnels de ces administrations quelles conséquences désastreuses ont les réglementations, les mises en demeure et les contrôles dans les campagnes. Les directions départementales sont des lieux emblématiques de l'administration agricole, elles sont à l'origine des contrôles dans les fermes et sur les marchés, entre autres. Ce mouvement a été initié par le *Collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes administratives et industrielles*, présenté dans le numéro de février 2018 de la revue *Silence* (n°464). hors.norme@riseup.net



DR



Bloquer un lieu

Lorsqu'il s'agit de faire pression sur des décideur·ses, il est nécessaire d'avoir un véritable pouvoir de blocage. Il existe des techniques beaucoup plus efficaces qu'une simple chaîne, pour les actions de blocage de bases militaires ou de trains de transport de déchets nucléaires par exemple.



Blocage de l'entrée de la base militaire navale de Faslane en Écosse, qui héberge les sous-marins nucléaires britanniques armés de missiles balistiques intercontinentaux Trident. On peut voir les armlocks et le fait que ces dispositifs permettent de mobiliser de nombreuses agentes durant un long moment.

Différentes techniques pour ne pas se faire déloger

Le principe de base est l'utilisation de matériel difficilement sectionnable.

En premier lieu l'"armlock" (voir photo). C'est un tube avec un axe au centre. Les bras sont enfilés dedans et maintenus à l'axe par l'intermédiaire d'un petit mousqueton relié avec une ficelle autour du poignet. Seule l'action de la personne manifestant peut décrocher le mousqueton à l'intérieur. De l'extérieur, la seule manière de détacher les manifestant·es est de trancher le cylindre au milieu (sans couper les bras) !

Si un tube en PVC (diamètre 60 mm longueur 600 mm – tige filetée traversant au centre) permet de s'entraîner, la version "manifestation" sera réalisée en acier, avec la tige soudée. Le plus efficace est de recouvrir ce tube métallique d'un grillage bétonné : très difficile à couper avec une disqueuse...

À noter que si les policier·es anglais·es protègent les activistes à l'aide de lunettes et d'une couverture de protection (pour que la limaille brûlante projetée par la disqueuse ne blesse pas la personne), la police française se montre une fois encore sans respect pour les manifestant·es en ne les protégeant pas.

Une autre technique est l'utilisation d'un antivol type moto en U, très difficile à neutraliser : l'antivol est passé au niveau du cou et maintient le·a manifestant·e à un barreau du portail. Cette technique est extrêmement efficace pour maintenir le blocage d'une entrée d'usine.

L'action non-violente ne connaît pas de limite à l'imagination. Ainsi les Palestinien·nes non-violent·es de Bil'in se sont enfermé·es dans de véritables "caissons" métalliques pour gêner la construction du mur d'apartheid par l'armée israélienne.

Être en sécurité

La mise en place d'une action de blocage durant plusieurs heures nécessite l'accompagnement des manifestant·es. La présence des "anges gardien·nes" devient très importante. Comme les manifestant·es ne peuvent pas bouger, il va falloir les "dorloter" : mettre ou enlever une couverture, un chapeau, un imperméable, donner à boire ou des petits gâteaux. Pour les besoins plus intimes, la couche-culotte est parfois nécessaire...

C'est l'ange gardien·ne qui va faire attention à ce que la police (ou pire des milices ou des personnes bloquées) n'agresse pas les manifestant·es.

Lorsque le blocage est réalisé sur un lieu de circulation (voie ferrée ou route), l'annonce en amont de l'action est nécessaire : il faut prévoir le fait que les camions ou les trains ont besoin d'une certaine distance avant l'arrêt complet. Les manifestant·es n'auront pas le temps de se dégager rapidement en cas de dysfonctionnement de la méthode d'alerte.

La presse

Une telle action est à préparer avec minutie, et en particulier pour les médias. Si le blocage est réalisé dans un endroit inaccessible aux journalistes (terrain militaire, lieu privé...) il va falloir organiser la diffusion des images et des informations sur les événements en cours.

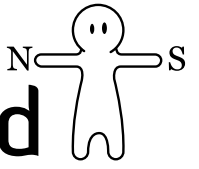
Tous les deux mois, Serge Perrin aborde un aspect pratique de l'action non-violente. Mouvement pour une Alternative Non-violente – Lyon, www.nonviolence.fr



15th Garden : assurer la souveraineté alimentaire en Syrie

À l'initiative de la population civile, 15th Garden est une association qui lutte pour la survie alimentaire dans des zones urbaines libérées-bombardées de Syrie. C'est un projet de coopération civile qui vise à assurer la souveraineté alimentaire en temps de guerre et de l'après-guerre en Syrie. Le réseau met en lien des jardins familiaux, des agricult·rices dans des zones rurales et des initiatives agricoles de camps de réfugié·es dans les pays voisins (voir l'article sur la ferme-école pour l'autonomie alimentaire au Liban dans le numéro de février 2018 de Silence, n°464). Dans des jardins urbains de villes bombardées, assiégées et bloquées, les

techniques agricoles sont transmises pour favoriser l'autonomie. Grâce à son réseau, 15th Garden construit une solidarité directe entre paysan·nes. Cette solidarité permet l'approvisionnement en nourriture, mais aussi la reconstruction d'un système agricole détruit par la guerre. Malgré une situation extrêmement précaire, à Idleb, ville agricole du nord-est de la Syrie, plusieurs villages pratiquent une agriculture collective écologique. 15th Garden – Berlin affirme que d'ici l'été 2018, deux boulangeries auto-gérées doivent être construites, qui devraient fournir en pain les villages alentours. Contact : 15thgarden@riseup.net (Source : Archipel)



» CHRONIQUE

EN DIRECT DE NOS COLONIES

Marie Bazin

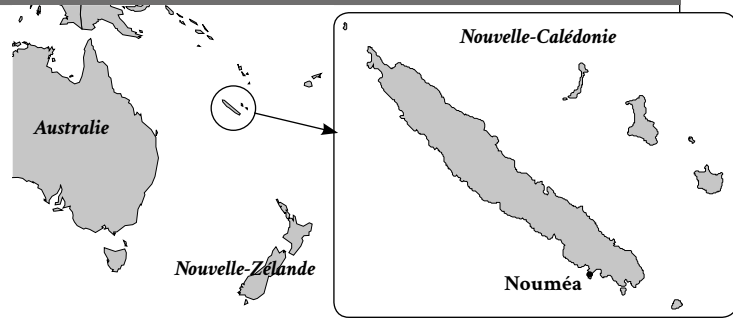
La "pédagogie" de la puissance coloniale

Le 4 novembre 2018 se tiendra le référendum d'autodétermination de Kanaky, avec la question suivante "Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?". Une question claire, binaire, qui a priori ne prête pas à confusion, si tant est que soit expliqué ce que signifie "la pleine souveraineté". C'est justement tout l'enjeu des prochains mois : informer sur les enjeux du vote, mobiliser le corps électoral pour qu'il se rende aux urnes, préparer l'après-référendum quel qu'en soit le résultat.

Jusqu'à présent indépendantistes et non-indépendantistes se sont réunis autour de la table à dates régulières pour discuter de "l'avenir institutionnel" de Kanaky et organiser le référendum, sous l'œil vigilant d'un État français à la fois juge et partie. Aujourd'hui, alors que les principaux points de discussion ont fait l'objet de compromis (la composition du corps électoral, la formulation de la question posée, l'observation du scrutin par l'ONU, etc.), c'est donc le temps de la campagne politique qui s'ouvre, où l'arme principale n'est plus le droit mais la communication.

Le culot du colon

La France l'a bien compris et en a informé le comité des signataires de l'accord de Nouméa : une "campagne de communication de l'État" sera mise en œuvre "à l'occasion de la consultation". Outre les informations habituelles concernant l'organisation du scrutin, la campagne aura pour objectif de "rappeler l'histoire de la Nouvelle-Calédonie et des accords par une campagne pédagogique". Quand on sait comme il est difficile en France de tenir un discours de vérité sur la réalité de la colonisation et d'en enseigner l'histoire, le projet d'une "campagne pédagogique" menée par la puissance coloniale dans sa colonie semble proprement insensé. On pourrait presque en rire, s'il ne s'agissait pas de l'avenir d'un peuple colonisé dont le passé et le présent est profondément meurtri par cette domination. On pourrait presque ne pas y croire, si le contexte n'était pas celui d'une revendication du territoire voire d'une remise en cause du bien-fondé du référendum par certain-es élu-es français-es.



Mais le culot du colon n'a pas de limite. Juste avant le déplacement d'Emmanuel Macron en Kanaky, avec une étape prévue sur l'île d'Ouvéa, lieu d'un véritable massacre colonial, l'Élysée a fait savoir que le chef de L'État voyait son rôle comme celui d'un "passeur d'Histoire et de mémoire". L'entreprise de réécriture de l'histoire et du présent est donc bien réelle, probablement d'autant plus assumée et affirmée que L'état colonial se sent attaqué. La lutte pour l'indépendance de Kanaky a fini par aboutir à un référendum d'autodétermination, la vérité sur le massacre d'Ouvéa commence à émerger, et plus largement des personnes et collectifs travaillent sans relâche pour faire connaître l'histoire coloniale, pour dénoncer les crimes coloniaux et néo-coloniaux, pour exiger la fin de l'impunité et du secret. Autant de brèches et d'entailles dans le récit national. Gageons que la "pédagogie" officielle ne parviendra pas à les refermer.

Une chronique de: Survie, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>

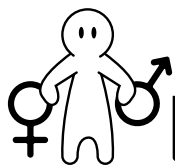


» Génocide rwandais

Une caisse d'armes de retour au ministère des Armées

Le 5 avril 2018, les gendarmes qui gardaient l'entrée du ministère des Armées à Paris ont eu la surprise de recevoir une fausse caisse d'armes et de munitions expédiée par Paris à son régime allié pendant le génocide rwandais, avec mention de retour à l'expéditeur. Cette action symbolique organisée par l'association Survie avait pour but de demander au président qu'il reconnaisse enfin officiellement la responsabilité des autorités françaises de l'époque dans le soutien au régime génocidaire. Devant le refus des fonctionnaires de récupérer la malle, les militant-es sont venu-es la remettre au siège du parti socialiste, lui suggérant de profiter de son déménagement pour faire l'inventaire de la politique de François Mitterrand au Rwanda.

Survie, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



Femmes, hommes, etc.

CHRONIQUE

UN LIEU À SOI

Isabelle Cambourakis

1976-1978

Les étés entre femmes des Circauds

Des mouvements sociaux, on ne retient souvent que ce qui se passe en ville, à Paris tant qu'à faire, où les luttes semblent se passer sur une tête d'épingle. Les campagnes sont pourtant propices à des subversions moins évidentes. L'été venu, les militantes des années 1970 ont ainsi expérimenté une géographie contestataire hors des espaces urbains. À plusieurs reprises, des femmes se sont rencontrées aux Circauds, lieu communautaire non-violent en Saône-et-Loire.

Deux revues, *Combat non violent* et *La Gueule ouverte*, y sont localisées. S'y déroulent aussi des formations en technologie douce, musique, danse folklorique, etc.

Venues de toute l'Europe

En 1976, des femmes du milieu non-violent, des Anglaises, des Scandinaves, des Françaises, se croisent à Copenhague dans les locaux de l'IFOR (*International Fellowship of Reconciliation*) et ont l'idée d'une rencontre internationale "entre femmes". Celle-ci aura lieu du 13 au 18 juillet aux Circauds. Environ 80 femmes venant de nombreux pays d'Europe se retrouvent donc dans la campagne brionnaise. Elles ont entre 25 et 30 ans : "*Beaucoup étaient des mères de famille, beaucoup aussi avaient fait l'école buissonnière du mariage en vivant en communauté de femmes, en communauté mixte, bref en rupture de famille monogamique*".

Bernadette Ridard, qui est sur place à l'époque, évoque les aspects concrets : les douches à la piscine du village ou aux douches municipales, la projection des films dont *La naissance sans violence* de Frédérick Leboyer à la salle des fêtes d'un autre

village, les repas collectifs, etc. On discute toute la journée entre la préparation des repas. Gail Jones, une Anglaise qui participera ensuite aux luttes féministes et antinucléaires, raconte : "*la chaleur sèche de juillet, une danse de la pluie, nues (et ça a marché!), des massages et des ateliers d'auto-examen et des discussions sur la contribution spécifique des lesbiennes à la non-violence*". L'expérience collective et les émotions partagées créent des liens, construisent une communauté transnationale.

"Il y avait du magnétisme dans l'air"

En 1978, l'expérience se reproduit au même endroit avec d'autres femmes. La rencontre est cette fois-ci organisée par quelques habitantes des Circauds dont Catherine Decouan, journaliste à *La Gueule ouverte* et militante MLF. "*Étrange nuit dans la campagne brionnaise, écrit-elle [...]. Venues d'ailleurs, des filles, des nanas, des femmes, des mères, des folles, des minettes, des sorcières, des mémés, des vierges et martyres, des femmes battues, des femmes fleurs, des femmes fatales, des bonnes femmes et des femmes femmes, des hystériques, des mal baisées, des bioénergisées, militantes ou pas, mais qui n'avaient pas envie de l'être. Chacune à son rythme, selon ses désirs, on a discuté sous l'arbre, grimpé dedans, ri à table, dansé autour du feu... en cercles, lieux magiques et fusionnels, qui importaient beaucoup plus que la notion de temps*".

Ces rencontres estivales folles et joyeuses ne sont guère évoquées dans les histoires officielles, fussent-elles féministes. Pour les connaître, il faut apprendre à changer d'échelle et regarder ce qui se passe juste à côté de soi.

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

» Irlande

Un vote en faveur du droit à l'avortement

Par référendum, deux Irlandais-es sur trois (66,4 %) se sont prononcé-es le 25 mai 2018 pour l'abrogation du 8e amendement de la Constitution qui interdisait l'avortement dans le pays. Un résultat qui a surpris les instituts de sondage qui donnaient le oui et le non à égalité. Ce vote permet maintenant au gouvernement de proposer un projet de loi pour encadrer les conditions de l'interruption de grossesse dans un pays jusqu'alors complètement inféodé à l'Eglise catholique. À noter que les hommes (à 63 %) ont pratiquement voté la même chose que les femmes (à 68 %). Les personnes les plus âgées ont voté majoritairement contre, alors que chez les 18-24 ans, le oui atteint 84 %. Ce référendum intervient trois ans après un autre référendum qui s'était prononcé en faveur du mariage homosexuel.

» Maroc

Solidarité féminine pour les mères célibataires

En 1985, Aïcha Ech-Chenna, assistante sociale, fonde l'association *Solidarité féminine* au Maroc. Celle-ci soutient les mères célibataires et leurs enfants, souvent rejeté-es par la société car considéré-es comme des "bâtard-es". L'association, qui répond à une exclusion sociale forte, accueille aujourd'hui une cinquantaine de femmes et s'appuie sur 35 salarié-es. Son rôle principal est de former professionnellement ces mères, leur assurant ainsi une indépendance financière. Les mères célibataires sont considérées par le Code pénal marocain comme des prostituées, et sont de fait passibles d'une peine de prison d'un mois à un an. *Solidarité féminine* défend le droit des femmes dans ce contexte patriarcal et s'est aujourd'hui taillée une solide réputation, puisque l'association a contribué en 2015 à convaincre le roi Mohammed VI de légaliser l'IVG sous certaines conditions.

10 Rue Mignard Palmier, Casablanca 20340, Maroc, tél : 0021 25 22 99 23 94, <https://solfem.wordpress.com>





» Amiante

La contre-expertise se construit dans les écoles



Le 24 mars 2018, l'Addeva 93 (l'Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante) a tenu son Assemblée Générale et a organisé un forum sur l'amiante dans plusieurs établissements en lutte.

L'occasion de rappeler qu'en France 85% des établissements ont au moins un bâtiment construit avant 1997 (date d'interdiction de l'amiante en France). On trouve de l'amiante un peu partout dans ces bâtiments : dalles de sol, colles, faux plafond, cloisons, toitures, parements de façades, etc., et chaque année la dégradation s'accroît. Le dossier

technique amiante (DTA) doit être détenu par le chef d'établissement et mis à disposition des demandeurs. Mais au collègue Jean Moulin d'Aubervilliers par exemple, le DTA avait été demandé et redemandé sans succès depuis 2010. En décembre 2012, les enseignant-es ont déposé un droit de retrait. Une heure plus tard, le DTA était retrouvé et distribué au personnel. Après la mise en évidence d'un DTA fantaisiste et de la présence d'amiante dans l'air, les enseignants du lycée Brassens de Villeneuve-le-Roi ont exercé leur droit de retrait pendant 3 mois. Ces mobilisations ont fait leurs preuves et ont permis dans certains cas de revoir le DTA, de faire des mesures complémentaires, de fermer certaines classes, de recouvrir les revêtements de sols vinyle (contenant de l'amiante) par du lino, d'organiser un suivi médical des personnes exposées, etc. (le Bulletin de l'Andeva, n°57, mai 2018)

» Cancer du côlon

Le dépistage inutile ?

La pédiatre et oncologue Nicole Delépine jette un pavé dans la mare en remettant en question le dépistage systématique du cancer colorectal en vigueur actuellement. En effet une étude, publiée par le *British medical journal*, a suivi sur 30 ans plus de 46 000 sujets ayant fait l'objet d'un tel dépistage. Le nombre de cancers colorectaux a effectivement diminué chez eux... mais leur courbe de mortalité est exactement la même que celle des personnes n'ayant pas subi de dépistage. Ces dépistages n'améliorent donc pas la survie de celles et ceux qui s'y prêtent. Comme pour les cancers du sein, on peut expliquer ce constat par les surdiagnostics et les traitements agressifs que ces examens entraînent et qui sont néfastes pour l'organisme, ainsi que par l'impact psychologique lié au diagnostic de cancers qui n'auraient peut-être pas évolué sans cela. En revanche, souligne la médecin, ce dépistage est une source de profits gigantesque pour l'économie de la santé.

(<http://docteur.nicoledelapine.fr>)

Annonces

» LOCATION

■ **Gard.** Location de maison restaurée à l'éco-hameau de Sauvan. Vue panoramique. Beaucoup de néo-alternatifs sur la commune. Venez visiter sur place tous les dimanches l'éco-hameau Le Sauvan, 30760 Issirac.

» VIVRE ENSEMBLE

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Nous créons une ferme collective urbaine à proximité de Digne. Il existe déjà du maraîchage en bio, de l'élevage de poules pondeuses en bio et un atelier pâtisserie bio. D'autres projets à venir. Venez nous rencontrer. Départ de bus directs pour Digne-les-bains de Grenoble, Marseille et Nice. Homme et femme seul-e, pas de familles. Esprit *Silence*. Vivre autrement souhaité. Collectif en ferme : 06 28 34 48 68.

» S'INFORMER

■ **Site internet.** Prévention du sexisme, du racisme, etc. Sur le site des Amis de Wangari Maathai, chacun-e peut voir gratuitement le superbe film *Taking Root* qui présente l'épopée de la Kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la Paix 2004 (plantation de 47 millions d'arbres et très importante contribution au remplacement de la dictature d'Arap Moi par un début de démocratie). Le site possède aussi une rubrique "Les enfants de l'espoir", qui présente des jeunes garçons et des jeunes filles (presque toutes du Tiers-Monde) qui, par des actions non-violentes ont réussi à améliorer bien des situations dramatiques. Les amis de Wangari Maathai, 2 rue de l'Espérance, 47190 Galapian, espergala@wanadoo.fr, <http://les-amis-de-wangari-maathai.org>

» VACANCES

■ **Ardèche.** Accueil rural en yourte au cœur des Cévennes ardéchoises, une immersion en pleine nature, www.yourteshau-tescevennes.jimdo.com, Eric Nimmegeers, Pruneyrolles, 07450 Saint-Pierre-de-Colombier, tél : 06 30 13 93 30.

» HABITER ENSEMBLE

■ **Alpes-Maritimes.** Recherche terrain pour poser ma caravane ou colocation sur Antibes contre services ou défragement. L'étude la poterie de septembre à juin sur Antibes. Angelina, tél. : 05 62 66 71 31.

Échange d'encart contre stand

33^e foire régionale biologique

Biozone

8 et 9 septembre 2018 de 10 à 19 heures

de Mûr à Bretagne Guerlédan

Économie et alternatives

Gratuites: Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20€ pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces:** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais:** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle:** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées:** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection:** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

agri-bio



GERS PAYSAGES EN MARCIAC 31 juillet-9 août

Agroforesterie et santé. Organisé par *Arbres et Paysages 32* et *Un monde à refaire*. Au programme entre autres : 31 juillet : machinisme et santé ; homéopathie. 1^{er} août : film *Ce qui nous lie* ; la santé par les plantes. 2 août : l'arbre, l'eau et la santé. 3 août : film *Regards sur nos assiettes* ; animal et santé ; construire avec des matériaux naturels et renouvelables. 4 août : la santé des plantes ; un paysage en bonne santé. 5 août : la santé des sols ; carbone et santé. 6 août : les légumineuses et la santé des sols. 7 août : la santé des abeilles. 8 août : arbres et vignes. 9 août : concert botanique. Également : expositions, concerts, guinguette, scène ouverte, balades botaniques, restauration.

À la Ferme de Refaire, route de Mirande.
Contact : association "Un Monde à Refaire", lieu dit Carraouet, 32 230 Monlezun, www.paysages-in-marciacl.fr

ARIÈGE MARAICHAGE AGROÉCOLOGIQUE 30 juillet-2 août, 6-9 août, 13-16 août, 20-23 août

À Riverenert. Sur quatre sessions de 4 jours. Acquérir les connaissances théoriques et pratiques de base pour permettre le lancement de son projet de maraichage agroécologique ; définir les bases technico-économiques de son projet de maraichage agroécologique.

Les Jardins d'Illas, 09200 Riverenert, gk.lesjardinsdillas@laposte.net, www.formations-agroecologie-tractionanimale.fr

LOIRE LES VENDREDI C'EST GRAINES À TOUS VENTS !

Chaque vendredi de 16h à 19h a lieu une permanence de distribution des graines et plants à La Ferme au Quartier, 2 Rue Bénévient, à Saint-Étienne.

ISÈRE TERRE VIVANTE juillet-août

Tous les mercredis en juillet et août, le Centre écologique Terre vivante propose "Les mercredis des enfants". Activités sensorielles, ludiques et pédagogiques, parcours "À la recherche des 4 éléments", ateliers de création, contes, etc. Les enfants pourront également s'amuser dans des installations originales végétales : tour de guet, dôme en bois, tunnel en saule, cabanes en osier, labyrinthe en paille...
Tél. : 04 76 34 80 80, Terre vivante, Domaine de Raud, 38710 Mens, https://www.terrevivante.org

DE CHERBOURG À PARIS NUCLÉAIRE EN QUESTIONS. LA GRANDE MARCHÉ 27 juillet-27 août

Une marche pour faire vivre le débat public autour de la place du nucléaire dans notre société. 27 juillet : départ de l'usine de retraitement de La Hague. 29 juillet : passage à Flamanville. 1^{er} août, Picauville : spectacle *Comment convaincre son tonton d'arrêter le nucléaire* ? avec Johann Charvel. 5 août, Bayeux : *Nucléaire, peut-on parler de recyclage* ? avec David Boileau (Acro). 7 août, ferme culturelle du Beyssin, Esquay-sur-Seule : *La bombe atomique, une arme de politicien* ? avec Yves Lenoir (*Enfants de Tchernobyl Belarus*). 8 août à La Demeurée, Saint-Contest : *Quel avenir pour Fukushima* ? avec Caroline Amiel (EELV). 9 août, Tandem, Caen : *Mayaak, le "trou noir" de l'industrie atomique russe* ? avec Yves Lenoir. 10 août, Cabourg/Dives : *La transition énergétique, que pouvons-nous faire* ? avec Jean Rapenne (Énergies et territoires). 14 août Lisieux/Moyaux : *Tchernobyl et l'institut Belrad, une vraie radioprotection en territoire contaminé est-elle possible* ? avec Catherine Lieber (*Enfants de Tchernobyl Belarus*). 16 août, Brienne/Bec Hellouin : *pollution des éoliennes et des panneaux photovoltaïques : fantasme ou réalité* ? avec Gaëtan Forez, consultant en énergies renouvelables. 19 août à Bernières-sur-Seine : *le stockage de l'électricité* avec Gaëtan Forez. 26 août, Paris : *100% d'énergies renouvelables en 2050, est-ce possible* ? avec Stéphane Signoret (*Compagnie des NégaWatts*). 27 août, Paris : *pourquoi un traité d'interdiction des armes nucléaires* ? avec Dominique Lalanne (*Abolition des armes nucléaires*).

Contacts et inscriptions : Nucléaire en questions, 2 rue Thibout de la Fresnaye, 14000 Caen, http://lagrandemarche.org

décroissance, transition



HÉRAULT DIMENSIONS SENSIBLES DE L'ARCHITECTURE 5-8 juillet

À Cantercel. Trois jours de conférences et d'ateliers sur la perception et l'expérience de l'espace habité. Quel est le rôle de la perception en architecture et ses effets sur l'humain dans sa construction psychique et sociale ? Face aux technologies du virtuel et à certaines tendances de l'architecture contemporaine qui tendent à couper l'humain de son environnement, la nécessité de se réapproprier la perception biologique naturelle en tant que source de rééquilibrage et de santé devient évidente. Jeudi 5 juillet - 17h30 : "Perception sensible de l'espace habité" avec Jean Pierre Campredon, architecte, fondateur de Cantercel. Vendredi 6 juillet - 9h30 : "Les douze portes de la perception" avec Isabelle Val de Flor, architecte, présidente de IFMA France (International Forum Man and Architecture) et Martin Riker, architecte - 14h30 : "Ateliers de perception sensorielle". Samedi 7 juillet - 11h00 : "Une ouverture au sensible par l'architecture" d'André Ravereau avec Jean Luc Thomas, architecte - Après-midi : "Ateliers de perception sensorielle" - 18h00 : "Le corps, architecture en mouvement" avec Myriam Gourfink, chorégraphe. Dimanche 8 juillet - Matin : "Matériaux, techniques, représentations..." atelier participatif introduit par Yannick Champain, architecte. Cantercel, 34 520 La Vacquerie, Saint-Martin-de-Castrie www.cantercel.com ; renseignements et inscriptions : tél. : 04 67 44 60 06, info@cantercel.com

énergies



MEUSE / BURE OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposants à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !
www.vmc.camp, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

NARBONNE CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONAL ANTINUCLÉAIRE 6-12 août

Rassemblement pour la mise en réseau de groupes antinucléaires, de militants et de sympathisants. Deux thèmes à l'honneur : l'usine de Malvesi-Areva près

NORMANDIE FORUM D'ÉTÉ DU MAN 29 juillet-3 août

À Tourville-sur-Pont-Audemer. Organisé par le Mouvement une alternative non-violente (MAN). Thème : "Pour agir, formons-nous à la non-violence !". 31 juillet, 16h30 : "Nouvelles pratiques d'action non-violente, l'urgence de se former" avec Jon Palais. Ateliers à la carte : action directe non-violente, agir contre la pub, améliorer notre façon de communiquer, chanter la non-violence, mieux coopérer et décider collectivement, petits pas vers le clown, réguler nos conflits, utiliser internet et les réseaux sociaux, s'initier à la conférence gesticulée, au théâtre forum, à l'improvisation théâtrale. Téléfilms, contes, jeux, balades, pluches, soirées festives. Forum enfants et forum ados. Informations et inscriptions : MAN Haute-Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, man.normandie@nonviolence.fr, Elisabeth Maheu : 02 35 75 11 08, www.nonviolence.fr

de Narbonne où l'on traite le *Yellow Cake* (concentrés d'uranium brut) provenant de plusieurs pays du monde et les risques liés aux transports de matières radioactives et cela, d'un bout à l'autre de la chaîne, c'est-à-dire depuis l'uranium brut importé jusqu'aux déchets radioactifs.
Contact : camp2018@nuclear-heritage.net

environnement



ISÈRE ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un *Center Parks*. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.
Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

CÔTES-D'ARMOR FESTIVAL DES LUTTES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

28-29 juillet
À Plougonver. 3^e édition d'un festival qui a rassemblé à chaque fois plus de 2 500 personnes. Festival, organisé par le collectif *Douar Didoull*, qui se bat contre les projets miniers, il informe sur les luttes actuelles contre les grands projets inutiles imposés en Bretagne et ailleurs et leurs alternatives. Mise en avant des luttes contre les projets miniers, mais aussi sur les autres combats qui ont des problématiques communes. Ce sera aussi trois jours de fête avec un fest noz, des concerts, des jeux et des ateliers pour les enfants.
douardidoull@riseup.net, http://alternatives-projetsminiers.org

PAYS BAS CAMP CLIMAT ET DÉSŒBBÉISSANCE CIVILE 24-31 août

Action de désobéissance civile de masse contre les champs d'extraction gazières de Groningen. Camp climat du 24 au 31 et journée d'action le 28 août. Organisé par le collectif néerlandais Code Road.
Informations : Ende Gelände, www.ende-gelaende.org/fr et www.desobeir.net.

ARIÈGE FESTIVAL STOP MINES : COORDINATION DE LUTTES 25-26 août

À Salau. Festival anti mines en France et ailleurs. Rencontres avec les collectifs anti-mines régionaux (Ariège, Creuse, Bretagne, Pays Basque, etc.) Tables rondes, concerts, stands d'informations, ballades militantes.
Plus d'infos sur www.stopminesalau.com

fêtes, foires, salons



ISÈRE 18^e FOIRE BIO DE MÉAUDRE 7-8 juillet

Pendant 2 jours, ateliers, conférences et projections sur les thèmes de l'agriculture bio, des circuits-courts, de la biodiversité... Plus de 120 exposants seront présents dans les domaines aussi variés que l'alimentation, l'habillement, l'habitat

et la santé. De 10h à 19h.
Place du Village, Le village, Méaudre, 38 112 Autrans-Méaudre en Vercors, tél. : 04 76 95 20 68, http://foirebio.autrans-meaudre.com

HAUTE-SAVOIE FÊTE DES ARBRES 7-8 juillet

À Allinges. Ce n'est pas un festival, mais un moment joyeux et convivial pour dire simplement merci aux arbres et pour retrouver, retisser, retendre ce lien unique et merveilleux qui nous unit à notre Terre nourricière... C'est aussi une convergence de luttes écologiques et sociétales organisée par l'association *Après de mon arbre (Adma)*. Dans le but de faire une fête sans électricité, les concerts sont acoustiques et des vélos permettent de procurer de la lumière... si le public pédale ! À la châtaigneraie de la Chavanne.
Contact : *Après De Mon Arbre*, 399 route d'Excuvilly, 74140 Sciez, admarbre@gmail.com ou Sébi au 04 50 72 20 52.

ARLES LA SEMAINE DE CONVIVENCIA 9-14 juillet

Square Léon Blum et quartier Griffueille. Festival musical à dimension écoresponsable. Avec les concerts des *Filles d'Illighadad*, *Tribal véda*, *Bocal up*, le quatuor *Tarab*, *Aidé sans*, *Vice et vertu*. Village "alternatives et transition" accueillant 32 structures du territoire qui présentent leur action dans 6 maisons thématiques : agriculture et alimentation, économie, énergie et mobilité, récup' et transformation, solidarité, nature. Ateliers : permaculture, abeilles, conserves, jardinières, jeux autour des plantes, auto-réparation de vélos, etc. Le festival se tient malgré la suppression totale des subventions de la région PACA et du département.
Contact : 04 90 47 55 35, https://convivenciaarles.wixsite.com

paix



ISÈRE COMMUNICATION NON-VIOLENTE 9-13 juillet

À Saint-Antoine-l'Abbaye. Session de formation organisée par la communauté de l'Arche avec Mathilde Azzouz.
L'Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, www.arche-de-st-antoine.com

HÉRAULT ÉCO-DIALOGUES 16-24 juillet

Pays de Thau. Thème de l'année : *Si tu veux la paix prépare... la paix !* Dans le cadre du festival de Thau. 17 juillet à 18h30 : "Guerre du climat... un climat de paix ?" avec Agnès Sinai de l'institut Momentum. 18 juillet à 18h30 : "La paix et la justice internationale" avec François Roux, avocat. 21 juillet à 17h : "Construire des alternatives, bâtir la paix" avec Txeht Etcheverry, de *Bizi!*, *Alternatiba*, *Artisans de paix*. 21 juillet, 18h30 : "Retrouver une relation pacifiée avec la nature", avec Valérie Cabanes, juriste de *End ecocide on earth*. 22 juillet à 18h30 : "La paix par la

TOUR ALTERNATIBA, FORMATIONS À L'ACTION NON-VIOLENTE ET ATELIERS

De début juin à début octobre se déroule le *Tour Alternatiba* à vélo dont le but est de sensibiliser un maximum de personnes au défi climatique à toutes les étapes de son parcours. Des formations à l'action directe non-violente et à la désobéissance civile seront parallèlement organisées à chaque étape afin de former des activistes climatiques prêts à passer à l'action.

Les formations auront notamment lieu en juillet : le 1^{er} à Montauville, le 2 à Nantes, le 4 à Redon, le 5 à Concoret, le 6 à Rennes, le 7 à Derval, le 9 à Couffé, le 10 à Angers, le 12 au Mans, le 14 à Chartres, le 15 à Evreux, le 16 à Rouen, le 17 à Beauvais, le 19 à Amiens, le 20 à Arras, le 21 à Loos-en-Gohelle, le 22 à Saint-Omer, le 24 à Dunkerque, le 26 à Lille, le 27 à Roubaix, le 28 à Ath, le 29 à Bruxelles, le 30 à Charleroi. En août, des formations auront lieu le 3 à Sillery, le 7 à Pont-à-Mousson, le 10 à Sarrebourg, le 11 à Strasbourg, le 13 à Ungersheim, le 16 à Besançon, le 18 à Pontarlier, le 19 à Lausanne, le 20 à Genève, le 22 à Annecy, le 25 à Grenoble, le 27 à Lyon, le 29 à Saint-Étienne, le 31 à Vienne.

Dans de nombreuses villes, des vélorutions seront également organisées au passage du tour ainsi que des soirées thématiques et des ateliers pratiques autour des enjeux climatiques et écologiques.

Inscription (nécessaire) au préalable pour les formations auprès d'ANV COP21, 20 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, anv-cop21.org ; renseignements sur le programme du tour et de chaque étape auprès d'Alternatiba, 20 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tour.alternatiba.eu

non-violence" avec Jean-François Bernardini, chanteur, fondation Umani.

Contact et informations : association Jazzamèze, Château de Girard, BP 94, 34140 Mèze, tél. : 04 67 18 70 83, eco-dialogues.fr/eco-dialogues

BESANÇON FESTIVAL INTERNATIONAL POUR LA PAIX 2-5 août

"Rendez-vous !", festival pour la paix organisé par des associations de jeunesse franco-allemandes et en particulier le MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne. Au programme : concerts, jeux, ateliers artistiques et sur des sujets comme l'économie circulaire, femmes et agriculture, la coopération en agriculture, armes et énergie nucléaire, théâtre et démocratie, les accords de libre-échange, syndicats et droits des agriculteurs, la Politique agricole commune, lobby et désobéissance civile, 100 ans après la Première Guerre mondiale, les monnaies locales, s'installer en rural, ScopTi et les Lip, etc. Avec, entre autres, Paul Quilès, Alternatiba, Fakir, la Cimade, le Mouvement des sans-terre, Debout sur le zinc.
Contact : MRJC, tél. : 01 48 10 38 30, http://rendezvous2018.eu

ISÈRE JEUX COOPÉRATIFS ET NON-VIOLENCE 8-12 août

À Saint-Antoine-l'Abbaye. Session de formation "Des jeux coopératifs pour une culture de la non-violence" avec Brigitte Mesdag et Jan Quintens, organisée par la communauté de l'Arche.
L'Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, www.arche-de-st-antoine.com

ISÈRE ÉDUCATION À LA NON-VIOLENCE ET À LA PAIX 20-25 août

À Saint-Antoine-l'Abbaye. Journées d'été de la Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, cette année sur le thème "Le conflit dans nos relations : un défi". Alternant interventions, sessions plénières et ateliers en petits groupes, ces journées permettent aux personnes intéressées et aux professionnel·les de l'éducation, d'échanger réflexions et pratiques. À l'Arche de Saint-Antoine.
Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, 148 rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, tél. : 01 46 33 41 56, http://education-nvp.org

société, politique

PAS-DE-CALAIS ARRIVÉE DE LA MARCHÉ CITOYENNE ET SOLIDAIRE 7-8 juillet

Marche pour l'accueil des migrants, contre le "délit de solidarité", contre le blocage de la frontière franco-italienne et de la

frontière franco-britannique, débutée le 30 avril à Vintimille. Elle comporte 60 étapes, et passe notamment par Nice, Marseille, Lyon, Dijon, Paris et Lille. L'arrivée est prévue à Calais le 7 juillet. La dernière étape sera de traverser la Manche pour arriver à Douvres en Angleterre le 8 juillet.

Pour rejoindre le parcours en route ou à l'arrivée : www.laubergedesmigrants.fr

ARIÈGE FESTIVAL RÉSISTANCES 6-14 juillet

Sélection d'une centaine de films et documentaires rares, souvent émouvants, percutants et saisissants, autour de quatre thèmes, et une autre sélection spéciale courts métrages : "La mécanique sexiste", "Paysannerie, champs de luttés", "La victoire des Nantis", "Fous à délier", "Le tour d'Europe en 80 courts (ou presque)" et un Zoom géographique consacré à la Géorgie. Ce festival promeut un cinéma rarement diffusé sur les écrans, pour faire connaître d'autres regards et d'autres cinéastes que ceux du prêt-à-penser habituel.
http://festival-resistances.fr, Festival Résistances, 24 avenue de Gaulle, 09000 Foix, tél. : 05 61 65 44 23, festival.resistances@orange.fr.

ISÈRE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ATTAC 22-26 août

À Grenoble. Université d'été des mouvements sociaux, une université solidaire, citoyenne et rebelle. Rendez-vous estival pour Attac – Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne – ses militant·es et ses adhérent·es. Attac est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Présence de nombreuses autres organisations syndicales et associatives pour débattre, échanger et préparer ensemble les mobilisations à venir.
contact@ue2018.org, e.monge@ue2018.org, https://ue2018.org

silence

LYON EXPÉDITION DE SILENCE

Judi 16 et vendredi 17 août

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

DRÔME RENCONTRE DES AMI-ES DE SILENCE 26 juillet-11 août

La 17^e Rencontre des Ami-e-s de Silence aura lieu au creux des montagnes de la Drôme, à 4 km de Luc-en-Diois, à la Ferme de Paulianne, terrain vallonné et boisé. 90 hectares à disposition pour partager dans la bonne humeur nos savoir-faire et nos connaissances sur l'écologie et les alternatives !

Renseignements : http://amies.revuesilence.net

vélo

NIÈVRE LA VÉLORUTION UNIVERSELLE 5-8 juillet

Comme chaque année, la vélorution universelle se pose quelques jours dans une ville pour des rencontres, débats, pique-niques... Accueil dès le jeudi 5 après-midi au bivouac (situé à Marzy, à environ 7 km du centre-ville de Nevers). Accueil le vendredi et le samedi à Nevers à la salle des Éduens. Deux vélorutions sont prévues le vendredi et le samedi à Nevers.

Plus d'infos : lesvoiesdelaforche@riseup.net ou au tél. : 09 53 25 79 58, http://velorutionuniverselle.org

PARIS VÉLORUTION 7 juillet et 4 août

Départ place de la Bastille à 14h
www.velorution.org/paris

18^{ème} Foire Bio Méaudre
7 et 8
Juillet 2018

Exposants
Conférences
Ateliers enfants
Restauration
Expositions

Office de tourisme de Méaudre - 04 76 95 20 68
foirebiomeaudre@gmail.com - foirebio.autrans-meaudre.com

Espace Nature Isère organise le

22^e Festival de l'Avenir au Naturel

1^{er} & 2 sept. 2018
Samedi de 10h à 20h
Dimanche de 10h à 19h

L'ALBENC

- Foire bio Entrée gratuite
- 200 exposants
- Conférences
- Ateliers et animations
- Buvette Bio
- Concerts

ISÈRE
LE DÉPARTEMENT
www.isere.fr

ORGANISÉ PAR
Espace Nature Isère
04 76 36 50 10
38 470 L'ALBENC
www.espace-nature-isere.fr



▲ À Dhaka au Bangladesh, le bruit dans les rues provient autant des hauts parleurs que du trafic dense.

Le bruit tue

16 600, c'est le nombre de décès prématurés causés par le bruit chaque année en Europe.

LES CHIFFRES DU DERNIER RAPPORT DE l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), paru en 2017 sont encore plus accablants qu'en 2014 (1). Ces décès sont principalement les suites d'accidents vasculaires cérébraux et de crises cardiaques, 9 sur 10 seraient imputés au bruit du trafic routier. Il y a trois ans, ils s'élevaient à 10 000. L'Observatoire du bruit en Île-de-France, Bruitparif (2), définit le bruit comme un "son qui produit une sensation auditive considérée comme désagréable, gênante ou dangereuse pour la santé. Chaque personne possède sa propre perception du bruit qui dépend de composants multiples liés au contexte, à l'histoire personnelle et culturelle." Les gênes ou nuisances sonores peuvent être considérées comme de la pollution puisqu'elles dégradent l'environnement, la santé des humains et perturbent les écosystèmes.

DES PATHOLOGIES LIÉES AU BRUIT

Une gêne est par définition très subjective, il est ainsi difficile de prouver une relation directe entre la dégradation de l'état de santé et le bruit. La Société européenne de cardiologie affirme que le bruit engendre la sécrétion d'hormones de stress, notamment d'adrénaline et de cortisol. Ces hormones augmentent la tension artérielle et le rythme cardiaque (3). De son côté, l'Institut suédois Karolinska fait le lien entre la sécrétion de cortisol et la prise de poids. Deux impacts qui à long terme favorisent les troubles cardio-vasculaires. Ces nuisances pourraient aussi faire apparaître des pathologies psychiatriques telles que l'anxiété, la dépression ou encore augmenter l'agressivité.

Les acouphènes sont une autre conséquence plus connue mais encore mal reconnue. Ils peuvent apparaître suite à une forte exposition au bruit, mais aussi être provoqués ou accentués par l'anxiété. Cécilia Nauczyciel, médecin psychiatre, explique pour *France Acouphène* que "les patients entrent dans un cercle vicieux où dépression et acouphènes s'auto-entretiennent."

LA POLLUTION SONORE SOUVENT LIÉE À D'AUTRES POLLUTIONS...

Un bruit pourra être considéré comme une nuisance ou non selon la personne et la situation. Ainsi, explique Emilie, ingénieure acoustique, "si l'on profite de la gare à proximité ou de l'arrêt de tram en bas de chez soi, on acceptera plus facilement le bruit qui en découle !". Alors que d'autres plus faibles peuvent nous agacer davantage surtout s'ils nous semblent exagérés. "Camions-poubelle, ramassage du verre, bruit des voisins, des équipements, de la vie nocturne... Les bruits de voisinage sont les plus durement ressentis par les français, mais aussi les plus difficiles à étudier et à traiter".

Diminuer ses déchets, consigner le verre et réduire les appareils électroménagers et les équipements du bâtiment toujours plus nombreux, peuvent être des premières pistes. Bien souvent réduction de la pollution sonore et considérations environnementales vont de pair.

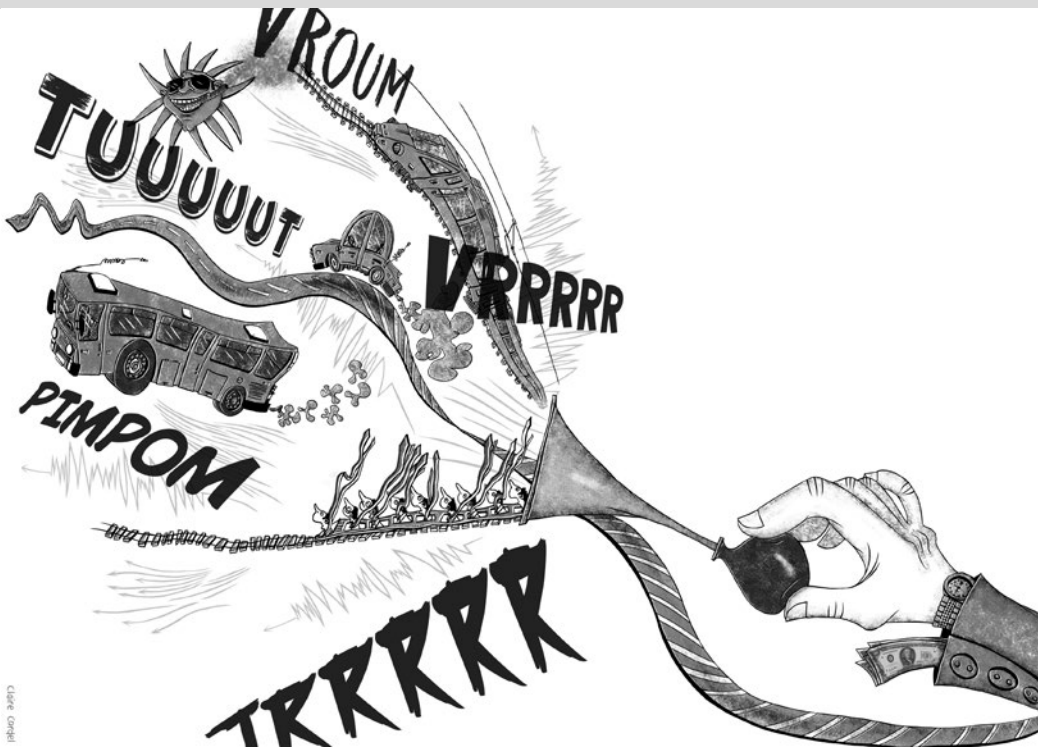
...ET PRINCIPALEMENT AUX TRANSPORTS

Le bruit est principalement lié aux transports, à hauteur de 80%, en France. Le trafic routier est en tête

(1) www.eea.europa.eu/themes/human/noise

(2) Bruitparif est un centre d'évaluation technique de l'environnement qui observe et documente le bruit lié à la circulation routière, au trafic aérien et ferroviaire, aux activités commerciales, industrielles et à la vie locale. Il participe à la prise en compte du bruit dans les politiques publiques et valorise et diffuse les bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion du bruit dans l'environnement.

(3) Étude parue dans le *European Heart Journal* en juin 2015.



avec 68% suivi de l'aérien avec 20%, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Concernant les voitures, il faut réduire d'une part le trafic et d'autre part la vitesse. En effet, au delà de 50km/h le bruit provient du frottement des pneus sur la chaussée et non du moteur. L'amélioration acoustique des nouveaux véhicules ou les modèles électriques ne sont donc pas une solution pour toutes les populations des régions rurales et des périphéries urbaines. Réduire le nombre de vols et la place de la voiture individuelle est, ici encore, un enjeu majeur.

Le transport de marchandises représente une part considérable de ces nuisances. Les poids lourds sont encore plus bruyants que les voitures et le fret ferroviaire n'est pas en reste. Ce dernier permet cependant de dégager de vastes territoires plus silencieux. Le trafic ferroviaire est le point le plus délicat dans un objectif de conciliation des luttes contre la pollution sonore et pour l'environnement. Produire moins et consommer local sont, une fois de plus, les seules réponses valables...

L'important, selon Émilie, "est d'intégrer en amont la thématique acoustique lors des projets urbains sur les formes bâties, leur positionnement, l'orientation des pièces à vivre..." et dans la construction ou la rénovation des bâtiments eux-mêmes. Des travaux d'isolation doivent être l'occasion de rénovation acoustique. Même si ces deux types d'isolation ne nécessitent pas tout à fait la même mise en œuvre.

LE BRUIT, FACTEUR D'INÉGALITÉS

L'ingénieure constate un "manque de militantisme chez la majorité des acteurs privés de la construction. Pour ces derniers, l'acoustique est encore souvent la thématique où l'on cherche à faire des économies...". Du côté de l'État et des collectivités, les plans de prévention du bruit dans l'environnement

peuvent être, selon elle, une démarche intéressante. Seulement, ces plans "peinent à porter leurs fruits par manque de budgets alloués : beaucoup sont des coquilles vides". Les coûts des opérations peuvent bénéficier de financements publics mais une part reste souvent à la charge des propriétaires, notamment pour les menuiseries. Les plus modestes ainsi que les locataires sont donc bien souvent les moins bien lotis, aussi face au bruit...

L'aspect inégalitaire de la pollution sonore a été pointé du doigt par *Bruitparif*. L'Observatoire

Quelques chiffres :

En Europe :

- 32 millions de personnes sont gênées par le bruit dans leur environnement.
- 43 000 sont admises dans les hôpitaux chaque année pour des pathologies cardiovasculaires liées au bruit.
- 13 millions subissent des troubles du sommeil causés par les nuisances sonores.
- 13 000 élèves, vivant près des grands aéroports, connaissent des troubles de l'apprentissage.

En France :

1/4 de la population est touché par des acouphènes dont 2 à 4 millions de personnes de manière permanente (sondage *Ifop* mars 2018).

En Île-de-France :

La population perdrait de 7 mois à 2 ans de vie en bonne santé à cause de la pollution sonore ("*Impact sanitaire du bruit des transports au sein de l'agglomération parisienne*" *Bruitparif*, utilisant l'indicateur DALY de l'OMS).



▲ *Projet artistique qui représente la pollution sonore présenté à Mumbai en Inde en 2012.*

Pour en savoir plus :

■ **Bruitparif**, 32 boulevard Ornano, 93 200 Saint-Denis, Tél. 01 83 65 40 40.

■ **Le Centre d'information et de documentation sur le bruit** 12-14 rue Jules Bourdais, 75017 Paris, Tél. 01 47 64 64 64.

Dans le numéro 437 de *Silence*, Florence Louis rêve d'un monde sans bruit(s) et que tout-es les habitant-es des bords de route se lèvent contre le passage si bruyant des poids lourds. Car "il suffirait d'un pas, un pas commun, TOUS ENSEMBLE, un pas du pavé au goudron suffirait à TOUT STOPPER. Bien sûr le pas d'un seul vaudrait suicide. Seul tu n'es rien contre le monstre, il te broierait comme il écrase tes tympans toute la journée."

■ Jean-Louis Beaumier, *L'isolation phonique écologique, Matériaux et équipements. Mise en oeuvre et études de cas*, éd. Terre Vivante, 2011.

affirme que "le bruit apparaît comme un facteur qui renforce les inégalités sociales et territoriales." Celles et ceux qui en ont les moyens fuient le bruit au profit de la périphérie plus tranquille, alors que les plus modestes sont contraintes de le supporter. La durée des trajets s'allonge alors, créant de nouveaux flux pendulaires et engendrant des nuisances sonores dans de nouvelles zones. Là où le bruit est le plus intense, les prix de l'immobilier baissent, les investissements diminuent, les rénovations nécessaires ne sont pas effectuées. Ces secteurs connaissent donc une spirale descendante.

Chocs acoustiques en série chez Fidelia Assistance

Fidelia Assistance, c'est une plateforme d'assistance automobile du groupe COVEA (MAAF, MMA, GMF) par téléphone à Tours: les salarié-es travaillent donc essentiellement au téléphone. Ils et elles subissent depuis septembre 2017 de façon de plus en plus fréquente des chocs acoustiques dus à des bruits forts inattendus au téléphone. Le choc peut conduire à des traumatismes sonores reconnus comme accident du travail : hyperacousie, décalage temporaire du seuil de l'audition, etc. Pour protester contre ces conditions de travail dangereuses, des salarié-es de *Fidelia assistance* avaient utilisé leur droit de retrait en février 2018, appuyés par le CHSCT. Suite aux diverses pressions de la direction, les salarié-es ont repris le travail. Le 23 mai 2018, une cinquantaine de salarié-es de *Fidelia* a de nouveau cessé le travail suite à une nouvelle vague de chocs acoustiques, malgré les pressions de la direction de l'entreprise. La santé des salarié-es semble ici faire peu de bruits... (Source : *La Rotative.info*)

Pour les ménages aussi, le bruit n'est pas la priorité principale. Émilie témoigne de certaines situations de grande précarité, notamment énergétique, lorsqu'elle effectue des prélèvements.

En 2016, un rapport sur les inégalités environnementales en Île-de-France est rédigé par l'*Observatoire régional de santé (ORS)* d'Île-de-France et l'*Institut d'aménagement et d'urbanisme région Île-de-France*. Une relation forte entre défaveur environnementale et défaveur sociale est mise en évidence, dans des secteurs souvent exposés à de multiples pollutions (de l'air, des sols, de l'eau, sonore, et à la présence d'installations d'élimination des déchets). Si l'on prend en compte les impacts de la pollution sonore, notamment les risques de troubles de l'apprentissage et du sommeil, la spirale ne peut que s'aggraver.

CROISER LES PROBLÉMATIQUES

Ainsi, des plans d'urbanisme tentent de conjuguer ces différentes problématiques. Dans le quartier lillois du Faubourg de Béthune, traversé par de grands axes de circulation, 1 500 logements sociaux sont à réhabiliter. Un exemple à suivre selon l'ingénieure, car "plusieurs thématiques sont croisées dans la réhabilitation du quartier, notamment acoustique, qualité de l'air intérieur et extérieur, production d'énergie renouvelable, agriculture urbaine..." Sur un kilomètre, des écrans seront installés en bordure d'autoroute pour lutter contre le bruit. D'autres usages adossés à ce mur acoustique sont à l'étude : fonction dépolluante, ajout de panneaux photovoltaïques, intégration de serres agricoles... Un mur qui fait plus office de pansement que de solution. Et si on allait plus loin, et qu'on démontrait plutôt les autoroutes ?

Romane Dubrulle ■



◀ Nardo, dessinateur pour *La Décroissance* et *Le Postillon* notamment, signe les dessins du livre.

Aude Vidal, pour une écologie de combat

Le livre *Egologie, écologie, individualisme et course au bonheur*, d'Aude Vidal lance un pavé dans la mare. Il dénonce la récupération de l'écologie au profit d'une course au bonheur individualiste. L'autrice, militante écologiste, tente en dénonçant ces dérives de redonner corps à la dimension politique de l'écologie.

FORTE DE SON EXPÉRIENCE, AUDE VIDAL interroge les mécanismes de mise en place des alternatives. Tout en reconnaissant l'importance et les bienfaits de celles-ci, elle prend le contre-pied d'une analyse élogieuse pour en montrer les dérives. Le livre est construit autour de deux axes principaux. La question de l'individualisme, qui s'incarne particulièrement dans certaines pratiques de développement personnel, et les logiques de classes sociales. Le livre dénonce, exemples à l'appui, les effets néfastes de ces deux biais, avant de proposer des pistes pour les surmonter.

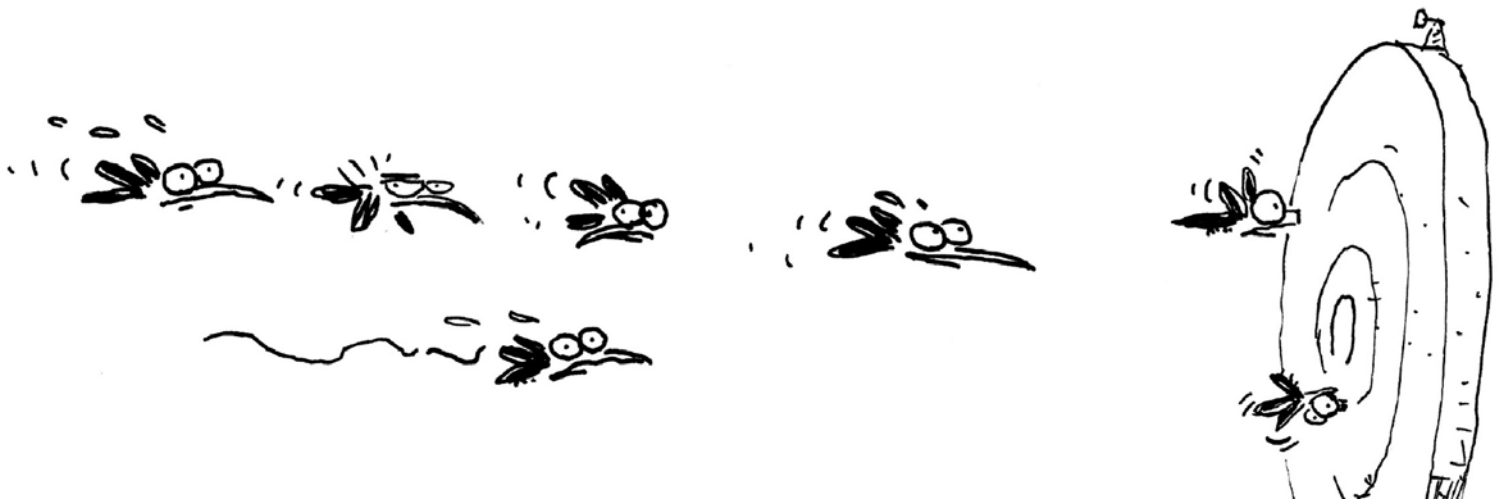
DES PRATIQUES INDIVIDUELLES PEUVENT-ELLES SAUVER LE MONDE ?

La construction d'une certaine écologie se fait sur des schémas individualistes et libéraux. En s'appuyant notamment sur les enquêtes de Nicolas Marquis, sociologue belge, Aude Vidal montre qu'une partie des écologistes lie intimement le développement personnel et le changement social. "*Changement individuel avant changement social : ce n'est sans doute pas un hasard si la moitié environ des personnes interrogées envisage concilier*

la préservation de l'environnement avec le capitalisme [...] Les 'petits gestes' qui ont été dans un premier temps proposés aux "éco-citoyen-nes" par les acteurs associatifs sont devenus, repris par les autorités politiques ou les grandes entreprises, un moteur d'inertie. Ils témoignent autant d'une volonté de chacune de rassurer à peu de frais ses angoisses écologiques que de celle des institutions qui les promeuvent de faire oublier la toxicité de leurs activités ou leur incapacité à mener des politiques environnementales dignes de ce nom. Par exemple, pendant que le lobby des agriculteurs tarnais fait construire des retenues d'eau pour continuer à irriguer le maïs, une culture visiblement peu adaptée au climat local, nous sommes invitées à ne plus laisser couler le robinet lors de notre brosse à dents." La disproportion en termes d'impact de ces deux actions oblige à interroger la stratégie qui consiste à partir de pratiques individuelles pour promouvoir un monde plus écologiste.

UN INDIVIDUALISME QUI MASQUE LES RAPPORTS DE CLASSE

Partir de soi pour changer le monde peut amener à oublier la dimension collective du changement social, au risque d'une réaffirmation des inégalités. À



l'encontre de l'idée reçue selon laquelle *"tout le monde [...] a en soi les ressources pour aller bien, faire le ménage dans sa vie, se débarrasser de la négativité et adopter une attitude positive"*, l'autrice affirme que *"cette égalité de principe justifie l'inégalité des conditions : tout le monde n'a pas travaillé sur soi" avec la même application. [...] Loin des pensées de l'émancipation qui ont des caractères collectifs plus marqués, qui envisagent des classes en lutte contre des dominations structurelles, cette écologie dépolitisée est un outil d'acceptation sociale d'autant plus efficace qu'elle se présente comme une 'alternative' atteignable et individuellement gratifiante."* Cet individualisme n'est pas le propre des univers écologistes, mais trouve dans le terreau des médecines alternatives et du développement personnel une nouvelle valorisation.

Cette vision individualiste du changement masque souvent les rapports de classes à l'œuvre dans les alternatives écologistes, portées par des classes sociales dominantes culturellement, sans être dominantes politiquement ou économiquement. *"Les conflits entre groupes sociaux sont peu présents dans les récits des 'alternatives' qui préfèrent une vision de l'individu et des relations interindividuelles dont sont exclues les notions de conflictualité et d'intérêts divergents entre classes sociales."*

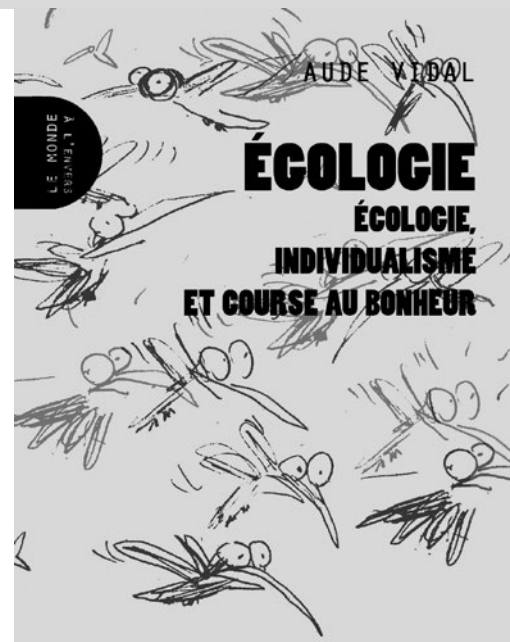
On peut prendre l'exemple de l'écologie urbaine, où un mode de vie écolo appuie la distinction sociale : on va au travail en vélo, on participe à des jardins partagés... À partir d'idées écologistes que l'on a envie de promouvoir, on peut participer à des rapports de classes. Les jardins partagés dans les centres urbains font augmenter le prix des loyers. Dans les associations de jardinier-es, les réunions servent à s'organiser et les concertations à gérer les conflits. Les personnes qui maîtrisent le moins ces modes d'interactions se retrouvent de fait exclues et on ne peut que remarquer que les personnes qui finissent par partir font souvent partie des classes

sociales défavorisées. Ce constat n'a pas pour but de freiner la mise en place des jardins partagés, qui sont des alternatives réelles et intéressantes. La critique de l'autrice ne porte pas sur le projet en lui-même, mais sur la faible diversité de personnes qui le porte. Une fois ce constat énoncé, il convient de le nuancer et de le confronter aux réalisations concrètes, souvent plus complexes.

L'AUTOPRODUCTION ET L'INTERDÉPENDANCE

Autre conséquence d'une approche individuelle du changement : la récupération de l'autoproduction au profit des plus aisés. L'autoproduction domestique, parfois appelée DIY (*Do it Yourself*) est *a priori* une pratique résiliente qui permet de s'extraire en partie de la société marchande. *"Se dépendre du capitalisme et de la circulation de biens et de services qu'il organise passe par un autre rapport au faire, qu'il s'agisse de répondre à des besoins quotidiens ou de créer en-dehors de la sphère marchande. [...] Parfois, à partir d'une pratique individuelle, l'autoproduction change le travail ou crée du lien. Un apprenti boulanger teste sa vocation en préparant de grosses fournées qu'il vend à son entourage"*. Ici, c'est un échange extérieur à la sphère domestique qui est valorisé. L'échange de savoirs et de pratiques, monétaire ou non, valorise le travail de l'artisan-e et permet à chacune d'avoir une place dans la société. Cette valorisation ne résume cependant pas les pratiques d'auto-production, qu'on retrouve dans toutes les classes sociales et qui peuvent avoir des motifs très variés : la réappropriation de savoirs-faire parfois oubliés, un souci économique, une volonté de s'approprier des techniques de production, etc.

Selon l'autrice, les bienfaits du DIY s'altèrent quand celui-ci sert à produire uniquement pour soi. *"Les domiciles sont encombrés de machines à pain ou de yaourtières sous-utilisées, les étagères croulent*



sous le poids des livres de recettes ou de bricolage : le DIY, paradoxalement, fait vendre. Et derrière l'autonomie de façade, l'insertion dans un système économique et technique demeure." Ainsi, le capitalisme a réussi à récupérer l'idée d'autoproduction pour en faire un produit marchand, qui participe à la domination sociale des classes les plus aisées, au détriment du petit artisanat.

TOUS ÉGAUX, TOUTES ÉGALES ?

Cet effacement des rapports de classes se couple parfois d'un effacement des rapports de genre. Certaines branches du développement personnel présentent l'homme et la femme comme "complémentaires", œuvrant ainsi à masquer l'inégalité structurelle entre les femmes et les hommes. Le mot "complémentarité", ça veut aussi dire chacun-e à sa place. *"Il n'est pas question dans leurs discours positifs sur les relations femmes-hommes d'inégalité, d'exploitation ou de conflit."* Certaines alternatives prônent ainsi l'harmonie, la complémentarité en évacuant la dimension conflictuelle des rapports sociaux : *"il n'en reste pas moins que les femmes ont plus à perdre que les hommes dans cette situation présentée comme enviable. Les inégalités de genre ont ceci de particulier que femmes et hommes vivent ensemble et que la complémentarité entre eux, aussi bien dans l'espace intime que dans la vie publique, est perçue positivement. Or la vie commune est souvent défavorable aux femmes."*

VISER L'HARMONIE SANS ÉVACUER LE CONFLIT

Finalement, derrière ces impasses, Aude Vidal pointe le problème du rapport au conflit. Selon elle, certains discours affirment *"un changement sans conflictualité, qui repose sur la conviction que ces 'alternatives' sont désirables par toutes."* L'ouvrage s'inscrit en faux contre l'idée qu'il y aurait des

solutions simples et faciles à proposer pour arriver à une société écologiste. Les pratiques écolo ont une dimension d'exemplarité, une volonté de suggérer des pistes pour vivre autrement, qui exige une réponse complexe. "L'alter écologie" est multiple : elle peut être proche de l'anarchisme, en portant une critique radicale en acte, ou porteuse d'une rénovation du capitalisme, avec les entrepreneurs et entrepreneuses écolos. C'est un monde très varié. Malgré une critique intransigeante, Aude Vidal réaffirme qu'il faut respecter cette diversité, chacun-e ayant sa manière de changer les choses. *"Puisque construire un monde nouveau n'est pas aménager l'ancien, l'équilibre entre destruction et création s'impose."* C'est la diversité des modes d'action et de réflexion qui permettra de réellement changer les choses. Notre société très compétitive rend malade, pas seulement à cause des produits chimiques et de la pollution, mais aussi en promouvant des valeurs dures. Face à des positionnements individuels parfois paresseux, ce livre formule des critiques visant à élever le niveau d'exigence pour s'améliorer ensemble.

MG, toutes les citations sont extraites du livre ■

■ Écologie. Écologie, individualisme et course au bonheur, Aude Vidal, éd. Le Monde à l'envers, 2018

Aude Vidal, militante écologiste de longue date, anime par ailleurs un blog sur l'écologie politique et collabore à divers médias indépendants. Elle fut également éditrice de la revue politique *L'An 02* et a récemment coordonné l'ouvrage *On achève bien les éleveurs*, aux éditions L'Échappée.



▲ 9 juillet 2016, le parvis d'un glacier est réaménagé par les habitantes du quartier.

Depave : sous les pavés la verdure

DEPAVE EST UNE ASSOCIATION ÉTASUNIENNE QUI débétonne ! Lorsqu'un des fondateurs de *Depave*, Arif Khan, a démoli son garage en 2005 et l'a remplacé par un bosquet d'arbres fruitiers, il s'est rendu compte que la même action pouvait être appliquée à une échelle beaucoup plus grande. Trois ans plus tard, la première transformation de parking de *Depave* est achevée : Arif Khan et 147 bénévoles transforment un terrain en asphalte sous-utilisé en un jardin communautaire.

L'association accompagne aujourd'hui des habitant·es de quartiers dans la transformation de leur environnement quotidien, notamment en remplaçant des zones goudronnées par des parterres fleuris ou cultivés. En créant du lien dans un quartier, l'association favorise les échanges au niveau local, tout en luttant contre la

pollution et en promouvant une ville plus résiliente. Concrètement, *Depave* propose de former – aux États-Unis, mais aussi partout dans le monde – des groupes qui souhaitent enlever le béton et l'asphalte de leurs trottoirs.

Les surfaces goudronnées contribuent à la pollution des eaux de ruissellement, car l'eau de pluie transporte les polluants toxiques jusque dans les rivières. La suppression des trottoirs imperméables réduit donc la pollution des eaux pluviales et permet le développement de l'agriculture urbaine, ou plus simplement d'embellir un coin de rue. Faire coexister les plantes et les humains en ville : un défi relevé par les bénévoles de *Depave* !

• <http://depave.org>



Dépave



Dépave



Dépave

▲ 24 juin 2017, à Portland, le parking de l'église luthérienne est refléuri.



Dépave



Dépave

▲ 11 juin 2017, à Russellville en Arkansas.



Dépave

▲ 19 octobre 2017, les abords du marché couvert d'Hillsboro dans l'Oregon voient pousser fleurs et herbes aromatiques.



▲ Les militantes en lutte acquièrent de l'expertise, les scientifiques se mettent à militer : un exemple avec le Collectif des Naturalistes en lutte à Notre-Dame-des-Landes.

Éloge des zad !

La Zad de Notre-Dame-Des-Landes, outre la violence physique du démantèlement, a subi et subit encore la violence symbolique des discours d'un incroyable mépris de la part de nos "élites", président en tête. D'où l'importance de reconsidérer la dimension politique des luttes pour la défense de territoires.

"RÉSISTER AUX GRANDS PROJETS INUTILES et imposés [GPII]. De Notre-Dame-des-Landes à Bure" : tel est le titre de l'ouvrage du collectif universitaire et militant *Des plumes dans le goudron (1)*. Paru le 19 avril 2018, en pleine expulsion militarisée à NDDL, il tombe à pic pour montrer la "force transformatrice" des "luttes de territoire". Dégustation d'un peu de sa substantifique moelle.

À partir de 2010, les "luttes de territoire" commencent à se regrouper sous la bannière de l'opposition aux GPII. Elles concernent des projets d'aménagement divers : aéroport comme à NDDL, centre de loisirs à Roybon, centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, barrage à Sivens, etc. Elles émergent dans un contexte qui se voudrait post-politique : les aménageurs, publics et privés, prétendent agir en gestionnaires rationnels de "l'intérêt général". Et quand ils consultent les populations locales, c'est sur le choix des pots de fleurs. Dans l'espace médiatique dominant, se développe tout un discours visant à discréditer les oppositions : qui n'ont pas bien compris les enjeux pour l'avenir, sont irresponsables, ne font que défendre leurs prés carrés (le fameux NIMBY (2)).

UNE RÉSISTANCE ÉCLAIRÉE

Or, tout au contraire, ces luttes réussissent à politiser le combat environnemental (chose souvent

difficile) aux plans locaux et bien au-delà. Elles y parviennent en se constituant en "résistance éclairée" par quatre points forts :

- D'abord la création de nouveaux liens sociaux, entre personnes venues d'horizons très divers, voire de mondes *a priori* peu compatibles : populations locales, jeunes urbaines en rupture de ban, mouvances militantes écologistes et/ou libertaires, milieux universitaires et artistiques, etc. (3) Cela ne va pas sans tensions ni conflits mais crée cependant des dynamiques inédites et puissantes qui fournissent l'énorme énergie des luttes.
- Ensuite, la constitution de nouvelles connaissances. Les militant·es, souvent profanes au début, acquièrent peu à peu une expertise sur les sujets de leurs luttes. Utilisée en contre-expertise face à celle des aménageurs, dont les failles sont mises au jour, elle dément la vision technocratique d'une population qui ne comprend pas ce qui se passe.
- Troisième point fort pour la résistance éclairée, l'attachement au lieu. Les personnes sur place développent des liens physiques, matériels mais aussi affectifs très forts avec les lieux à défendre. Ces territoires relèvent souvent de la "nature ordinaire", sans attrait spectaculaire. Mais la lutte en fait redécouvrir les richesses, les rend précieux aux yeux des populations historiques qui ne les voyaient plus, comme à ceux des nouvelles arrivées.

(1) Le collectif est composé de Anahita Grisoni, sociologue et urbaniste, Julien Milanese, économiste, Jérôme Pelenc et Léa Sébastien, géographes.

Leur livre est paru en avril 2018 aux éditions Textuel. Relevant de la littérature scientifique engagée, il se lit avec autant de facilité que d'intérêt.

Silence, dans son numéro de mars 2015, publiait un article de A. Grisoni : "Le mouvement Notav, terrain fertile des alternatives ?"

(2) *Not in my backyard*, pas dans mon jardin.

(3) La lutte contre le projet de méga-prison de Haren à Bruxelles illustre l'établissement de ces "liens sociaux improbables" : population locale, mouvements écologistes régionaux et internationaux et milieu anti-carcéral se sont découverts et rassemblés.



▲ L'association regroupant l'opposition au projet de méga-décharge en Beauce a élargi sa lutte locale à un combat bien plus global. ADSE signifiait Association de Défense de Saint-Escobille et c'est désormais l'Association de Défense de la Santé et de l'Environnement.

- Enfin, la capacité à émettre des propositions politiques. Elle découle des trois conditions précédentes. Lorsque des personnes surmontent leurs divergences pour agir en collectif, acquièrent des connaissances et s'approprient ou se ré-approprient fortement un lieu, "alors tous les ingrédients sont réunis pour que des propositions politiques émergent du collectif" (voir encadré).

UN INSTRUMENT DE REPOLITISATION

La "gouvernance" prétendue neutre et porteuse de projets incontestables considère les collectifs sur les ZAD comme illégitimes, voire comme des ennemis de la démocratie, à museler ou à traiter en extrémistes criminels. Une attitude qui génère de potentielles violences.

Or, à l'inverse de cette gouvernance qui dépolitise (en niant les intérêts et opinions divergentes), les territoires investis par les luttes repolitisent. À l'instar des usines autrefois, par leur dimension matérielle, ils permettent l'émergence de nouvelles consciences de "classes", ou en tout cas collectives. La vie quotidienne y devient un mode de lutte en acte, un "habiter politique". À l'heure du tout digital et virtuel, les luttes de territoires sont incarnées, physiques, et rendent visibles des conceptions alternatives du monde.

UN MOUVEMENT SOCIAL DÉCENTRALISÉ

Leur ancrage local, loin de porter à l'égoïsme, opère au contraire, par "résonance émotionnelle", la mise en œuvre de solidarités globales. Les personnes investies dans la défense de leur territoire développent une compréhension intime des luttes des autres et ne se satisfont plus d'un rôle passif. Les zadistes se prêtent main forte d'un lieu à l'autre, d'un pays à l'autre, les mouvements de

sympathie réunissent des milliers de personnes de tout bord. Le soi-disant NIMBY est en fait un NIABY (4) : ni ici, ni ailleurs.

"Les luttes de territoires, aussi diversifiées, localisées et limitées soient-elles" sont à considérer plutôt "comme des éléments d'un mouvement social décentralisé qui prend peu à peu conscience de lui-même". Un mouvement qui intègre, par le bas et sans oublier les marges, les combats écologiques et socio-politiques.

Danièle Gonzalez ■

Une toute autre conception de l'intérêt général

Quels sont les soubassements des propositions des collectifs contre les GPII ? *Des plumes dans le goudron* identifie à nouveau quatre lignes, sur lesquelles les collectifs de lutte divergent radicalement des ambitions des projets d'aménagement des territoires. Ils se placent dans une perspective de post-croissance alors que les projets sont dans la fuite en avant du "toujours plus" (de transports, de tourisme, de déchets à traiter...). Ils œuvrent pour la relocalisation des activités contre les logiques de "compétitivité territoriale" dans lesquelles des villes moyennes (Toulouse ou Nantes par exemple) sont censées se battre pour rester attractives au plan mondial. Ils exigent la conservation des éco-systèmes naturels et des modes de vie, refusant les éventuelles compensations financières ou en termes d'emplois. À la technophilie galopante des promoteurs et enfouisseurs de tous poils, ils répondent enfin par une techno-critique qui met le bon sens et l'élémentaire prudence de leur côté.



Le numéro 413 de la revue *Silence*, "Résister aux grands projets inutiles", paru en juin 2013, est épuisé et librement téléchargeable sur notre site.

(4) *Not in anyone's backyard*, littéralement, dans le jardin de personne.



▲ (Festives de la décroissance 2017 à Saligny-sur-Roudon (Allier).

La Maison commune de la décroissance

La *Maison commune de la décroissance* est née à la fin de l'année 2017. Il ne s'agit pas d'un bâtiment mais d'un processus collectif. Thierry Brulavoine explique comment a émergé cette initiative et quels sont ses objectifs.

L'HISTOIRE (FRANÇAISE) DE LA DÉCROISSANCE est émaillée de création de petites structures et groupements qui ont tenté de converger à plusieurs reprises, et ce depuis 2007 au moins. Mais cela n'a jamais vraiment permis à la décroissance de percer et de se faire connaître du grand public. En 2015, une initiative a été lancée visant à structurer la décroissance au niveau national.

"NOUS AVONS CHOISI LA VOIE LONGUE"

Si le processus a pris deux ans, c'est qu'il avait d'emblée écarté la "voie courte" de la facilité : celle d'un appel à se rassembler pour se rassembler, autour du plus petit dénominateur commun, avec comme "produit d'appel" des "personnalités". C'est la voie longue qui a été suivie, celle d'un travail idéologique de fond. Depuis novembre 2017, la *Maison commune de la décroissance* a fait le choix de la voie démocratique pour repasser sous les plafonds de la soutenabilité écologique si nous voulons vivre ensemble en société.

Comme l'indiquent ses statuts, cette "association a pour objet de faire connaître la décroissance et s'attache à construire une philosophie politique et un mouvement politique en cohérence avec cet objet".

L'élaboration d'un noyau philosophique commun (1) pose le cadre de travail associatif. Pour devenir membre, il faut d'abord adhérer à la charte de la *Maison commune de la décroissance* (2)

Nous considérons la décroissance comme une parenthèse politique temporelle, idéalement la plus courte possible. "La décroissance, trajet vers des sociétés écologiquement soutenables, socialement décentes et démocratiquement organisées, passe par la baisse de l'extraction, de la production, de la consommation et des déchets".

APPRENDRE À COOPÉRER

Notre association s'est fondée sur une critique radicale de l'individualisme, qui fait de la décroissance une philosophie politique, c'est-à-dire une recherche de ce qui fait sens dans une vie humaine.

"Dans la Modernité, la découverte du sens de la vie est l'affaire de chaque individu isolé. Le postulat est que chaque individu a le droit de mobiliser toutes les ressources nécessaires à cette fin. Au niveau de la société, cela se traduit par une exigence non négociable de croissance : seule la croissance peut satisfaire toutes les exigences de tous ces individus ne devant pas être limités" (3).

(1) Voir la rubrique "Histoire du processus étape 6" sur le site <http://ladedcroissance.xyz>

(2) Celle-ci commence par "La croissance, c'est le non-sens. Le bon sens, c'est la décroissance".

(3) Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis, *Introduction à Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, éd. Le Passager clandestin, 2015.



▲ Atelier lors de (F)estives de la décroissance 2017.

Seulement nos imaginaires sont plus ou moins colonisés par cet individualisme. Nous apprenons donc à travailler ensemble et à coopérer. En résumé, l'assemblée générale (réunie plusieurs fois par an) confie à "la coopérative" de la *Maison commune de la décroissance (MCD)* une mission de visibilité (les tâches administratives et politiques permettant la mise en œuvre des orientations définies, en particulier la trésorerie, l'événementiel, la mise en réseaux, la communication et les porte-parole) et à "la mutuelle" le travail sur la crédibilité et la désirabilité d'un projet politique (l'élaboration, l'écriture et l'actualisation d'un manifeste, un vademecum et des propositions programmatiques concrètes).

En créant la *Maison commune de la décroissance*, il y a eu une clarification sans ambiguïté de la question électorale : la MCD ne présente pas de candidat-es. Voici l'article 2 bis des statuts : "Sans aller aux élections en son nom, l'association élabore un projet et des propositions politiques qui organisent démocratiquement la décroissance. Lors des périodes électorales, l'association peut soutenir officiellement des candidatures conformes à cet objet". En cela la MCD, s'inspire du positionnement qui a prévalu chez *Les Amis de la Terre* jusqu'en 1984, date de création du parti *Les Verts*, devenu depuis le vitrioleur de l'écologie politique.

Nous accordons la priorité aux temps de rencontre pour discuter et construire ensemble un projet politique. Les adhérent-es peuvent s'investir soit dans la coopérative soit dans la mutuelle soit dans les groupes territoriaux. Ces groupes s'autogèrent et maîtrisent leur fonctionnement interne.

Une référence commune au terme "décroissance" a été actée, il y a donc différents groupes territoriaux tels que *Rhône-Alpes décroissance*, *Bretagne décroissance*, *décroissance Ile-de-France*, *Vendée décroissance*, et la constitution de groupes de travail comme "Extractivisme et décroissance".

"NOUS SOMMES POUR LA DÉCROISSANCE DU TRAFIC AÉRIEN"

Nous rappelons notre farouche et récurrente position contre l'agrandissement de l'aéroport de Nantes Atlantique (ainsi que notre proposition de suppression des vols intérieurs). L'autolimitation individuelle et collective (les interdits de la Loi) font partie intégrante du noyau philosophique de la MCD.

Nous avons pour objectif de travailler avec toutes les organisations dites du premier cercle (antipub, antinucléaires, anti-armement, anti bagnoles, paysan-nes, cause animale). Avec pour projet l'édition de livrets en commun "Mais Comment Décroître ?".

Pour le moment nous sommes cinquante adhérent-es sans faire de campagne d'adhésion. Comme l'écrivait Eugène Guillevic dans un poème, "Ceux qui disent que l'escargot n'avance pas vite, c'est qu'ils n'ont jamais été escargot". Toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à faire avancer la décroissance et œuvrer à l'élaboration d'un projet politique radical et cohérent sont les bienvenu-es.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

Maison commune de la décroissance, 15 rue Nicolas Rapin, 85200 Fontenay-Le-Comte, tél. : 02 99 93 77 18 et 02 51 52 14 15, <http://ladecroissance.xyz>

(f)Estives de la décroissance 2018

Organisées par la *Maison commune de la décroissance*, elles se tiennent les 21 et 22 juillet 2018 à la MFR de Gelles (Puy-de-Dôme). Thème : le sens de la technique est une question politique. Au programme : discussions lentes, débats, projections, ateliers, etc.

Inscription auprès de Jean-Yves Renouf, 15 rue Nicolas Rapin, 85200 Fontenay-Le-Comte, tél. : 02 51 52 14 15.



▲ Billie Holiday, grande chanteuse de blues, est notamment l'interprète en 1939 de la chanson *Strange fruit*, sur le lynchage des personnes afro-américaines, dans le sud des États-Unis particulièrement.

Chanter la contestation

Dans son livre *Blues et féminisme noir*, Angela Davis s'intéresse à l'héritage du Blues dans l'élaboration de la conscience féministe noire, à travers les portraits de trois chanteuses de blues, Ma Rainey, Bessie Smith et Billie Holiday.

Pour aller plus loin :

- *Hell Of A Woman. Hommage Aux Femmes Du Blues* (avec un cd des titres interprétés par Nina), Nina Van Horn, 2009
- *Boxcar Berta. Aventures d'une vagabonde anarchiste américaine*, Ben Reitman, 1^{re} édition en 1937. Le livre se lit comme un roman bien que ce soit l'œuvre fondatrice de l'école de sociologie de Chicago. Il livre un panorama des conditions sociales dans lequel évoluait le blues.
- *Les Rois Vagabonds*, James Vance et Dan Burr, éd. Vertige Graphic, 2005. C'est une BD ! Elle évoque la vie des pauvres et des hobos et les difficultés à trouver de l'emploi.

POUR QUI NE S'EN SOUVIENT PLUS, Angela Davis occupe une place centrale dans l'histoire des luttes anti-racistes, anti-capitalistes et féministes. Ses travaux, marqués par la Théorie Critique de l'École de Francfort et par son bagage d'activiste, tournent principalement autour des questions de genre, de la place des Noires aux États-Unis et du système carcéral (1).

DES CHANSONS FÉMINISTES

Angela Davis s'attaque à la retranscription des 252 titres enregistrés par Ma Rainey et Bessie Smith. Elle examine rigoureusement l'ensemble des thèmes abordés dans ces chansons, en les replaçant dans le contexte historique et économique des années 20 à 40. Le crible fourni par Angela Davis nous permet de toucher au plus près la vie de ces chanteuses de blues. Et le contexte n'est guère riant : inégalités sociales criantes, racisme omniprésent et domination masculine généralisée. Pour les femmes noires, le travail forcé éclipsait tous les autres aspects de leur vie. C'est donc à travers leur rôle de travailleuses qu'il faut appréhender leur histoire. Émanations de la classe laborieuse féminine noire, ces blues participent à la politisation de faits qui relevaient jusque-là de la sphère privée et domestique. Si l'apogée des blueswomen se réduit à une période relativement courte, ces femmes réussissent néanmoins à créer un nombre considérable de chansons et à laisser un riche héritage culturel.

LE BLUES OU LA MUSIQUE CONTESTATAIRE

Car le blues de ces dames ne parle pas seulement d'amours perdus ou triomphants, mais également de prison, d'expulsions de locataires, de crues du Mississippi, du dur labeur des blanchisseuses. En abordant également les thèmes classiques du blues, telles que les relations extra-conjugales ou la violence domestique, en mettant en avant leur bisexualité, elles bravaient l'autorité et le caractère machiste de l'Église, en même temps qu'elles contestaient l'idée d'une limitation de la place des femmes à la sphère domestique. Refusant une hiérarchie des dominations, elles dénonçaient sur un même plan racisme et sexisme, domination dans l'espace public et privé. En cela l'auteure souligne qu'il est vain de hiérarchiser les luttes.

Pascal Martin ■

Blues et féminisme noir. Héritage Blues et féminisme noir, Angela Davis, trad. Julien Bordier, 2017, éd. Libertalia, 416 p., 1 CD audio 18 titres, 20 €.

La réédition par les Éditions Libertalia en 2017, avec un travail remarquable de Julien Bordier qui a eu la lourde tâche de traduire les chansons en français, offre l'avantage d'être accompagnée d'une compilation de blues de Ma Rainey de Bessie Smith, pas de Billie Holiday.

Retrouvez l'intégralité de cette étude agrémentée des chansons des artistes sur : l'émission *BB Queens* sur *Radio Calade* ou l'émission *Le Blues Des Canuts* sur *Radio Canut*.

(1) Ses ouvrages les plus connus sont *S'ils frappent à la porte à l'aube* (Éditions sociales, 1971), *Femmes, race et classe* (Des femmes, 1983) et *Autobiographie* (Albin Michel, 1975) et celui-ci, initialement paru en 1998.



Problème du neutre

Abonné depuis les débuts de *Silence*, je me suis aperçu que depuis quelque temps, il m'arrive de décrocher en milieu d'article et de sauter la fin. Je ne crois pas que les articles soient moins intéressants, je mets plutôt cela sur le compte du désagrément lié à l'écriture inclusive. En effet, quand on lit un article avec attention, on a tendance à prononcer les phrases dans sa tête comme si on lisait à voix haute. Or l'écriture inclusive est pénible, voire illisible dans ces conditions. En fait, cette absence de correspondance avec l'oral est très pénalisante : en effet, l'oral précède l'écrit, que ce soit dans l'histoire ou dans la vie de chacune. L'écrit n'est que la transcription de l'oral. Créer une sorte de neutre à double terminaison à l'écrit n'a pas grand sens s'il n'existe pas à l'oral.

Voici une solution que je trouve meilleure : puisque le masculin joue aujourd'hui le rôle de neutre et que les ambiguïtés résultantes ne semblent pas problématiques, pourquoi ne pas considérer que le féminin joue lui aussi le rôle de neutre ? Le genre n'aurait pas plus d'importance que pour les objets (une chaise, un tabouret, une pièce, un morceau). La rédactrice choisirait soit d'alterner les genres, soit de garder le même dans le même ouvrage, soit de laisser faire le hasard...

Cela n'empêcherait pas l'émergence progressive de mots réellement neutres.

Les avantages seraient les suivants :

- symétrie entre le masculin et le féminin,
- correspondance complète entre l'oral et l'écrit.

En résumé : justice, logique, simplicité et lecture facile.

Les inconvénients ne semblent pas réhibitoires :

- davantage d'ambiguïtés (mais pourquoi les réserver au seul masculin ?),
- temps d'adaptation (mais les autres solutions font pire).

Bref, de gros avantages et de petits inconvénients.

Je suis étonné que des femmes n'aient pas déjà proposé cette solution. Pourquoi n'essaieriez-vous pas de rédiger un numéro de *Silence* entièrement au féminin, pour voir ?

Bonne continuation

Michel Morel

Calvados

Comment le syndicalisme peut-il ne pas être écolo ?

Salut *Silence*,
modeste réaction quant à ton dossier du numéro 467 de mai 2018 : plutôt que de le nommer *Le syndicalisme peut-il être écolo ?* il aurait mieux valu le nommer *Comment le syndicalisme peut-il ne pas être écolo ?*.

En effet, le syndicalisme n'est pas que la

défense des conditions de travail, contrairement à ce que laisserait penser le déprimant paysage syndical que nous avons sous les yeux ; le syndicalisme est aussi et surtout une volonté de transformation radicale de l'ordre établi par la construction autonome d'un projet de société qui s'inscrit dans une démarche d'émancipation individuelle et collective, *donc* écolo-giste. Parce que poser la question de l'écologie, c'est poser celle de la révolution sociale, anticapitaliste, autogestionnaire, libertaire, etc.

Le syndicalisme, ne l'oublions pas, est la meilleure expression qui soit du mouvement ouvrier révolutionnaire, délibérément anticapitaliste, et ne devrait rien avoir à faire avec la hausse du pouvoir d'achat ou la défense bornée du salariat.

Si l'on se réfère à ce dont le syndicalisme est intrinsèquement porteur, il faut non pas en parler comme étant seulement un instrument de résistance face aux conditions de travail du productivisme capitaliste, non pas le considérer comme subordonné à l'idéologie marxiste, mais revenir au syndicalisme révolutionnaire et à l'anarcho-syndicalisme de la fin du 19^e et du début du 20^e siècles... Et rappelons à ce titre que la Charte d'Amiens (seule allusion de ton dossier à l'histoire du syndicalisme révolutionnaire) n'était en fait pas une charte mais une *motion* votée en 1906 au congrès de la CGT à Amiens.

Depuis, bien de l'eau a coulé sous les ponts : les deux Guerres mondiales ou encore l'aliénation générée par le mode de vie industriel ont fini par faire du syndicalisme un simple outil de lutte, sans aucune ambition

Le syndicalisme peut-il être écolo ?

Suite à la Une de votre numéro de mai 2018, "*Le syndicalisme peut-il être écolo ?*", en tant que cégétiste, j'aurais tendance à dire non, vu ma petite expérience syndicale. Mon rôle de délégué du personnel et de secrétaire de section, pendant plusieurs années, m'a permis d'être à l'origine de tracts syndicaux dénonçant les incohérences de la politique environnementale de mon entreprise. Par exemple : d'un côté, ma boîte incite les salariés (es) (ou salarié-es) à utiliser les transports en commun ou la bicyclette au détriment de l'automobile dans le cadre de

révolutionnaire. À l'instar de la CGT d'aujourd'hui, qui n'est plus porteuse des objectifs de transformation sociale de ses origines, les organisations syndicales actuellement majoritaires se contentent d'accompagner voire de cogérer la marchandisation totale, et au mieux d'améliorer les conditions de travail

ou bien trop souvent de freiner leur durcissement : c'est bien ce syndicalisme-là qui se trouve en porte-à-faux avec l'écologie, et pas le syndicalisme tout court. Ce dernier est révolutionnaire par essence, et c'est le syndicalisme ayant abandonné cette visée-là, devenant ainsi une aberration totale, qui devrait être mis en question. Il n'y a quasiment rien dans les pages de ton dossier, cher *Silence*, sur les valeurs originelles du syndicalisme, *révolutionnaires*, et c'est bien dommage : invisibilisées,

ignorées, elles en deviennent plus dures à remettre au goût du jour, alors qu'en elles réside une énorme puissance émancipatrice. La CNT est aujourd'hui l'héritière de ce syndicalisme. Ainsi, exemples parmi d'autres, dans ses orientations confédérales adoptées en congrès, elle se revendique pour la décroissance ou contre le nucléaire ; le siège de la confédération et de l'union régionale parisienne, rue des Vignoles à Paris, héberge une *Amap*, et est régulièrement utilisé par le comité de soutien à Notre-Dame-des-Landes ; nous, *SIPMCS*, organisons dans ces mêmes locaux un concert de soutien à la lutte de Bure ; la *Fédération des travailleurs de la terre et de l'environnement* (FTTE, www.cnt-f.org/ftte) s'inscrit dans une démarche résolument antiproductiviste ; etc. Bref. Le syndicalisme est écolo par sa nature même.

Salutations révolutionnaires,

Le SIPMCS

Syndicat interprofessionnel de la presse, des médias, de la culture et du spectacle – membre de la CNT.



Jouer hors des cases

L'article sur le jeu (dossier de *Silence* n°466 d'avril 2018 "Jouer hors des cases") est intéressant et "hors des cases".

Je ferai un petit apport car j'ai passé quelques années en Afrique. Si en Europe on offre des jeux aux enfants (quelquefois ils s'en donnent à cœur joie en jouant avec les cartons d'emballage), là-bas les enfants eux-mêmes "fabriquent" leurs propres jouets : boule d'étoffe pour le ballon de foot, voiturette avec du fil de fer et comme roues des piles électriques, ils tapent sur un vieux pneu de vélo avec un bâton, etc. Et ils jouent ensemble comme des fous.

Là aussi les enfants sont autonomes pour jouer ensemble et ils n'ont pas besoin qu'on les organise. Ils se donnent leur propre organisation avec partage, disputes, justice.

Mais aussi quelque chose est très important, c'est ce qui se passe dans le temps de jeu (...), dans l'entre-eux des enfants (...) par leur prise de parole, où ils se disent les situations de leur vie, joies, difficultés (...).

La place de l'adulte (au jeu ou ailleurs) peut être sans intérêt si c'est de l'occupationnel. Mais essentielle dans l'écoute ou l'accompagnement de leurs aspirations, dans la mesure aussi où l'adulte ne prend pas leur place et renvoie à l'entre-eux des enfants et de leurs projets. Ce temps de "vie réelle" des enfants, de leurs jeux ou autres, c'est une chance pour agrandir ensemble leurs capacités (...). C'est le "fond", l'authenticité de leur vie. Là ils trouvent une réelle joie de vivre. Non la surface, la forme de la société productiviste sous toutes ses formes qui portera toujours l'insatisfaction car c'est une société de l'assistance, du divertissement, de l'occupationnel.

Jean-Pierre Vigne
Drôme



Recevoir des subventions en restant indépendant·es c'est possible

L'édition de mai 2018 (*Silence* n°467) m'épate tout particulièrement, par la grande variété des sujets abordés, et ce de façon, pour chacun d'entre eux, très intéressante.

Presque par hasard, j'ai lu aussi le courrier "Dur d'être incompris et sans doute mal lus" (page 42). (...) Je rejoins les auteurs dans leur attitude à l'égard des subventions à prendre ou non. En effet, notre association antinucléaire, la *Salzburger Plattform gegen Atomgefahren* (PLAGE, *Association salzbourgeoises contre les dangers nucléaires*), face à la catastrophe de Tchernobyl en 1986, a demandé des subventions à la ville et à la Région de Salzbourg.

Nous considérons en effet – et sommes toujours de cet avis – qu'il faut non seulement accepter, mais revendiquer, voire tenter d'arracher aux autorités de l'argent public pour des projets et activités d'intérêt général (je dirais même "d'utilité publique" pour nous réapproprier un terme utilisé pour les grands projets inutiles). Et ce d'autant plus qu'une telle activité va à l'encontre du complexe politico-industriel.

Il est vrai qu'il ne faut jamais baisser la garde vis-à-vis de soi-même et des tentations d'autocensure, consciente ou inconsciente, qui surgissent inévitablement. Dans le cas de notre association et dans le contexte (nucléo-énergético-) politique autrichien, nous croyons pouvoir dire que nous sommes restés fidèles à nous-mêmes, à notre cause, malgré les subventions. Voire, ces subventions nous ont permis de maintenir

une activité antinucléaire bien plus riche et efficace qu'il n'aurait été le cas sans argent public. Et d'agacer ceux qui nous subventionnent en mettant à mal plus d'une fois une politique officielle trop timide ou malhonnête. (...)

La PLAGE...

- a constamment, patiemment élargi sa marge de manœuvre ;
- a, à l'intérieur de cette marge, accepté des compromis mais également poussé les autorités et les partis politiques municipaux et régionaux à des positions plus courageuses, plus conséquentes ;
- à travers les années a dénoncé sans ambages quelques lâchetés criantes par exemple du parlement régional, en matière de politique nucléaire et énergétique (concernant par exemple Euratom), que cela nous fasse perdre la subvention ou non.

Bien sûr, nous avons aussi joué sur la concurrence entre les partis, reconnu publiquement des actions gouvernementales bien fondées, bien menées, et pratiqué d'autres procédés tactiques qui font tous partie du jeu politique. Toujours sans polémique gratuite, cependant, et dans la plus grande impartialité possible. Une certaine honnêteté politique derrière tout cela donc, qui a sans doute contribué à ce que les majorités changeantes de nos parlements (municipal et régional) continuent à nous accorder les subventions, tout en grinçant parfois des dents... (...)

Heinz Stockinger
Autriche

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **L'accompagnement et le soutien par les pairs**, *Ève Gardien*, éd. Presses universitaires de Grenoble, 2017, 211 p., 19 €. En 2017, des personnes ayant des savoirs issus de leur expérience du handicap, de la maladie chronique, de troubles de la santé mentale font usage de leurs compétences pour accompagner leurs pairs, certains de façon informelle et gratuite, d'autres en revendiquant un statut professionnel, une formation et un diplôme. Ils s'organisent dans la perspective d'obtenir une reconnaissance de leurs savoirs expérimentiels.

■ **Transition agricole, La revanche des territoires**, *Henri Rouillé D'Orfeuille*, éd. Charles Léopold Mayer, 2018, 244 p., 20 €. L'alternative à l'agro-industrie pourrait bien venir d'un rebond du développement des territoires ignorés par une mondialisation qui les a effacés. L'auteur, ingénieur agronome et docteur en économie appliquée – qui a travaillé, entre autres, au Cirad et à la Banque mondiale – en est venu à cette "prémonition" après une analyse du développement historique du modèle agro-industriel et des aspirations grandissantes que celui-ci suscite à son encounter.

■ **Entre Accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants**, ouvrage coordonné par *Véronique Bontemps*, *Chowra Makaremi* et *Sarah Mazouz*, éd. *Le passager clandestin*, 2018, 159 p., 10 €. À l'heure des crispations sécuritaires et de la montée des extrêmes droites en Europe, les villes peuvent fonctionner comme des espaces intermédiaires entre l'État et les citoyen·nes pour affirmer des définitions propres de l'hospitalité et fournir des contrepoints à la tentation du repli. Cette étude interroge les pratiques citoyennes actuelles à Paris, Copenhague, Berlin, Barcelone, Istanbul... faisant état de la complexité des formes d'accueil des migrants sur notre continent.

■ **Le Bio. Au risque de se perdre**, *Frédéric Denhez*, préface de *Périco Légasse*, éd. Buchet-Chastel, 2018, 127 p., 12 €. Une mise en garde contre le bio qui ne garantit rien d'autre que l'absence d'intrants chimiques : un bio qui n'est ni écologique, ni local, ni de qualité, ni respectueux du monde paysan... L'auteur critique aussi le véganisme qui, selon lui, ferait le jeu de l'industrie alimentaire. Il en appelle à la Bio, "une polyculture-élevage pensée dans le temps présent".

■ **Nouvelle économie fraternelle. Pour que l'argent relie les hommes. 40 années de réflexion et d'expérimentation**, Association *La NEF*, éd. Repas, 2018, 159 p., 17 €. L'histoire (et un peu trop la "belle histoire") de la banque solidaire *la Nef*, depuis ses débuts inspirés par les travaux de Rudolf Steiner jusqu'à ses interrogations actuelles sur les moyens de grandir sans perdre son âme.

■ **Mon MLF**, *Marie-Jo Bonnet*, *Albin Michel*, 2018, 411 p., 21,50 €. Autobiographie personnelle et politique de la célèbre historienne et militante des mouvements féministes et homosexuels à partir des années 70. Un livre alerte qui fait revivre une décennie de luttes, d'élaborations théoriques et de débats, d'expérimentations joyeuses de la sororité, mais aussi de conflits, le tout raconté sans langue de bois ni complaisance.

■ **L'empreinte écologique**, *Aurélien Boutaud*, *Natacha Gondran*, *La Découverte*, nouvelle édition 2018 (première 2009), 126 p., 10 €. L'édition 2018 de l'ouvrage ajoute, à l'indicateur global d'empreinte écologique, les indicateurs plus spécifiques qui se sont développés au cours de la dernière décennie : empreintes carbone, eau, azote, phosphore... Sans surprise, tous fournissent des résultats dans le rouge. Un livre clair sur un sujet vite compliqué.

■ **Notre empreinte écologique**, *William Rees*, *Mathis Wackernagel*, illustrations par *Phil Testemale*, éd. *Écosociété*, nouvelle édition 2017 (première 1996), 264 p., 18 €. Réédition actualisée du livre qui popularisa le concept d'empreinte écologique. Vingt ans après, nos deux mousquetaires croient toujours dans sa capacité à générer une prise de conscience et à aider à la recherche de "stratégies de durabilité". Un livre qui se veut un outil de transition à la portée de tout le monde, comme l'illustre un test permettant de calculer l'empreinte écologique de son foyer.

Des droits pour la nature ? L'expérience équatorienne

Tristan Lefort-Martine



Depuis 2008, la Constitution équatorienne accorde des droits à la nature, laquelle devient une "personne juridique". Voilà une disposition qui ne va pas sans étonner et susciter bien des questions, des objections. D'ailleurs l'auteur prévient d'emblée qu'il ne plaidera pas en sa faveur, considérant que le droit pèse peu face aux rapports de force économiques et sociaux. Mais, en bon philosophe, il nous propose de comprendre et non de juger. Son commentaire du texte constitutionnel est limpide et se révèle très intéressant. De même que la mise en parallèle d'une étude de terrain dans le village de Sarayaku pour tenter de discerner dans quelles mesures, et avec quelles précautions, les conceptions du monde de cette population amazonienne peuvent être compatibles avec un dispositif juridique occidental. Un rappel du contexte régional (modèle extractiviste, destruction de l'environnement, mouvement indigène) et un bref état des cas de jurisprudence existant à ce jour complètent l'ouvrage. DG

Éd. L'Harmattan, 2018, 129 p., 14,50 €

La permaculture En route pour la transition écologique !

Grégory Derville



Avec une mise en page colorée et bien illustrée, cet ouvrage nous fait découvrir que la permaculture ne se limite pas à la culture en butte. Sans pour autant être trop technique, Grégory Derville nous explique de façon claire et détaillée ce qu'est réellement la permaculture. Une démarche globale à la portée de tout le monde qui se base sur un ensemble de connaissances et de pratiques pour nous aider à faire notre transition écologique. Des exemples concrets d'application au jardin comme dans l'habitat, de la gestion de l'eau à l'énergie et à l'élevage des animaux, tous les sujets sont abordés. Et pour qui veut aller plus loin, toutes les références sont présentes. DB

Éd. Terre vivante, 2018, 192 p., 25 €

L'économie comportementale en question

Jean-Michel Servet



Le courant de l'économie comportementale ne cesse de gagner en influence. Se basant sur des expérimentations de terrain, il prétend améliorer le sort des populations les plus démunies en modifiant leurs comportements. Et ce, en utilisant des méthodes très simples, dont

les *nudges*, petites incitations ou "coups de pouce" qui produiraient de grands effets : par exemple ouvrir un compte bancaire dans des foyers indiens pour les conduire à épargner. L'auteur démontre les failles de cette approche et surtout ses présupposés idéologiques. Car il s'agit, dans une logique de "paternalisme libéral", de discipliner les populations pour les faire entrer dans le moule d'une économie supposée efficace. C'est-à-dire notamment d'une économie dématérialisée (sic), sans cash. La disparition de l'argent liquide, au profit des cartes bancaires, puis des téléphones mobiles (voire des contrôles biométriques, déjà en test) est posée comme une évolution inéluctable et quasi naturelle, alors qu'elle est voulue pour accroître le contrôle sur les flux financiers et les personnes. Un livre sombremenent intéressant. DG

Éd. Charles Léopold Mayer, 2018, 203 p., 19 €

Projets publics, intérêts privés Une mobilisation citoyenne pour refuser l'arbitraire

Vincent Le Coq



Arrivant à point nommé après l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, le livre de Vincent Le Coq présente les nouveaux modes de contestation que sont les ZAD. En passant par l'occupation du bois Lejuc à Bure ou encore le mouvement contre le projet de LGV entre Lyon et Turin, l'auteur décortique la dynamique de ces mouvements et leur émergence face à des États plus enclins à répondre aux appels d'intérêts privés qu'à ceux de leurs populations. Face à la crise environnementale, à la confiscation progressive des espaces publics et de la démocratie, le renouvellement des luttes témoigne de mobilisations citoyennes qui font émerger des modèles alternatifs qui s'opposent aux projets inutiles et imposés.

Le livre de Vincent Le Coq est une somme considérable de faits juridiques, de décisions politiques, de dynamiques citoyennes et de conflits d'intérêts qui nous permettent de mieux saisir les urgences et les modes opératoires auxquels nous sommes confrontés. JP

Éd. Libre & Solidaire, 2018, 372 p., 21,90 €

Écologie et féminisme. Révolution ou mutation ?

Françoise d'Eaubonne



Paru en 1978 et réédité ici, ce livre est l'un des textes fondateurs de l'écoféminisme. Françoise d'Eaubonne y expose comment le rapport destructeur des humains à la nature participe du même schéma que les rapports de domination des hommes sur les femmes. Pour elle, "l'appropriation patriarcale de la fertilité terrestre a bien abouti, directement, à la destruction des ressources par surexploitation, comme l'appropriation patriarcale de la fécondité à la surpopulation

Livres

mondiale". La question démographique est selon elle au cœur des enjeux à la fois féministes et écologistes. Elle combat "l'illimitisme" qui est au cœur du pouvoir mâle et prône une organisation politique et des énergies décentralisées ainsi que la sortie du capitalisme, "dernier stade du patriarcat". Le style et certains aspects du message sont aujourd'hui datés, mais le livre recèle néanmoins de riches pistes de réflexion. GG

Éd. Libre et solidaire, 2018, 238 p., 18,90 €

Les sports mécaniques Une arme de destruction massive

Paul Ariès



Les sports mécaniques (courses autos et motos) sont de plus en plus contestés partout sur la planète, mais n'auraient selon l'auteur jamais fait l'objet d'un ouvrage critique. Paul Ariès entend combler cette lacune. À rebours de l'opinion assez courante selon laquelle ils ne relèveraient pas vraiment du sport, il les considère au contraire comme archétypiques du sport dans ses aspects les plus détestables : culte de la performance et de la compétition, machisme et déluges d'argent. S'agissant de la Formule 1 ou du Dakar, encore faut-il ajouter l'esprit colonialiste, la pollution, la mortalité, etc. La conclusion s'impose : l'interdiction totale. Plus inattendu et intéressant, un regard historique sur la genèse du vélo et du sport cycliste, dans la même matrice du culte de la vitesse. DG

Éd. Le Bord de l'eau, 2018, 140 p., 12 €

Romans

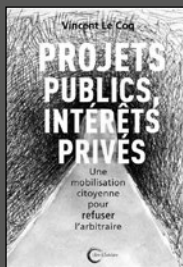
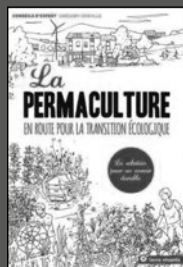
Mon nom est Otto Gross

Marie-Laure de Cazotte



Impressionnant itinéraire que celui d'Otto Gross, (1877-1920), enfant prodige de la psychanalyse, féministe, anarchiste, pacifiste, l'un des animateurs du mouvement érotique, fréquentant la communauté de Monte Veritas et ses mœurs très libres. Malgré une énergie et une créativité incroyables, sa vie est un véritable chemin de croix marqué par la persécution constante de son père, véritable incarnation du patriarcat. Cocainomane, il est interné de force à plusieurs reprises, d'avantage pour ses idées révolutionnaires dérangeantes que pour son propre bien. Malgré tout, son existence reste un cri de révolte d'une intensité étonnante. On croise dans ce roman biographique des personnalités comme Gustav Landauer, Carl Gustav Jung et bien d'autres encore. Un éclairage sur son époque qui tout à la fois enthousiasme et fait froid dans le dos. GG

Éd. Albin Michel, 2018, 348 p., 20 €





Emmaüs Lescar-Pau

Le compagnon, la ruche et l'utopie

Denis Lefèvre

Germain Sarthy lance la communauté d'Emmaüs de Pau en 1982. Comme toutes les autres, elle accueille initialement les cassés-es de la vie et vit grâce à une activité de recyclerie. Mais cette communauté va connaître une évolution remarquable en s'ouvrant progressivement à différentes approches plus ou moins utopiques, plus ou moins militantes. Des échanges avec des villages burkinabés permettent la découverte de l'agroécologie prônée par Pierre Rabhi, puis la lutte du Larzac contre la malbouffe et le procès de José Bové les rapprochent de la *Confédération paysanne*. Les actions contre la marchandisation du monde les rapprochent des altermondialistes puis de *Bizi* et *Alternatiba*. Sur le terrain de la communauté, cela se traduit par l'organisation de conférences, puis de fêtes, puis d'un festival (qui draine aujourd'hui chaque été autour de 20 000 personnes), l'achat de terres agricoles pour développer le maraîchage biologique et bien se nourrir. La communauté monte un plan d'auto-construction de maisons pour les compagnon-nés sans permis de construire. Elle porte des actions politiques avec la venue sur place d'Evo Morales, président de Bolivie et un discours sur le "bien vivre" très différent du "vivre mieux" occidental qui incite à toujours consommer plus. Ce "bien vivre" est en pratique une "sobriété heureuse" qui attire de plus en plus de monde et qui fait qu'aujourd'hui, Lescar-Pau est devenue la plus importante communauté d'Emmaüs qui salarie 16 personnes et regroupe 130 "compagnons", hommes (en majorité) et femmes, 27 ateliers de réparation, un restaurant, une crêperie, un bar et même des chambres d'hôtes. L'activité de recyclerie, en offrant des revenus au groupe, permet d'investir dans de nouveaux projets (et également de soutenir financièrement de multiples causes). Un bout d'utopie réaliste qui attire aujourd'hui bien plus largement que les simples accidentés-es de la vie. Ce livre qui donne la parole aux compagnons et compagnonnes, bénévoles et salarié-es montre qu'avec de l'audace, même avec des personnes *a priori* au départ en difficulté, on peut aller très loin dans les démarches alternatives. Seul regret : l'absence de photos. MB

Préface de José Bové, éd. Privat, 2018, 280 p., 18 €

B. D.

Devenir végétarien pour les nuls

Baptiste Amsallem



Si les ouvrages sur le végétarisme se multiplient en ce moment, celui-ci présente un intérêt particulier : pour une fois, il s'adresse aux non végétariens

avec beaucoup de tolérance. Les rapports que l'auteur entretient avec sa femme non végétarienne, ont sans doute contribué à ce ton. L'exposé de ses faiblesses (il aime la viande, mais encore plus les animaux) et une certaine forme d'humour, font qu'à la fin, plusieurs lectrices auront sans doute envie d'avancer dans le choix de ce régime alimentaire. C'est plus un livre illustré qu'une vraie BD. MB

Éd. Delcourt, 2017, 96 p., 16,95 €

Alto Plano T1 – Colombie

Corbeyran, Vanessa Postec, Luc Brahy



Albane Laroche est embauchée par une société de commerce équitable pour composer de nouveaux mélanges de cafés. Elle va nous faire découvrir le monde des caféiers, mais aussi celui des traders qui spéculent sur le prix des productions agricoles. Ajoutez à cela du harcèlement sexuel et de sombres vengeances, vous obtenez une ambiance très thriller, pleine de suspens. Le commerce équitable n'échappe pas aux convoitises des loups du marché. FV

Éd. Delcourt, 2017, 48 p., 12 €

Manif

Mathieu Colloghan



Trois copains un peu lassés des manifs parisiennes s'interrogent sur le sens des parcours Nation-Bastille-République. Mais entre les merguez, les slogans ringards, les stands improbables, il y a une certaine routine, un sentiment d'impuissance. Alors on rêve d'autres actions possibles... Nul doute que Mathieu Colloghan a déjà quelques manifs au compteur ! Cela se lit bien. Ventes potentielles selon l'auteur : plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, beaucoup moins selon la préfecture. MB

Éd. Adespote, 2017, 190 p., 20 €

Matricule 155, Simon Radowitzky

Agustin Comotto



À la fin du 19^e siècle, la famille juive de Simon Radowitzky fuit les pogroms soutenus par le tsar de Russie. Travaillant à l'usine, il va rapidement militer avec les anarchistes. Pour éviter l'arrestation, il s'enfuit en Argentine. Là, assistant à la répression féroce du 1^{er} mai, il organise un attentat contre le chef de la police. Son jeune âge lui évite d'être fusillé. Il devient le matricule 155 à la prison d'Ushuaia. Il y restera vingt et un ans. Bénéficiant du soutien d'une partie de la population, il est finalement gracié. Exilé en Uruguay, il rejoint la guerre civile en Espagne. Il s'y engage malgré une santé défaillante, s'échappe d'un camp en France après la Retirada, puis s'exile au Mexique où sous un autre nom, il milite plus tranquillement jusqu'à sa mort. L'auteur alterne deux périodes : la prison et les souvenirs d'enfance, pour conter brillamment ce destin d'un militant anarchiste presque anonyme. Fresque éblouissante tirée d'une histoire vraie qui ouvre le débat sur la violence et la contre-violence, sur la radicalité des luttes d'hier et d'aujourd'hui. Un grand et beau livre. MB

Traduction de l'espagnol Elsy Gomez, éd. Vertice Graphic, 2017, 270 p., 30 €



Jonas Fink T1 Ennemi du peuple T2 Le libraire de Prague

Vittorio Giardino



Dans le premier tome, le père de Jonas est arrêté pour activités subversives (médecin en URSS, il refuse de signer des internements pour les dissident-es). Jonas va alors devoir se débrouiller et finit par trouver un travail dans une librairie. Il rencontre également un groupe de jeunes qui rêvent de littérature interdite. Une dénonciation du régime des années stalinienne alors que tout le monde doit espionner tout le monde.

Dans le deuxième tome, on retrouve Jonas en 1968, en plein "printemps de Prague" : libéralisation des médias, liberté pour les prisonniers politiques... Mais cela ne va pas durer et en août, les forces armées du pacte de Varsovie envahissent le pays. Malgré une résistance acharnée, c'est le retour à la répression. Jonas réussit à s'enfuir à l'Ouest. Dans la dernière partie, le héros vieillissant retourne à Prague et découvre une ville envahie par le tourisme. Une fresque merveilleusement bien dessinée dénonçant la période du "socialisme réel" dans les pays de l'Est. Vittorio Giardino nous avait déjà enchanté-es avec les cinq tomes de Max Fridman sur la guerre civile espagnole. FV

Traduction de l'italien Donatella Saulnier, éd. Casterman, 2018, 160 et 176 p., 22 € chaque tome

Jeunes

Renard sauve son vélo

Fibretigre, Floriane Ricard



Dès 6 ans. Renard voit son vélo être écrasé par un camion. Au magasin on lui suggère d'en acheter un neuf. Mais après des aventures avec son voisin dans une décharge publique, Renard va découvrir le moyen de le réparer, et plus largement le plaisir et l'intérêt de réparer les objets cassés plutôt que de consommer sans cesse. Un récit très plaisant par son caractère à la fois humoristique et sérieux, suffisamment décalé pour plaire aux parents et assez direct pour "marcher" avec les plus jeunes. On est loin des histoires "édifiantes" et moralisatrices pour la jeunesse. Ici, les personnages ont leur lot de bizarrerie et l'histoire elle-même est un peu loufoque. Cet aspect à la fois naïf et tordu, vaguement punk, est une véritable réussite. GG

Éd. Rue de l'échiquier jeunesse, 2017, 40 p., 12,90 €

Les trois poules de Sonia

Phoebe Wahl



Dès 4 ans. Un jour le père de Sonia lui offre trois poussins. Celle-ci va s'en occuper avec sérieux et affection. Mais une nuit, le renard prend une des trois poules, lui occasionnant beaucoup de chagrin.

Le renard a tué cette poule pour nourrir ses petits qu'il aime, lui explique alors son père, de la même manière que Sonia prend soin de ses poules, et que ses parents prennent soin d'elle. Il n'y a pas lieu de lui en vouloir. Le dessin très empathique donne toute sa touchante beauté à cet album, les personnages étant dépeints dans leurs émotions. L'auteure et illustratrice n'a pas son pareil pour faire ressentir la grande tendresse qui lie les. Une belle fable sur le cycle de la vie... mais aussi une histoire qui renvoie la petite fille à un rôle de mère aimante assez traditionnel. Un très doux moment néanmoins. GG

Éd. des Éléphants, 2018, 40 p., 14 €

Beaux livres

Sous les pavés les chansons Anthologie des airs rebelles

Stan Cuesta



Sur 2 ou 3 pages chacune, on retrouve des chansons qui ont marqué leur époque par leur engagement politique ou social, des années 1960 à nos jours. A chaque fois un texte illustré de photos d'époque et de couvertures de disques, vient présenter le contexte dans lequel des artistes ont mis au monde ces morceaux, plus ou moins connus. Présenté-es par ordre chronologique, Joan Baez, Nina Simone, les Doors, James Brown, puis Bob Marley, Fela Kuti, les Sex Pistols, Midnight Oil et les Pussy Riot côtoient les francophones Colette Magny, Ferré, Renaud, Trust ou NTM. Chacun-e y reconnaîtra des références qu'il ou elle apprécie. Et y fera quelques belles découvertes. Rien d'original ni de décoiffant, mais une agréable remontée dans le temps. GG

Éd. Glénat, 2018, 178 p., 35 €

Musique

À l'heure du changement

Bure Haleurs



Dès le premier titre, nous embarquons dans l'univers militant et antinucléaire du groupe qui lance, sans préliminaire, un appel à arrêter les trains chargés de déchets atomiques. Les six titres qui composent ce deuxième album des Bure Haleurs en font un joyeux pamphlet militant, qui nous incite à nous promener dans la nature, là où les chemins sont sûrs, ou encore à prendre notre binette pour produire des aliments sains et goûteux. Leurs chansons sont autant d'hymnes à reprendre en chœur, dont chaque rime est une lime utile pour scier les barreaux de nos prisons individuelles, et nous évader pour rejoindre un autre monde. Pour une société sans chimie et sans nucléaire, n'oublions pas de chanter et de suivre les haleurs le long de leurs sentiers de traverse. JP

6 titres, 25 mn, autoproduction – burehaleurs@yahoo.com, prix libre

Nous avons également reçu... 2/2

Roman

■ Dans le murmure des feuilles qui dansent, Agnès Ledig, éd. Albin Michel, 2018, 390 p., 20 €. Thomas, menuisier, essaie d'aider son petit frère leucémique en lui racontant comment fonctionne la forêt. Anaëlle engage une conversation écrite avec un procureur sous prétexte de l'écriture d'un roman. Leur destin va se croiser et la nature restera un merveilleux refuge face aux difficultés de la vie.

■ Un truc à finir, Benjamin Desmares, éd. du Rouergue, 2018, 396 p., 22 €. Après avoir décroché un homme de la clôture d'une usine, le héros du livre se trouve embarqué dans une aventure rocambolesque où les rebondissements sont rythmés par des messages trouvés dans des paquets de gâteaux. Totalement surréaliste et invraisemblable, mais le rythme est bon et on dévore le livre en souriant.

■ Tanguy Colère a disparu, Raphaëlle Riol, éd. du Rouergue, 2018, 224 p., 20,80 €. Durant les nuits de l'été 2016, en bord de Méditerranée, noctambules idéalistes et révoltés insomniaques se croisent et parlent de Tanguy, militant antifasciste et leader d'un groupe autonome qui a mystérieusement disparu juste après l'incendie de la villa Dollar. Le portrait de l'homme se construit au fil des différentes partitions des protagonistes. L'écriture économe, précise, élégante fait le charme de ce roman attachant et bien mené.

B. D.

■ Éclat(s) d'âme, tome 1, Yuhki Kamatani, éd. Akata, 2018, 176 p., 7,95 €. Un manga qui se lit "à la japonaise" de gauche à droite et nous parle, comme "Le mari de mon frère" (précédent succès de l'auteur), des personnes LGBT dans notre société. "Je crois que je suis mort". C'est ce qu'a pensé Tasuku le jour où un de ses camarades de classe lui a piqué son smartphone, alors qu'il était en train d'y regarder une vidéo gay. La rumeur s'est répandue comme une traînée de poudre. Tasuku a d'abord pensé à se suicider, mais alors qu'il s'apprêtait à sauter dans le vide...

■ Je préférerais ne pas, Justin Wong, éd. Rue de l'échiquier, 2018, 144 p., 19,90 €. Le narrateur perd son emploi et en profite pour s'interroger sur la centralité du travail et sur la société hongkongaise où il vit. Il se livre à diverses expériences quotidiennes aussi amusantes qu'anecdotiques, sans cesser d'être hyperconnecté à chaque instant. C'est à ça que ressemble la liberté retrouvée ?

Jeunesse

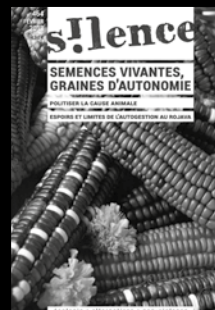
■ Le petit chaperon rouge qui n'y voit rien, Han Xu, éd. Rue du monde, 2018, 56 p., 16 €. Dès 4 ans. Armé de sa canne blanche, de candeur et d'un solide bon sens, ce chaperon rouge va arriver à dompter le loup avec une efficacité inattendue. Un album illustré de manière originale et réussie.

■ Un vent de colère, Grâce Belder, éd. Chant d'orties, 2017, 72 p., 7 €. Dès 9 ans. Un tout petit livre palpitant. L'histoire jaillit du devoir de rédaction d'un petit collégien et de la réaction rationaliste de la professeure "écoco" pour nous entraîner dans un récit d'anticipation qui tourne autour des perturbations climatiques. Insolite, formidable et agréablement écrit. Pour l'âge "recommandé", fions-nous à celui de nos héros.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf?



Errata

- Dans le numéro de mai (n°467), il y a erreur sur un triste nombre de bougies. Page 25, c'est bien le 7^e anniversaire de l'accident nucléaire de Fukushima qu'il faut lire, et non le 6^e.
- Quelques rectifications suite à l'article "Une Iranienne à bicyclette" paru dans le numéro de juin (n°468). Fahimeh n'était pas volontaire à la Croix Rouge lorsque qu'elle a rencontré Claire Lejeune, elle était de passage à la Croix Rouge dans le cadre de sa demande d'asile. La première photo (en haut à gauche) ne correspond pas à l'"entraînement" mais au premier jour de vélo (entre Lyon et Montrottier, le 15 juin 2017). La dernière photo n'est pas une photo de Fahimeh mais une photo d'Ivana.

Lieux alternatifs en Côte-d'Or et dans l'Yonne

Notre numéro de janvier 2019 sera consacré aux alternatives dans ces deux départements. Les reportages seront réalisés à l'été 2018, mais nous recherchons aussi des adresses d'alternatives. Si vous avez des adresses intéressantes dans ces départements, vous pouvez nous les envoyer dès maintenant soit en écrivant à la revue, soit en passant par le formulaire de contact présent sur notre site internet : www.revuesilence.net

Non-violence dans la révolution syrienne traduit en allemand

Le livre coédité par Silence en 2018 *Non-violence dans la révolution syrienne* a été traduit en allemand et publié en Allemagne par les éditions *Graswurzelrevolution* sous le titre *Im Kampf gegen die Tyrannei*. On peut trouver des renseignements sur www.graswurzel.net, buchverlag@graswurzel.net.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 16 et 17 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **20 et 21 septembre, 18 et 19 octobre, 15 et 16 novembre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10h** les mercredis **22 août** (pour le numéro d'octobre), **26 septembre** (pour le numéro de novembre), **24 octobre** (pour le numéro de décembre), etc. Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies!

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/
rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr

> **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 20 = 100 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



NON-VIOLENCE
XXI
Nos dans pour la non-violence



Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle!
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps: conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires!
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats

- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées

Numéros régionaux

- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardennes
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)):

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €*

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



Non-violence dans la révolution syrienne 120 p. - 9 €***

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syrienne, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): * 4€ / ** 4,5€ / *** 2,5€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence): _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Protéger l'eau, défendre la terre

En 2017, le *Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)* organisait une exposition itinérante composée d'œuvres d'artistes amérindiennes et chicanos, en soutien à la lutte menée dans la réserve de *Standing Rock* (Dakota du Nord, États-Unis) contre la construction de l'oléoduc DAPL par *Energy Transfer Partners*. Suspendue par Barack Obama, celle-ci a finalement été relancée et achevée après l'investiture de Donald Trump en janvier 2017.

Les œuvres présentées promeuvent plus largement des revendications écologiques et politiques visant à conserver dans le sol les énergies fossiles et à lutter contre l'ensemble des projets extractifs, qui conduisent à la destruction de l'écosystème et impactent en premier lieu les communautés autochtones.

